

30 pages

Les problèmes de l'adoption

DANS LE CONFLIT QUI OPPOSE TERRE DES HOMMES - FRANCE A UNE FAMILLE DE SEDAN DE NOUVEAUX ÉLÉMENTS POURRAIENT INTERVENIR LIRE PAGE 9

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,60 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 2,75 F; Danemark, 2,75 F; Espagne, 40 pes.; Grèce, 25 F; Irlande, 25 F; Italie, 400 L; Japon, 400 Y; Luxembourg, 12 F; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 60 esc.; Royaume-Uni, 12 sh. Tarif des abonnements page 10

LETTIN DE L'ÉTRANGER

es retombées une défection à Bucarest

Après avoir provoqué la levée immédiate parlementaire d'un débat en Allemagne fédérale, l'ensemble des dispositions destinées à soutenir l'économie, à développer l'investissement et à améliorer l'emploi. Dans tous les cas, la création d'emplois est prioritaire. Le premier ministre a déclaré notamment : « Les difficultés et les contraintes qui pèsent sur l'économie française sont plus rigoureuses qu'on ne le pensait il y a deux ans. La réflexion conduite à l'occasion de l'adaptation du VII^e Plan met en évidence le chemin à suivre lequel l'emploi est lié à la croissance, la croissance

Le projet de budget de l'Etat pour 1979, soumis au conseil des ministres du mercredi 6 septembre, comprend 450 milliards de francs de dépenses, soit une augmentation de 15 % par rapport au budget initial de 1978 voté l'année dernière par le Parlement. Les dépenses de fonctionnement progressent de 11 % en valeur (soit, compte tenu de la hausse des prix, d'à peine 2 % en volume). Elles prévalent notamment sur la charge de la dette publique. Les dépenses d'équipement ont augmenté de 9 %, ce qui correspond à une totale stagnation en volume. La charge de la dette publique commence à peser d'un poids très lourd à cause du financement des déficits des budgets précédents (charge des emprunts et des bons du Trésor notamment).

Le projet de budget de l'Etat pour 1979 sont estimés à 444 milliards de francs. Le déficit accepté d'entrée est de 15 milliards de francs. Compte tenu de l'excédent de 20 milliards de francs qui existait entre dépenses et recettes, il restait 5 milliards de francs de ressources supplémentaires à trouver. Nous avons publié les jours précédents l'essentiel des mesures qui ont été soumises au conseil des ministres du 6 septembre (voir notamment nos éditions d'hier). Mais ce qui concerne les recettes («dites de poche», l'alcool, le tabac et l'essence) seraient touchés. Il n'y aurait en revanche pas de relèvement des droits sur la carte grise et la rigueur auto-Rotin. La création d'une taxe sur les autoroutes n'était pas certaine.

Après une entrevue avec M. Bonnet, ministre de l'Intérieur, les représentants des principaux syndicats de policiers seront reçus le mardi 12 septembre à l'Élysée. Les organisations adhérentes à l'intersyndicale de la police nationale (Fédération autonome des syndicats de police, Syndicat national autonome des policiers en civil, Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale) se sont réunies mardi 5 septembre à Paris pour préparer cette rencontre qu'ils avaient sollicitée après la justification de l'ambassade d'Irak qui a coûté la vie à l'inspecteur Jacques Copin.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT

- Un fonds spécial d'adaptation industrielle est créé pour aider les entreprises
- Paris est en faveur d'un accord monétaire européen hardi

Le premier ministre a présenté, ce mercredi 6 septembre, au conseil des ministres, l'ensemble des dispositions destinées à soutenir l'économie, à développer l'investissement et à améliorer l'emploi. Dans tous les cas, la création d'emplois est prioritaire. Le premier ministre a déclaré notamment : « Les difficultés et les contraintes qui pèsent sur l'économie française sont plus rigoureuses qu'on ne le pensait il y a deux ans. La réflexion conduite à l'occasion de l'adaptation du VII^e Plan met en évidence le chemin à suivre lequel l'emploi est lié à la croissance, la croissance

par rapport à la loi de finances initiale de 1978 et en déficit de 15 milliards (444 milliards de recettes). Le président de la République a demandé à M. Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France, de se rendre à l'Élysée ce mercredi 6 septembre afin de l'informer sur l'état de préparation du projet de création d'une zone de stabilité monétaire en Europe. Le Comité monétaire européen se réunira pour deux jours à Bruxelles afin de discuter de ce projet. (Lire en dernière page l'article de Paul Fabre.)

LES MESURES SOUMISES AU CONSEIL DES MINISTRES

- DEPENSES. 450 milliards de francs (+ 15 %), notamment pour créer 22 000 emplois et majorer de 5 % les dépenses d'équipement civil; déficit budgétaire de 15 milliards.
- FISCALITÉ. AUGMENTATION DES TAXES sur l'alcool, le tabac, l'essence; création possible d'une redevance sur les autoroutes. FLAQUEMENT DES ABATTEMENTS SPÉCIAUX pour frais professionnels bénéficiant à quatre-vingt-neuf professions. LIMITATION DE LA DEDUCTION DE 10 % pour frais professionnels. BARÈME DE L'IMPÔT SUR LE REVENU: alignement de la prestation fiscale pour les deux plus hautes tranches. REINTEGRATION de certaines indemnités de sécurité sociale dans le revenu imposable. REVENUS FONCIERS: limitation des avantages accordés à ce titre. CONSTRUCTION: augmentation des droits d'enregistrement sur la vente des résidences principales. SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE: aggravation, au détriment des fraudeurs, de l'imposition forfaitaire d'après ces signes.
- EMPLOI. CRÉATION D'UN FONDS DE CONVERSION destiné à favoriser la création d'emplois dans les régions les plus touchées par le chômage. Doté de 20 milliards de francs en 1978 (200 millions venant de l'U.D.E.S., 500 millions venant du collectif budgétaire), puis 3 milliards en 1979, il aidera essentiellement au financement de sa propre gestion. AGRICULTURE DU TRAVAIL DE TRAVAIL: l'Etat aidera les particuliers à développer le travail à temps partiel, à réduire la durée maximale de travail, à diminuer les heures supplémentaires et à créer une quatrième équipe et demié dans les travaux postés. Aide à l'insertion au travail des jeunes, des femmes et des cadres âgés.

Flotte, petit drapeau...

par PIERRE DROUIN

Aurions-nous enfin après l'arrêt du dollar américain? La baisse du dollar utilisée par les Américains pour vendre plus de leurs produits à l'étranger nous sert à renforcer nos positions stratégiques industrielles. Michel Linn avait compris depuis longtemps comment l'effacement de la devise des Etats-Unis pouvait lui permettre de racheter des firmes outre-Atlantique. Peugeot-Citroën en absorbant Chrysler-Europe sans avoir fait bénéficier également de cette conjoncture financière, comme Rhône-Poulenc qui installe une nouvelle usine aux Etats-Unis.

LA VIE RELIGIEUSE EN U.R.S.S.

Mgr Nikodim, métropolite orthodoxe de Léningrad et de Novgorod, mort subitement au Vatican le 5 septembre («le Monde» du 6 septembre), était la personnalité la plus importante de l'Eglise orthodoxe russe, après Sa Sainteté Pimène, patriarche de Moscou et de toutes les Russies.

I. — Un «modus vivendi» précaire

List-Nous — Une petite station balnéaire à une trentaine de kilomètres de Léningrad, qui porte le joli nom de «Nes du vent». L'image sort tout droit d'un film de Tarkovsky: parmi les datchas de Léningrad et les maisons des habitants du village, au milieu d'un bois de bouleaux, se trouve une ravissante petite église en bois, peinte en vert tendre, surmontée de coupes bleues.

Des syndicalistes policiers le 12 septembre à l'Élysée

Après une entrevue avec M. Bonnet, ministre de l'Intérieur, les représentants des principaux syndicats de policiers seront reçus le mardi 12 septembre à l'Élysée. Les organisations adhérentes à l'intersyndicale de la police nationale (Fédération autonome des syndicats de police, Syndicat national autonome des policiers en civil, Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale) se sont réunies mardi 5 septembre à Paris pour préparer cette rencontre qu'ils avaient sollicitée après la justification de l'ambassade d'Irak qui a coûté la vie à l'inspecteur Jacques Copin.

Pour des moyens et le droit à la dignité

De cette affaire et des événements qui l'ont suivie, les policiers attendent que les plus hautes instances de l'Etat tiennent un triple jeun touchant à la fois aux circonstances dans lesquelles se déroulent certaines interventions, à la révision des conceptions gouvernementales en matière de répression du terrorisme et à la gradation de l'état d'esprit au sein de la police après de tels événements, qui peut un jour conduire aux pires aventures.

AU JOUR LE JOUR

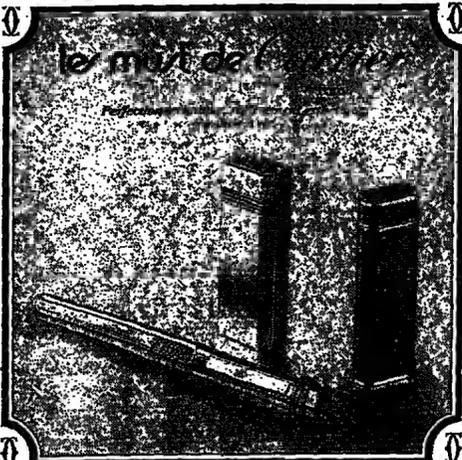
CROCHETS A PHYNANCES

Ceux pour qui le résultat des élections législatives n'a pas répondu aux attentes, voici la perspective du SMIC à 2 400 francs seront fort heureux d'apprendre que sera plafonnée la déduction de 10 % pour frais professionnels pour les salariés gagnant environ 30 000 francs par mois.

CRÉOLE, FRANÇAIS, NÈGRE

Panorama caraïbe

La France connaît-elle la littérature qui s'est développée dans ses départements et ce que dit cette littérature? La France, c'est-à-dire Paris. Les départements, en l'occurrence, sont ceux des Antilles françaises et de la Guyane. Il semble que non. Il semble que nous avons rangé dans nos bibliothèques, et que hantent nos mémoires, quelques œuvres venues du pays caraïbe, éditées dans le quartier Saint-Germain-des-Près, vantées par la critique métropolitaine au hasard des parutions. Mais ces œuvres-là ne forment pas un ensemble, ne rendent pas compte d'un discours géographique et humainement localisé. Il manquait, sur ce point, un panorama et les éléments d'une



OLIVIER WARRIN.

HUBERT JUIN. (Lire la suite page 12.)

EUROPE

Sans défaire la France

Au moment où commence à s'amplifier le rumeur des élections à l'Assemblée européenne de juin 1979, élections qui doivent se faire au suffrage universel direct, il convient de bien préciser ce qu'est, dans ses principes et ses objectifs, le Comité pour l'indépendance et l'unité de la France (CIUF).

Créé, comme chacun sait, à l'initiative de M. Michel Debré, qui en est l'inspirateur et l'animateur, le Comité cherche à provoquer un mouvement d'opinion, regroupant toutes les tendances politiques, pour conjurer les glissements inévitables auxquels se nous conduira cette élection, et en tout cas pour en montrer clairement toutes ses implications.

Le Comité entend défendre l'unité et l'indépendance de la France, deux orientations complémentaires qui n'excluent ni la décentralisation ni une coopération dynamique des nations européennes.

L'élection au suffrage universel direct, l'occasion pour le Comité de préciser son action. Il existe un penchant incontestable et général des Français pour une ouverture plus large sur l'Europe.

Malheureusement, l'erreur a toujours, en politique, une présentation plus simple que la réalité, et il faut distinguer l'Europe des réalités, directes et difficiles, de la fausse Europe idéale qui comporte de nombreux dangers, dont celui de sa propre dislocation et de la rupture de l'unité nationale.

L'élection au suffrage universel direct, dont nous ne contestons pas qu'elle est conforme au traité de Rome, va donner une dimension nouvelle à cette Assemblée européenne.

Il ne fait aucun doute que, à partir de ce sentiment accru d'autorité, cette Assemblée, maîtresse de son ordre du jour, de ses sessions, va être amenée à accroître ses compétences face aux Parlements nationaux et faire pression aussi bien sur la Commission de Bruxelles que sur les gouvernements des Etats membres.

Passer de la règle de l'unanimité dans la prise des décisions à la règle de la majorité sera une étape vite franchie.

Qu'aurait rapporté, si on prend ce seul exemple, notre ministre de l'Agriculture de la dernière négociation de Bruxelles, si les prix agricoles avaient été décidés à la majorité ?

Soupons exagérés, procès d'intention, dira-t-on ? Seuls peuvent,

par NICOLE DE BLÉGIERS (*)

prendre en vérité l'exacte mesure des risques encourus ceux qui ont suivi les travaux de Bruxelles, ont vu fonctionner les mécanismes européens et, surtout, qui lors de l'élaboration des traités ont pu percevoir les arrière-pensées de ceux qui veulent construire une Europe que nous refusons.

Il faut lire les déclarations de certains de nos partenaires. Un communiqué à la suite d'une réunion au sommet de décembre 1974 ne disait-il pas d'ailleurs : « Les compétences de l'Assemblée seraient élargies par l'exercice de certains pouvoirs, dont le processus législatif des Communautés » ? M. Tindemans lui-même confirmait, fin 1974, que l'autorité nouvelle du Parlement aurait pour conséquence l'accroissement de ses compétences et ajoutait que cette élection directe n'aurait de sens que si elle

s'inscrivait dans le cadre de la réalisation d'une Europe de caractère supranational ou transnational.

Il est bien certain que nous n'accepterons jamais ces ambiguïtés et ces contradictions entre deux doctrines opposées de l'Europe, contradictions qui, pour l'instant, sont noyées dans le flot d'un idéal européen assez général, mais très vague.

On peut assurer avec une quasi-certitude que ces contradictions vont apparaître au grand jour dès que la campagne électorale commencera dans les neuf Etats concernés. On verra alors se ranger d'un côté les tenants très déterminés d'une Europe supranationale et, de l'autre, ceux qui prendront conscience que les intérêts nationaux fondamentaux devront être au premier chef protégés si on ne veut pas aller vers des désordres graves.

Libres penseurs et dévots

On s'est lancé à la légère dans l'acceptation de la transformation de l'élection ; on n'acceptera pas, et le pays n'acceptera pas quand elle surviendra, les conséquences de cette transformation. C'est pourquoi nous demandons une négociation de l'acte additionnel du traité, de façon à faire clairement énoncer par nos partenaires la nature de leurs projets et de leurs intentions. Nous voulons, par ailleurs, en même temps, que cette campagne mobilise entièrement l'opinion, pour lui faire mesurer les dangers économiques, sociaux et politiques que leur ferait courir le poids majoritaire des pays qui, au sein de la Communauté, ont des intérêts fondamentalement différents des nôtres.

En France, il est à penser que, par souci de ne pas contredire et de se situer dans un présent sans de l'histoire, une bonne fraction de la majorité risque de se laisser séduire.

Autour du pouvoir et d'une certaine idée de l'Europe, une sorte de parti dévot est en train de se constituer. Quant à nous, nous n'hésiterons pas à faire figure de libres penseurs à côté de ce parti dévot.

C'est pourquoi nous demandons aux Français et aux Français de toutes tendances politiques de nous rejoindre pour soutenir et aider l'action du Comité dans ce combat, simplement pour que, aujourd'hui, comme demain, nous puissions garder une certaine idée de la France, son unité, son indépendance.

(*) Secrétaire générale du Comité pour l'indépendance et l'unité de la France (CIUF), 82, avenue de Suresne, 75015 Paris.

CERTAINS préchent la croisade contre l'Europe. Les uns y voient le début de l'Apocalypse avec fin de l'indépendance nationale, les autres considèrent que l'élection au suffrage universel des membres du Parlement européen apportera à notre pays un cortège de calamités.

Il est normal et même nécessaire que les idées, qu'elles soient, s'expriment librement. Dans une affaire aussi importante pour notre destin, les pessimistes — adeptes de Cassandra — maintiennent une vigilance salutaire.

Mais, quand on descend en permanence à la recherche de la polémique, avec des arguties érudites de surcroît, il ne s'agit plus d'une confrontation utile des idées mais d'un état pathologique qui relève plus de l'obsession que de la raison. Parler d'« autres élections », d'Assemblée européenne déplorables ou d'Europe corrompue n'est pas sérieux. Cette attitude est d'autant plus surprenante que les thèses de la supranationalité ont aujourd'hui perdu toute crédibilité. Ceux qui, depuis vingt ans, détiennent avec fermeté les thèses françaises d'une Europe européenne, ceux qui imposent, calmement mais efficacement, une définition claire et détaillée de la politique financière de la Communauté pour éviter dans l'avenir des débordements et des abus, ceux qui contrôlent avec diplomatie mais rigueur des fonds destinés à l'information des citoyens, ne peuvent qu'être agacés ou peinés par de telles déclarations.

Il est des évolutions inéluctables. L'Europe est une nécessité pour essayer d'apporter un facteur d'équilibre entre les deux Super-Grands. Le général de Gaulle l'avait parfaitement compris, lui qui a imposé la seule politique réellement communautaire existant à ce jour : la politique agricole commune dont l'intérêt pour la France et pour la Communauté n'est plus à démontrer, si ce n'est outre-Manche. Si l'on avait écouté les détracteurs de l'Europe, cette politique n'existait pas et nos amis britanniques seraient tellement contents !

Une évolution inéluctable

par MICHEL COINTAT (*)

Le général de Gaulle a accepté la construction européenne, car s'il l'avait voulu la C.E.E. ne serait plus aujourd'hui qu'un vœu souvenir. Personne ne demande à l'Europe d'être un mariage d'amour entre Etats, un mariage de raison est suffisant.

Rien que sur le plan économique, aucun de nos Etats ne peut plus affronter seul la concurrence mondiale. Aussi, qu'on le veuille ou non, les pays du Vieux Continent occidental sont condamnés à vivre ensemble ou à perdre leur personnalité. Construire une Europe indépendante est encore le plus sûr moyen de préserver nos souverainetés nationales et de donner encore un sens dans l'avenir à cette notion.

Le gouvernement français ne cesse depuis quatre lustres de répéter aux agriculteurs, aux artisans, aux commerçants, aux industriels, qu'il est indispensable de s'organiser et de se grouper. Il en est de même au niveau des nations. Il est nécessaire de créer un vaste groupement d'inté-

rets économique européen où l'indépendance de chacun pourra être préservée.

La Communauté existe. Sa légitimité ne peut être niée. Le traité de Rome a été, à cinq reprises depuis 1957, approuvé par le Parlement et par le peuple français. C'est ce même traité qui a prévu, dans un fameux article 138, d'instituer — quand il serait opportun — un Assemblée parlementaire élue au suffrage universel direct. L'élection du Parlement européen n'est donc pas, loin s'en faut, une nouveauté quand il serait opportun — un Assemblée parlementaire élue au suffrage universel direct. L'élection du Parlement européen n'est donc pas, loin s'en faut, une nouveauté par aucun Parlement national. Cette situation n'est pas normale dans une société démocratique. D'autre part, le conseil des ministres de la Communauté a vu le jour effectivement sans véritable contrôle. Cela n'est pas raisonnable non plus.

Pour au moins deux raisons, à moment est venu d'appliquer ce article du traité : d'une part la Communauté est désormais financée avec des « ressources propres » (droits de douane, prélèvements T.V.A., etc.) qui ne sont contrôlés par aucun Parlement national. Cette situation n'est pas normale dans une société démocratique. D'autre part, le conseil des ministres de la Communauté a vu le jour effectivement sans véritable contrôle. Cela n'est pas raisonnable non plus.

Pour au moins deux raisons, à moment est venu d'appliquer ce article du traité : d'une part la Communauté est désormais financée avec des « ressources propres » (droits de douane, prélèvements T.V.A., etc.) qui ne sont contrôlés par aucun Parlement national. Cette situation n'est pas normale dans une société démocratique. D'autre part, le conseil des ministres de la Communauté a vu le jour effectivement sans véritable contrôle. Cela n'est pas raisonnable non plus.

Informez la population

L'Assemblée élue n'aura pas plus de pouvoirs que ceux détenus par l'institution actuelle. Seule son autorité sera renforcée. Il existe un traité. Il doit être appliqué. Il n'est pas question de le transgresser, ni possible d'y parvenir. Certes, personne n'empêchera des déclarations intempestives ou franches au sein de cet hémicycle. C'est la rançon de la liberté. C'est d'ailleurs ce qui a passé déjà depuis vingt ans que l'Assemblée européenne existe. Et, vraiment, il n'y a pas grand risque d'assister un jour à un « serment du Jeu de paume » en six langues et prêté par neuf nations, ou alors il faudrait changer le mentalité des Anglais, des Irlandais, des Français et de quelques autres.

J'espère que ceux qui ne veulent que des défauts dans cette future Assemblée élue et auront au moins l'honnêteté de ne pas se présenter pour ne pas être compromis.

(*) Ancien ministre, député R.P.E., maire de Pougny, membre du Parlement européen.

Une génération communautaire

par XAVIER ALLOUIS (*)

Parlement européen devient une guerre de religion. Comprendre pourquoi ces intégristes refusent l'intégration.

En attendant de comprendre, nous sera-t-il possible de porter témoignage, de dire comment nous ressentons la nécessité de l'existence de l'Europe. Nous voudrions mettre assez de conviction dans nos propos pour qu'ils soient entendus et compris.

On dit aujourd'hui que le traité de Rome est vétuste, qu'il n'est plus adapté à l'Europe de 1978. Certes, mais nous comprenons l'Europe à la lecture de son préambule : « Etablir une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens ». Or, est-ce possible qu'en 1957 les Européens aient vu avec tant de bon sens, l'évidence, la nécessité de la construction européenne, et qu'aujourd'hui ils se mettent à douter ? Je voudrais dire pourquoi la géné-

ration à laquelle j'appartiens croit encore à l'Europe.

La première de nos raisons vient d'un constat facile à établir pour qui regarde la carte de l'Europe : l'étalement des Etats, leur ridicule petitesse à l'échelle du monde, leur morcellement, qui paraît insensé lorsqu'on le regarde avec des yeux neutres. Nous ne saisissons pas la raison de ces frontières.

La jeunesse d'Europe voyage aujourd'hui plus qu'elle ne l'a jamais fait. Nos vacances, nos études, sont l'époque des grandes transhumances, des séjours linguistiques, des échanges culturels. Les compagnies de chemins de fer nous proposent une carte de transport unique, valable dans le pimplat des pays européens. L'Europe se rétrécit aux dimensions d'un pays, et au-delà des frontières, par-delà les différences de langage, c'est le voisin, l'amal, le semblable, que nous rencontrons à « l'étranger ». Pour nous, c'est la porte à côté.

Une logique évidente

A-t-on seulement réfléchi à cet : notre génération a toujours vécu dans la France du Marché commun. Tous les Français qui ont aujourd'hui vingt ans ne connaissent sans doute pas le nom du ministre des affaires étrangères, mais nous savons tous une chose : notre pays fait partie d'une union que l'on nomme le Marché commun. Et cette logique plus d'importance que nombre de politiques ne veulent, ou ne peuvent, s'en rendre compte.

Nous avons nos idées, nous avons aussi nos raisons. Puisse les hommes politiques se rendre compte que nous portons peut-être en nous le nouvel « esprit du siècle », et que ce n'est pas une mode passagère. Qu'ils fassent en sorte que la génération née avec l'Europe soit celle qui vive avec elle.

Nous faisons nôtre la parole de Jean Monnet mise en exergue à ses Mémoires : « Nous ne capitons pas les Etats, nous unissons les hommes ».

(*) Étudiant.

(1) Numéro de février 1977.

ONU et Parlement des Neuf

par DIMITRI T. ANALIS (*)

LES débats passionnés sont souvent peu passionnants. Pour projeter leurs pensées, leurs fantasmes, les chefs des majorités, les chefs des minorités, ceux des groupes, des associations, les autorités morales, culturelles et politiques, sont prêts à former des équipes destinées à marquer des buts, comme au football. Ainsi en va-t-il du Parlement européen. Destiné à unir le destin des pays de l'Europe de l'Ouest dans le marché de l'histoire, selon les uns. A abolir l'indépendance nationale et à soumettre la volonté d'un peuple aux fumisteries identifiantes d'une Assemblée somme toute grise et irresponsable, selon les autres.

Il n'y a pas lieu, ici, de défendre l'une ou l'autre thèse, mais d'essayer de voir dans la pratique, hypothétique évidemment, ce que serait ce Parlement pour les pays concernés.

Si, par exemple, telle grande puissance veut faire pression sur la France, elle suit une règle invariable : pressions directes ou pressions indirectes à travers d'autres pays. Ces pressions ne sont pas — diplomate oblige — visibles au niveau des peuples. Le débat, le dialogue, la discussion, se passent entre experts et groupes restreints. Rarement ils atteignent la grand public, sauf si l'« affaire » éclate dans la presse, comme ce fut le cas du choc posé à propos du renouvellement d'une partie des avions de guerre de pays membres de l'OTAN dans une compétition qui opposait Paris à Washington. On connaît le résultat : ce sont les Etats-Unis qui ont eu la commande. Si cette affaire était passée au Parlement européen, son vote aurait-il été plus défavorable à la France ?

Une autre affaire : Suez. C'est une opération militairement réussie. La France et la Grande-Bretagne attaquant en 1956 l'Egypte et le régime nationaliste de Nasser. Moscou et Washington font pression sur Paris et Londres, qui retirent, presque immédiatement, leurs troupes. L'ONU (on en reparlera) condamne cette expédition. Si le Parlement européen existait à l'époque, aurait-il voté « encore plus contre » la France et la Grande-Bretagne ?

Le Parlement européen, vaste bureaucratie (comme l'ONU d'ailleurs), n'est destiné ni à sauver ni à détruire l'indépendance nationale de qui que ce soit de ses membres.

C'est une vaste tribune dans laquelle se reflètent les tendances, les désirs, les pressions des gouvernements mais aussi des partis politiques de chaque pays et, bien entendu, les pressions indirectes de Moscou, de Washington, éventuellement de Pékin, des pays arabes, du tiers-monde, des non-alignés, etc. Tout comme l'ONU qui possède même une armée, les « casques bleus », il sera probablement incapable de sauver qui que ce soit ou même d'imposer une solution à un pays qui n'en veut pas et qui peut, grâce à la justice et à l'arbitrage, se faire respecter. Le Parlement européen sera une tribune vaste et théâtrale qui informera les peuples des contradictions éternelles et des politiques de manière moins précise et subtile qu'un service diplomatique ou une présidence de la République.

Par ce biais, il pourrait intéresser les Européens, individuellement et collectivement, un peu plus à leur destin. Pourvu qu'ils ne se mettent pas trop à croire à des solutions miraculeuses ou à la justice. Et, peut-être, le seul point intéressant, à part l'information, et donc la démocratie directe, ce sera l'apport des partis à l'élaboration d'une politique qui ne peut être que celle du parti dirigeant de chaque pays. Le tableau des forces politiques européennes et des pressions des groupes sera un peu plus vulgarisé, un peu plus visible. Et personne n'empêchera les alliances, les imbrications, les rapports de forces.

Les Français pourront ainsi, s'ils le veulent bien sûr, avoir plus d'informations et moins d'illusions.

(*) Ecrivain, journaliste, chercheur spécialisé dans les problèmes balkaniques et européens.

Prodigieux document sur l'art de gouverner les hommes et d'une étonnante actualité.

DISPUTE SUR LE SEL ET LE FER
(Yanté lun)

Un grand classique chinois, du premier siècle avant Jésus-Christ, traduit pour la première fois en français.

PRESENTATION PAR GEORGES WALTER

« C'est avec étonnement et admiration que j'ai pris connaissance de ces pages, préservées de toute usure et de tout vieillissement grâce à la qualité des problèmes qu'elles soulèvent, et à l'aisance de la traduction qui nous les rend.

... On découvre au fil de ce dialogue une conscience claire des rapports qui unissent au sein d'une société, l'économique, le social et le politique, et c'est là, sans aucun doute, le signe d'une extraordinaire précocité de la pensée chinoise en ce qui touche au gouvernement des hommes et à l'administration des choses ».

Alain Peyrefitte

Un volume de 272 pages.

J. LANZMANN & SEGHIERS, ÉDITEURS

Le Monde

LOUVER

WASHINGTON

Chili

Espagne

Guinée

Namibie

Niger

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

سورة الاحقاف

étranger

L'OUVERTURE DES ENTRETIENS DE CAMP DAVID

WASHINGTON : sous le signe de la discrétion et de la prudence

De notre correspondant

Washington. — Le sommet de Camp David commence ce mercredi 6 septembre sous le signe de l'intimité, de la discrétion et d'une prudence poussée jusqu'à la lenteur. Consensus des risques de l'entente, les participants ne se sont pas hâtés d'ouvrir ce qu'il faut bien appeler les hostilités. M. Carter, qui avait commencé par prendre à part M. Begin, mardi soir, ne devait recevoir M. Sadate pour un premier entretien au fond que mercredi matin. La conférence à trois devant s'ouvrir encore plus tard dans la journée. Chaque chef de délégation a été installé dans un des nombreux chalets (dits « galeries ») qui composent la résidence. M. Carter se réservant le plus important pour y tenir une partie des réunions.

Les seules indications données sur le fond vont être par M. Sadate et Begin au cours de brèves déclarations faites à leur arrivée à la base militaire d'Andrews, près de Washington, où ils ont été accueillis à deux heures d'intervalle, mardi après-midi, par M. Mondale, vice-président, et Vance, secrétaire d'Etat. Le président égyptien, qui est arrivé le premier, a dit : « Le défi est énorme, mais nous n'avons pas d'autre choix que de l'accepter. Nous ne pouvons nous permettre d'échouer. Personne n'a le droit de bloquer la route de la paix. L'heure n'est plus aux manœuvres et aux idées usées, mais à la magnanimité et à la raison. »

MOSCOU : seule la conférence de Genève peut permettre un règlement

De notre correspondant

Moscou. — Seuls les efforts collectifs de toutes les parties intéressées, dans le cadre de la conférence de Genève, peuvent permettre un règlement juste au Proche-Orient. Les tentatives séparées, menées au détriment des intérêts légitimes des Arabes, qu'elles soient les étiquettes qu'on leur colle, ne conduisent nullement à la paix. Cette politique est brisée et, en fin de compte, elle ne débouche sur rien. Le ministre des affaires étrangères, M. Gromyko, a réaffirmé en ces termes, le mardi 5 septembre, la condamnation soviétique de la rencontre trépidante de Camp David, à l'occasion de la visite à Moscou de M. Georges Ballis, ministre grec des affaires étrangères. Il a évité cette fois de s'en prendre directement aux

L'AGITATION EN IRAN

L'opposition religieuse prépare une nouvelle manifestation de masse

De notre envoyé spécial

Téhéran. — La déclaration du premier ministre, M. Charif-Esmail, devant le parlement iranien, le 10 septembre, selon M. Manouchehr Amoum, ministre d'Etat chargé des affaires de l'extérieur, cet ajournement a été demandé par le bureau du Parlement, qui a fait valoir qu'il ne disposait pas de suffisamment de temps pour organiser un débat convenable. Ce prétexte ne trompe personne. En fait, l'ajournement semble dû au son du gouvernement d'éviter que le débat ne coïncide avec la grève générale à laquelle appellent les religieux pour la journée du jeudi 7 septembre. Le député de Tabriz, M. Charif-Esmail, a déjà invité le peuple à venir manifester devant le Majlis peu après l'ouverture de la séance matinale, et il est fort probable que cette manifestation aurait pris dans les circonstances actuelles une tournure peu agréable pour le gouvernement.

De cette manière, le premier ministre est sûr de ne rencontrer au sein du Majlis, dont les députés sont réputés pour leur fidélité au régime, aucune opposition sérieuse. Seuls les amis de M. Beni Ahmad et de M. Mohsen Peshkubour, dirigent du parti paniranien, voteront contre la confiance, soit au total huit députés auxquels pourraient éventuellement se joindre une quinzaine d'opposants occasionnels.

Le danger pour M. Charif-Esmail n'est pas là, mais dans la rue contrôlée par les religieux qui se réclament de l'ayatollah Khomeiny. Jeudi sera une journée de deuil national en souvenir des manifestations contre le régime à Téhéran et dans l'ensemble des villes de province. Dans les milieux proches des religieux, on dissimule guère l'intention de faire de cette jour-

Les commentaires de M. Kissinger

Cette dernière déclaration a été généralement interprétée comme un avertissement implicite à M. Begin, mais le premier ministre israélien, dans la mesure où il est contenté de baptiser son interprétation plus restrictive, ou du moins plus relative, de ce qui a été appelé « une conclusion politique unique ». Nous ferons tous les efforts possibles pour parvenir à un accord, dit-il, en sorte que le processus de paix puisse continuer et être couronné en fin de compte par des traités de paix.

Les deux présidents ont ensuite agité en hélicoptère Camp David, M. Carter les a accueillis par des accolades soigneusement parquées. M. Begin sembla seulement valoir quelque peu force la dose à effluvia, peut-être pour effacer le souvenir de ses précédentes rencontres avec le président américain, notamment celle de mars dernier, dont l'ambiance a laissé tout à fait un souvenir affligé. Dans le flot des pré-

Le Parti Toudeh (communiste) lance un appel pour un front uni contre le régime impérial

Le parti communiste iranien (Toudeh) a lancé jeudi 4 septembre un appel à toutes les forces d'opposition pour la formation d'un front uni contre le régime impérial et la mise en œuvre d'un programme de gouvernement nationalisant les industries du pétrole et mettant fin aux privilèges militaires de l'Iran. Voici les principaux objectifs que le parti communiste iranien assigne au futur gouvernement de l'Iran :

- Remplacement de la monarchie et son remplacement par une république ;
- Mise en jugement et châtiement des principaux responsables du régime impérial ;
- Abolition de toute législation contraire à la Constitution ou aux libertés et droits fondamentaux ;
- Dissolution de la Chambre des députés et du Sénat et déménagement de la police politique ;
- Election d'un « conseil de la Constitution » ;
- Rétablissement de la législation sur la nationalisation des industries ;
- Expulsion des conseillers militaires américains, dénonciation du traité iran-américain, sortie de l'Iran du CENTO (traité de défense mutuelle assorti d'un programme de développement économique) et groupe l'Iran, la Grande-Bretagne, la Turquie et le Pakistan ;
- Confiscation des richesses amassées par la famille impériale ;
- Abandon de la politique économique de la « porte ouverte ».

A TRAVERS LE MONDE

Chili

LA COMMUNAUTE CHRETIENNE DES CHILIENS EN EXIL organise un temps de prière eucharistique le lundi 11 septembre à 19 heures à l'église Saint-Merri, dans le 4^e arrondissement de Paris (le coup d'Etat militaire au Chili a eu lieu le 11 septembre 1973).

Espagne

M. GIULIO ANDREOTTI, président du conseil italien, a visité officiellement Madrid, le samedi 2 septembre, à 9 heures, par M. Adolfo Suarez, président du gouvernement espagnol, le soutien de l'Italie à la candidature de Franco à l'entrée dans la C.E.E.

Guinée

LE COLLOQUE IDEOLOGIQUE INTERNATIONAL, et le onzième congrès du Parti démocratique de Guinée (P.D.G.), prévus pour le mois de novembre en raison de l'apogée de cette année de la période pluriennale dans la zone de Conakry.

Namibie

LE GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN ne prendra aucune décision immédiate au sujet du « plan Waldheim » (le Monde du 1^{er} septembre) concernant les modalités d'application du projet occidental de règlement politique du problème namibien, a-t-on annoncé officiellement mardi 5 septembre à Pretoria.

Niger

LE LIEUTENANT-COLONEL SEYNI KOUYATCHE, président de la République du Niger, a procédé, mardi 5 septembre, à un remaniement de son cabinet. Plusieurs ministres ont changé de portefeuille, et le commandant Idriss Adam, ancien ministre de l'éducation

LA SITUATION AU SUD-LIBAN

Beyrouth retire aux commandants Haddad et Chidiac toute autorité légale

Beyrouth (A.F.P.). — Le Liban « est un pays chrétien », déclare un document communiqué par le gouvernement libanais au sein des Nations unies et dont le texte a été publié mardi 5 septembre à Beyrouth.

Aux termes de ce texte remis au président du Conseil de sécurité par le délégué permanent du Liban aux Nations unies, M. Ghassab, des « Forces libanaises », estime que les commandants Saad Haddad et Sami Chidiac, des soi-disant « Forces libanaises de facto » (milices chrétiennes) doivent dorénavant être considérés comme n'ayant plus qualité ou autorité d'agir au nom de l'armée libanaise.

République populaire du Congo

M. PHILIPPE FAYRE, de nationalité française, trente-quatre ans, près de trois enfants, arrêté le 13 août dernier au Congo (le Monde du 24 août), n'a toujours pas pu recevoir la visite des autorités diplomatiques et consulaires françaises, apprend-on de source privée. M. Fayre était employé depuis deux ans chez la Société congolaise d'importation alimentaire (SITRACO).

Tchad

LE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DE RENOUVELLEMENT TCHADIENNE (M.D.R.T.), commentant la récente nomination de M. Hissène Habré au poste de premier ministre du Tchad, diffuse un communiqué affirmant notamment : « Le M.D.R.T. n'entend aucunement contester une politique de conciliation unissant deux anciens tchadoboyotes au détriment des intérêts réels des populations tchadiennes. Il ne suffit pas de partager le pouvoir entre Nordistes et Sudistes pour que cesse l'exploitation des populations tchadiennes. »

Une mise en garde

Après de l'opposition, M. Amiri ne fait pas l'unanimité. Certains soulignent qu'après tout il fait partie de l'établissement et qu'il n'est pas exempt de tout reproche ; ils rappellent surtout qu'il a été élu en 1954, après la chute du gouvernement Mossadegh, le fameux accord consacrant la capitulation de l'Iran face au cartel pétrolier international, qu'en un mot ce n'est pas la personnalité sans tâche et sans reproche qui pourrait faire surgir le pays de la crise actuelle. En revanche d'autres milieux proches des religieux modérés affirment que M. Amiri a évolué au cours des dernières quinze années et que, de toute façon, « nous n'avons pas d'autre solution ». Tout dépendra en définitive de l'appui même tacite que pourrait lui accorder l'ayatollah Khomeiny, devant les manifestations de lundi l'ont prouvé l'homme politique sans lequel rien ne peut plus se faire à l'heure actuelle en Iran.

Le Parti Toudeh (communiste) lance un appel pour un front uni contre le régime impérial

Le parti communiste iranien (Toudeh) a lancé jeudi 4 septembre un appel à toutes les forces d'opposition pour la formation d'un front uni contre le régime impérial et la mise en œuvre d'un programme de gouvernement nationalisant les industries du pétrole et mettant fin aux privilèges militaires de l'Iran. Voici les principaux objectifs que le parti communiste iranien assigne au futur gouvernement de l'Iran :

- Remplacement de la monarchie et son remplacement par une république ;
- Mise en jugement et châtiement des principaux responsables du régime impérial ;
- Abolition de toute législation contraire à la Constitution ou aux libertés et droits fondamentaux ;
- Dissolution de la Chambre des députés et du Sénat et déménagement de la police politique ;
- Election d'un « conseil de la Constitution » ;
- Rétablissement de la législation sur la nationalisation des industries ;
- Expulsion des conseillers militaires américains, dénonciation du traité iran-américain, sortie de l'Iran du CENTO (traité de défense mutuelle assorti d'un programme de développement économique) et groupe l'Iran, la Grande-Bretagne, la Turquie et le Pakistan ;
- Confiscation des richesses amassées par la famille impériale ;
- Abandon de la politique économique de la « porte ouverte ».

LE MONDE

meilleure école pour la formation de vos futurs cadres supérieurs d'entreprises industrielles et commerciales. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.



(Dessin de PLANTU.)

anti-libanais, de consolider les régimes arabes conservateurs pro-occidentaux, et de trouver un modus vivendi entre la réaction arabe et l'Etat d'Israël. — D. V.

Le vingt-septième village israélien en territoire syrien a été inauguré lundi 4 septembre aux hauteurs du Golan. Au cours d'une cérémonie officielle, pour la création du kibboutz d'Ortal, des représentants du gouvernement israélien se sont engagés à continuer de peupler les territoires occupés depuis 1967. Les membres du kibboutz, soit la plupart anciens citoyens, ont commencé à travailler sur cet emplacement il y a six mois. — (Reuters.)

L'O.L.P. s'est réuni, mardi 5 septembre, à deux reprises à la bombe commise à Jérusalem, a annoncé l'agence palestinienne d'informations Wafa à Beyrouth (le Monde du 2 septembre). — (A.F.P.)

Ecole des Attachés de Direction

Ecrite supérieure de gestion. FEAD, forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'entreprise.

Cinq options professionnelles différenciant le travail de sa formation et ouvrant des débouchés réels :

- Gestion Financière
- Gestion du Personnel
- Etude de Marché et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce International

Trois ans d'études après le baccalauréat admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT
Etablissement supérieur privé
8, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS. TEL : 261-81-14
Demandez notre documentation

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

ASIE

LE VOYAGE DE M. DE GUIRINGAUD EN ASIE DU SUD-EST

HANOI : la relance de la coopération économique dépendra largement des conditions politiques

Bangkok. — Bien entendu des atermoiements, des contre-temps et des gestes en apparence inamicaux ont présidé, depuis deux mois dans les coulisses de la diplomatie, la visite de M. de Guiringaud à Hanoï. Que ce voyage ne se présente pas, à certains égards, sous les meilleurs auspices, il suffit de mesurer l'étendue de la querelle sino-vietnamienne et ses répercussions planétaires pour s'en convaincre. Or la France se veut l'amie des deux adversaires.

Une fois de plus, après une douloureuse histoire commune, les rapports franco-vietnamiens traversent une période de désenchantement. Les Français ne mettent pas ce fait au compte d'une « mauvaise volonté » de Hanoï, ils l'expliquent par les difficultés intérieures et extérieures du Vietnam. On est assez loin de la chaleur, des retrouvailles de M. Pham Van Dong, premier ministre du Vietnam réuni, avec la France, en avril 1977.

Ce mercredi 6 septembre, M.M. Dong et de Guiringaud se croisent sans se rencontrer. Le chef du gouvernement vietnamien, qui avait invité le ministre français l'an dernier, arrive de Hanoï et commence son voyage en Thaïlande. M. de Guiringaud fait le trajet inverse. Il n'a pas été possible — officiellement pour des raisons d'agenda — de ménager un entretien entre les deux hommes. Le ministre français sera donc reçu par son homologue et vice-premier ministre, M. Nguyen Duy Trinh. Le protocole est sauf.

Le ralentissement de la coopération franco-vietnamienne n'est pas sans corrélation avec le conflit khméro-vietnamien et la querelle sino-vietnamienne, qui font peser de graves incertitudes sur la région. M. de Guiringaud ne pouvait paraître aventureux de donner l'impression, par une visite officielle, que l'on confortait Hanoï au risque de rencontrer Pékin. À cela les Français répondent que, quatorze mois après la visite de M. Pham Van Dong à Paris, il était indispensable de faire le point dans le domaine politique et dans celui de la coopération économique. On ajoute : « Nous ne décidons pas de notre politique étrangère en fonction des réactions de telle ou telle capitale. Nous nous décidons sur le plan bilatéral. C'est sur cette base que nous nous rendons à Hanoï ».

Le souci apparent qu'ont les Français, dans les circonstances actuelles, de maintenir un profil bas à Hanoï ne saurait empêcher cependant d'apprécier les Vietnamiens de tirer avantage de cette visite, s'ils le jugent opportun. Le ministre des affaires étrangères cambodgien, M. Ieng Sary, avait, lui, fait preuve d'un bel opportunisme en

déclarant au Monde, en marge de la conférence des pays non alignés, à Belgrade : « Nous apprécions hautement la décision du ministre des affaires étrangères français d'annuler sa visite à Hanoï lorsqu'il a été éclairé de la situation entre le Kampuchéa et le Vietnam. » (Le Monde daté 30-31 juillet).

C'était effectivement pour éviter de sembler prendre parti dans ce conflit que M. de Guiringaud avait, en janvier, reporté sa visite prévue à Hanoï.

Les Vietnamiens, dit-on du côté français, l'avalent « parfaitement compris ».

En dépit de l'aggravation de la situation, le Quai d'Orsay s'est décidé, à contre cœur, au voyage promis. Pour ne pas donner l'impression de mettre tous les œufs dans le même panier, le parcours inclut trois pays anticomunistes de la région, la Thaïlande et l'Indonésie, tous deux membres de l'ASEAN, qui a le soutien de la Chine et à laquelle d'ailleurs Vietnamiens et Soviétiques font aujourd'hui des avances.

Des crédits sous-utilisés

Jusqu'aux derniers jours d'août, la date du voyage à Hanoï, sa réalisation même, sont restées incertaines. C'est alors qu'a été annoncée la visite de M. Pham Van Dong à Bangkok pour le 6 septembre. Il n'était plus possible aux Français de reculer sans aggraver encore les choses.

Ces difficultés surviennent à moins de deux semaines de la rupture de facto des relations diplomatiques entre la France et le Laos, à l'initiative de Vientiane. « Les Socialistes et les Vietnamiens, étant donnés leur influence, exerçant sans doute, et à l'instigation soviétique, conseils à leurs alliés laotiens d'éviter cette décision extrême », remarquait ici un diplomate, reflétant au point de vue de nombre de ses collègues, il y a eu, semble-t-il, des erreurs de chaque côté. Mais ces faits ajoutés à des questions de susceptibilité promptes à refaire surface chez les Vietnamiens et chez les Laotiens, en particulier lorsqu'il s'agit de l'ancienne puissance coloniale, suffisent-ils à expliquer cette altération des relations alors que le Vietnam et le Laos sont à la recherche d'un tiers ?

Hanoï, dont certaines initiatives ont provoqué une suspicion contagieuse, joue contre la Chine une partie arrêtée l'exercice considérable. Ses dirigeants paraissent estimer que la France, en dépit de ses déclarations, n'est pas absolument neutre. Selon eux, elle aurait pour Pékin les yeux de Chine et cela en dépit — ou à

cause — de l'antisoviétisme des Chinois. Les Vietnamiens s'irritent aussi des négociations franco-chinoises portant sur la livraison d'armements à Pékin, et hier n'est encore conclu, affirmant-on du côté français, où l'on ajoute que « rien ne s'y oppose ».

Dans ces conditions, peut-on espérer la relance d'une coopération économique languissante ? Moins de la moitié des crédits français — près de 2 milliards de francs — ont été utilisés par les Vietnamiens ; les projets traités (ELF-ERAP) ou sont renoués à la demande de Hanoï (Creuset-Loire) ; d'autres n'ont pas été conclus (houillères, fibres synthé-

tiques, produits pharmaceutiques, télécommunications). Comme-taire d'un fonctionnaire du commerce extérieur français : « Nous ne faisons guère preuve de dynamisme. Les Vietnamiens tergiversent. Leur bureaucratie, leur méfiance, sont décourageantes. Leur capacité d'absorption reste très faible ».

L'entrée du Vietnam dans le Comecon n'arrangera sans doute pas les choses. Cependant, la décision des Chinois de cesser toute aide à Hanoï devrait inciter les Vietnamiens à utiliser plus rapidement les crédits français, voire à demander un accroissement de la coopération économique. Mais, là encore, dans la situation incertaine qui prévaut, il serait illusoire d'attendre beaucoup. L'économie suivra la politique. M. de Guiringaud se rend à Hanoï avec les fonctionnaires du Quai d'Orsay, mais il laisse à Bangkok ceux des finances et l'important groupe d'hommes d'affaires qui l'accompagnent.

R.-P. PARINGAUX.

BANGKOK : la parole est désormais aux hommes d'affaires français

Bangkok. — Cette région a trop souffert d'avoir été si longtemps en jeu dans la rivalité des grandes puissances. Il est temps de le laisser construire son propre avenir à l'abri des ingérences injustifiées de puissances extérieures. Cette déclaration, à la fois limpide et ambiguë, a été faite, mardi 5 septembre, à Bangkok, par M. de Guiringaud, au cours d'une conférence de presse. Elle prend d'autant plus de relief qu'elle émane du représentant d'un pays qui a longtemps été l'une des puissances coloniales de la région. Ce discours rappelle, toutes proportions gardées, celui de De Gaulle

investissements dont un projet est à l'étude. Il reviendra, dans un second temps, aux hommes d'affaires français que le ministre a inclus dans la délégation officielle de, pour suivre les contacts avec les Thaïlandais.

Sur le plan politique, les conversations avec les dirigeants thaïlandais ont été surtout consacrées à la situation dans les pays de l'ancienne Indochine et à l'avenir de l'ASEAN, association envers laquelle la France nourrit un « préjugé tout à fait favorable ».

Mardi après-midi, le ministre s'était vu reçu M. Poul Hertling, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, en visite en Thaïlande, et qui devait partir en fin de semaine pour le Laos et le Vietnam.

Les autorités et la presse thaïlandaise ont loué les Français pour leur politique humanitaire envers les réfugiés. La France est, en effet, le pays qui, depuis plus de trois ans, a accueilli le plus grand nombre de réfugiés de l'ancienne Indochine (plus de quarante mille), réfugiés venus notamment des camps thaïlandais. M. de Guiringaud a affirmé que le rythme moyen de mille réfugiés acceptés chaque mois par la France serait maintenu.

Mardi après-midi, le ministre s'était rendu dans le Sud. Il a été reçu par le roi Bumiphol, auquel il a remis une lettre de M. Giscard d'Estaing.

M. de Guiringaud a profité de son passage en Thaïlande, pays frontalier du Cambodge, pour aborder le problème des relations entre Paris et Phnom-Penh. « Nous déplorons de ne pas avoir de relations avec le Cambodge. Nous espérons les retrouver prochainement, semble-t-il, depuis trois ans par le peuple cambodgien. Nous avons fait savoir aux Cambod-

giens, par différents moyens, que nous étions ouverts à l'établissement de relations diverses avec eux, s'ils le souhaitent. » Après quarante mois de silence, d'absence de relations diplomatiques et, apparemment, de tout contact officiel, cette déclaration, faite mardi, à Bangkok, par M. de Guiringaud, à la veille de son départ pour Hanoï, peut être interprétée comme une invitation à renouer le dialogue. Nous avons appris, de source bien informée, que c'est en fait le régime de M. Pol Pot qui a fait très récemment des avances au gouvernement français. L'information n'est pas confirmée par la délégation française. On note cependant certaines récentes déclarations des dirigeants de Phnom-Penh « par voie de presse » (1).

La ministre française des affaires étrangères est l'un des rares chefs de diplomatie à avoir dénoncé, à la tribune des Nations unies, les souffrances du peuple khmer depuis 1975. Pourtant, la politique de la France a toujours été de reconnaître les États, sans leurs régimes. Il n'y a pas d'exceptions morales à cette règle politique. On sait que Paris juge plus opportun d'utiliser les voies diplomatiques pour œuvrer discrètement en faveur du respect des droits de l'homme, plutôt que de conduire une politique de rejet de tout lien formel et de critique ouverte de tel ou tel régime. Au demeurant, l'incertitude quant à la longévité de celui de M. Pol Pot et la sensibilisation de l'opinion publique rendent peu probable dans l'immédiat une reprise des relations entre Paris et Phnom-Penh.

R.-P. P.

(1) Voir l'interview au Monde de M. Ieng Sary (15 Monde daté 30-31 juillet).

LE RAPPROCHEMENT SINO-INDIEN

Le chef de la diplomatie de New-Delhi discutera du différend frontalier lors de sa visite à Pékin en octobre

De notre correspondant

Pékin. — La Chine et l'Inde ont une « approche commune » des relations internationales, notamment à propos de l'« hégémonisme », a déclaré, mardi 5 septembre, M. Subramanian Swamy, parlementaire indien, après avoir été reçu par M. Chi Peng-fel, vice-président de l'Assemblée nationale et ancien ministre chinois des affaires étrangères. « Le mot hégémonisme est nouveau pour l'Inde, mais le concept est une chose que nous acceptons », a ajouté M. Swamy, pour qui les dirigeants chinois ont une « connaissance particulière de l'U.R.S.S. » et souhaitent faire profiter d'autres pays de leur expérience en ce domaine.

Le parlementaire indien estime cependant que la Chine s'engage désormais ses relations avec l'Inde de manière strictement bilatérale, comme des rapports de bon voisinage, sans aucun lien avec les relations entre l'Inde et des pays tiers. C'est dans cette perspective que la République populaire serait prête à ouvrir des négociations sur les frontières « simultanément » en processus de normalisation des relations sino-indiennes, et ce même durant la visite de M. Vajpayee, ministre indien des affaires étrangères, prévue à Pékin pour la troisième semaine d'octobre. « La Chine, dit encore M. Swamy, peut laisser de côté les divergences et se concentrer sur les zones majeures d'intérêt ».

Afin de démontrer sa bonne volonté, elle s'appuie à renouer l'accès au mont Kailash, important centre de pèlerinage hindou situé sur le territoire indien occupé actuellement. Diverses déclarations, du côté indien, avaient déjà laissé prévoir que la question des frontières serait abordée lors de la prochaine visite à Pékin de M. Vajpayee. On notera que, d'après des propos tenus par M. Vajpayee en février,

sa solution ne constituerait pas un préalable à une amélioration des rapports sino-indiens, mais que les négociations sur ce sujet pourraient se poursuivre parallèlement aux progrès réalisés d'autre part. Cette formule représenterait une légère évolution de la position chinoise, selon laquelle le règlement frontalier ne devait être étudié qu'une fois établi un climat d'entente entre les deux pays.

Plus nouvelle, toutefois est l'opinion exprimée par le représentant du parti Jantata en ce qui concerne la « communauté d'intérêts » entre la Chine et l'Inde sur la notion d'« hégémonisme ». En clair, cela signifierait que, en se rapprochant de la Chine, l'Inde modifierait le style de ses rapports avec l'U.R.S.S., dont M. Vajpayee évoquait encore récemment l'« inévitable amitié » un peu de la même manière que le Japon, quand il acceptait, le mois dernier, l'inclusion d'une clause « anti-hégémonique » dans son traité avec la Chine. On attendra avec intérêt les réactions que les propos de M. Swamy sur ce point pourront provoquer à New-Delhi et à Moscou.

ALAIN JACOB.

La Pompadour
NOUVELLE COLLECTION
tailleurs, robes, manteaux, imper, etc.
FEMMES FORTES
du 42 au 60
32 bis, Bd HAUSSMANN
10^e arr. Paris

NOUGARO, INTERVIEW IMAGINAIRE DE MOZART, GIULINI, LES ENFANTS ET LA MUSIQUE, TOUS LES CONCERTS DU MOIS.

Mensuel de toutes les musiques, le Monde de la Musique a l'ambition d'être complet, sans cloisonnement ni sectarisme. Au sommaire du n° 3 : Nougaro, une interview imaginaire de Mozart, Giuliani à cœur ouvert, les enfants et la musique, Mauricio Kagel, une interview exclusive de Hamoncourt, la musique arabe classique, Archie Shepp : la colère noire aux U.S.A. et le jazz, le groupe Magma, tous les concerts du mois. Le Monde de la Musique, un mensuel d'information vivant, comme les musiques elles-mêmes.

Chez votre marchand de journaux. 7 F.



LE MONDE DE LA MUSIQUE.

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

Chez votre marchand de journaux

à partir du lundi 4 septembre.

COLE DU
ACTION
LATIONS
Pigie
est a
le Ba

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

1500

EUROPE

Grande-Bretagne

AU CONGRÈS DES TRADE-UNIONS

M. Callaghan s'est refusé à préciser la date des élections anticipées

Brighton. — Le congrès des T.U.C. a adopté mardi 5 septembre à l'unanimité une motion assurant le gouvernement travailliste du soutien total du mouvement syndical dans la prochaine bataille électorale. Mais le congrès devait voter mercredi, également à l'unanimité, une motion réaffirmant l'opposition des syndicats à la politique des salaires du gouvernement. Néanmoins, les dirigeants travaillistes trouveront dans ce texte des points suffisamment ambigus pour pouvoir compter que, au moment des négociations salariales, les syndicats ne s'écarteront pas trop de la limite de 5 % recommandée pour les augmentations de salaires.

Dans l'immédiat, la préparation de la campagne électorale immédiate chasse les autres préoccupations. C'est pourquoi le congrès a fait une ovation chaleureuse, mais non délirante, à M. Callaghan, après un discours franc, et habile, du premier ministre, et à l'aise dans le milieu syndical où il est issu. Néanmoins, M. Callaghan doit beaucoup de succès à M. Scamilton, leader du syndicat des métallurgistes, qui a chanté le chant du cygne — il prendra sa retraite — s'est transformé en cri de guerre pour galvaniser les délégués.

De notre envoyé spécial

Passé maître dans l'art du suspense, M. Callaghan n'a pas donné d'indications précises sur la date de la prochaine consultation. Il s'est même amusé à brouiller les pistes. En indiquant qu'il ferait « très prochainement » une déclaration sur ses intentions, il a laissé prévoir une annonce imminente, peut-être même dès jeudi prochain, à l'issue d'une réunion du cabinet. La très grande majorité des experts et stratèges politiques estiment toujours qu'il choisira le 5 octobre, alors qu'une minorité penche pour le 23 septembre.

Une mise en garde

Dans son discours, M. Callaghan tint le langage du bon ange, comprenant certes les préoccupations des syndicats, mais sans pour autant renoncer à son devoir de les mettre en garde et de les avertir. Une faible productivité et de hautes salaires ne sont pas compatibles longtemps, dit-il, et le taux d'inflation dépend essentiellement du niveau auquel s'établiront les augmentations de salaires. Il ajouta que les bons résultats de 1978 n'avaient pas été un succès

total parce que la moyenne des augmentations de salaires avait atteint 13 %, soit trois points de plus que prévu.

M. Callaghan ne manqua pas d'un certain courage politique en déclarant, sous la pression d'une réduction éventuelle à 35 heures de la semaine de travail devant tenir compte de la limite de 5 % : elle devrait être discutée dans un cadre multilatéral, afin d'éviter que la Grande-Bretagne ne devienne le moins compétitive que ses concurrents. A propos du chômage, il a souligné que les changements technologiques, la concurrence du tiers-monde, posaient des problèmes à tous les pays industriels et indiqués que le gouvernement continuerait d'intervenir, directement ou indirectement, pour créer des emplois ou les protéger. Il faisait ainsi écho à M. Basnet, président actuel des T.U.C., qui avait affirmé qu'en 1985 les neuf pays de la Communauté européenne compenseraient neuf millions de demandeurs d'emplois de plus par révolution technologique et la nécessité économique de suppléer plus rapidement les emplois qu'elles n'en créent.

Commentant ce mercredi le discours de M. Callaghan, l'éditorialiste du Times écrit : « Etant données ses compétences de premier ministre et sa capacité à comprendre l'esprit du public, M. Callaghan sera un homme difficile à battre. L'électorat admettra qu'il a un premier ministre honnête, compétent et sérieux, contrairement bien son parti. »

HENRI PIERRE.

Italie

Attentat sur la voie ferrée Bologne-Florence

De notre correspondant

Rome. — Une catastrophe a été évitée de justesse le lundi 5 septembre sur la ligne ferroviaire Bologne-Florence. Il était 23 h. 30 et le train Conca d'Oro, venant de Milan et transportant quelque quatre cents passagers, s'était engagé sur le viaduc deenzio. A ce moment précis, une forte explosion pulvérisait le rail sur la voie opposée, quatre cents mètres en arrière de celui où se trouvait le train et des travaux n'avaient pas eu lieu. Des dégâts mineurs ont été enregistrés mais le trafic

devait être interrompu pendant huit heures.

Il s'agit d'un attentat commis avec plusieurs kilos d'explosif. La région où a eu lieu l'explosion du 4 septembre est l'un des champs d'action privilégiés de l'extrême droite. C'est à elle que l'on attribue d'ailleurs la plupart des attentats contre des trains. Cela n'empêche pas les enquêteurs de conduire aussi leurs recherches parmi les groupes du boni opposé.

Pour ce qui les concerne, les Brigades rouges n'ont jamais commis d'attentats indiscriminés : elles s'attaquent à des personnes précises, quitte à assassiner aussi leurs gardes du corps. Un document publié cette semaine par l'hebdomadaire Panorama leur attribue un nouveau slogan : « Contre-attaquer pour ne pas être éliminés. » Mais il ne s'agit, semble-t-il, que d'une « stratégie pénitentiaire » illustrée récemment par une explosion dans le parloir de la « prison spéciale » de l'Asinara. A la suite de cet exploit — l'Asinara est une île gardée comme une forteresse et les détenus ne peuvent avoir aucun contact physique avec les visiteurs — deux membres de l'organisation terroriste, dont Renato Curcio, viennent d'être transférés dans une autre prison.

ROBERT SOLE.

Union soviétique

DES MILLIERS DE CHINOIS VIVENT ISOLÉS DANS DES « RÉSERVES » FACE A LA MANDCHOURIE

affirme un dissident

Vienne (A.P.). — M. Mikhail Makarov est arrivé récemment à Vienne après avoir passé huit ans dans un camp à régime sévère pour avoir notamment géré un club non conformiste à Akademgorok, le village universitaire sibérienne. Il a précisé que les autorités l'avaient forcé, par leurs conseils, à émigrer avec sa fille, son genre et son petit-fils.

Lors de son procès, on lui avait reproché notamment « d'avoir aidé un espion chinois ». Or, dit-il, « des milliers de Chinois qui ont quitté leur pays pour des raisons diverses vivent en U.R.S.S. dans des « réserves » situées dans les régions limitrophes de la Mandchourie, sans papiers d'identité et sans aucune chance de pouvoir se déplacer sur le territoire soviétique ».

Il a annoncé que Mme Ida Nudel, assignée à résidence pour quatre ans après avoir réclamé publiquement le droit d'émigrer en Israël, se trouvait dans la région de Touzok, en Sibérie occidentale, et travaillait comme femme de ménage dans un foyer de travailleurs.

Enfin, selon lui, un jeune a été observé en U.R.S.S. et à l'étranger, par les dissidents soviétiques pour commémorer la « terreur rouge » du 5 septembre 1918 qui marqua le début des persécutions en U.R.S.S. de dissidents politiques ».

Salvage

le manuel de l'écologie

U.S.A. : où en est l'écologie?

EN VENTE PARTOUT - 5F.

INTERVIEW DE MOZART ENFANTS

MOZART ENFANTS

ECOLE DU MONTCEL

Établissement privé fondé en 1922 JOUY-EN-JOSAS (Yvelines) Internat : jeunes gens, week-end assuré. Demi-pension : mixte. Parc de 30 hectares à 15 km de Paris. Enseignement : de la 6^e aux classes terminales (A.B.C.D.). Études dirigées, contrôle constant, préparation au baccalauréat. Récréation sportive : vie de plein air, sports d'équipe, activités, tennis, piscine. Cours de vacances d'été : séjours intensifs et sports. Tous renseignements et documentation, écrire à Monsieur Bertin, Ecole du Montcel, 70300 Jouy-en-Josas. Tél. : 956.40.20 +

FONCTION PERSONNEL RELATIONS HUMAINES

1 soir par semaine pendant 3 mois 1 samedi tous les 15 jours • Sans interrompre votre activité professionnelle • Atténuation de fin d'études AUTRES COURS : PRISE DE DECISIONS, MARKETING, GESTION FINANCIERE, ECONOMIE • Possibilité de prise en charge par l'employeur CCF-CSSE 14 rue Monsieur le Prince 75008 Paris (Métro Odéon) Tél. : 033.83.46

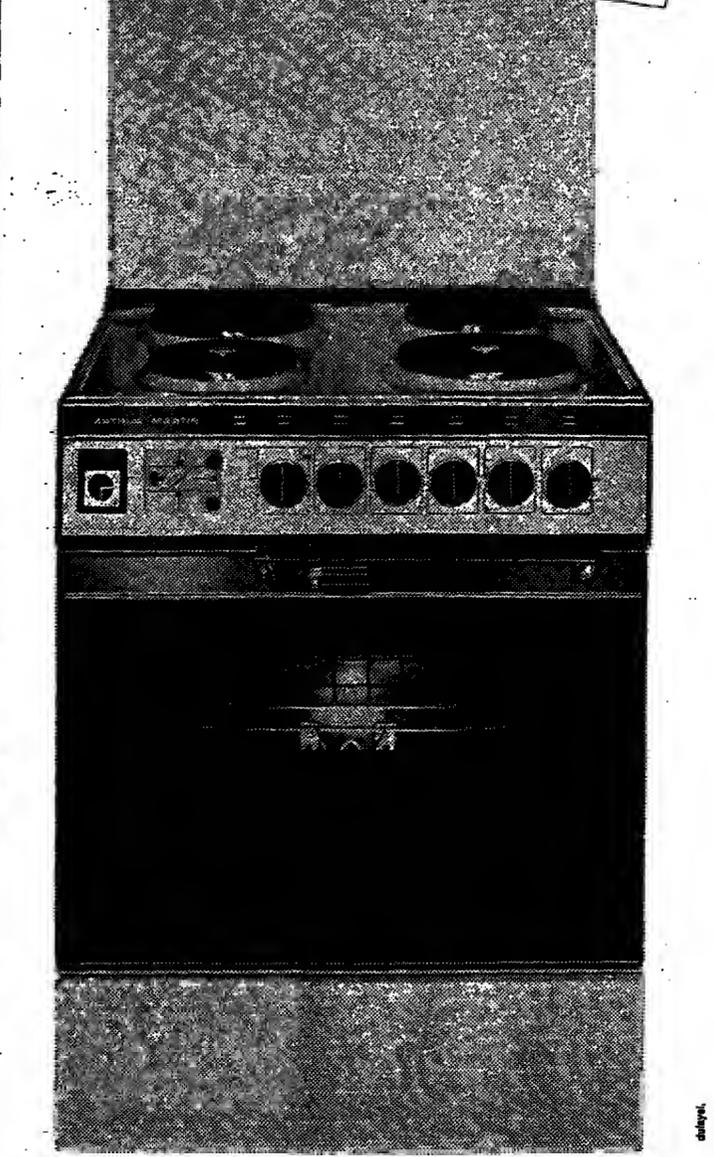
Pigier : c'est aussi le Bac.

Il y a encore quelques places à l'Ecole Pigier pour les préparations aux baccalauréats (G1, G2, G3 et 2^e AB). Inscrivez-vous vite pour pouvoir mieux vous y préparer. Ecole Pigier Institution d'enseignement privé 55 rue de Rivoli 75001 PARIS 233.44.88

2280 F QUI DIT MOINS!

Cuisinière électrique Arthur Martin, 4 plaques électriques, dont 2 automatiques. Four électrique à pyrolyse, grilloir. H 85 cm, L 80 cm, P 60 cm. Consommation d'énergie : 2,8 kWh avec cycle de rotation 80 mn: 2280 F

Non photographiée. Cuisinière mixte Rosières, modèle 10042 G, 4 plaques gaz, 2 plaques électriques. Four électrique sortant insalissable, double des. On ouvre en verre. H 85 cm, L 60 cm, P 60 cm. Consommation d'énergie : 2,8 kWh en régime. 1990 F.



Galerias Lafayette

Hausmann-Belle Epine

DE LA MUSIQUE

150

Uruguay

La suppression de la démocratie met en danger l'existence même de mon pays
NOUS DÉCLARE M. WILSON FERREIRA ALDUNATE, DIRIGEANT CONSERVATEUR

L'Uruguay, naguère qualifié de « Suisse de l'Amérique latine », pleure sous le joug d'une des dictatures militaires les plus dures du sous-continent. Nous avons rencontré, dans son exil, le chef du parti conservateur (« blanco » ou national) M. Wilson Ferreira Aldunate, l'un des adversaires les plus résolus du régime instauré il y a plus de cinq ans. Quelques semaines après le coup d'Etat militaire de 1973 en Argentine, il avait, à Buenos-Aires, où il vivait réfugié, échappé, de façon quasi miraculeuse, à un attentat. En raison de la fermeté de ses positions, M. Wilson Ferreira est devenu l'homme politique le plus important de l'opposition civile uruguayenne, respecté de la droite modérée à la gauche (1).

« En un siècle, chez nous, l'Etat avait tué personne. La peine de mort n'existe pas. La dernière peine civile remonte à 1904, la dernière guerre étrangère au siècle dernier. Ces horreurs sont en train de parler à propos d'autres pays — la torture, la dictature, qui nous, c'était une autre planète. On avait de la peine pour lui. Des Allemands avaient tué beaucoup de juifs ? On disait : Les Allemands, c'est différent... »

« Il faut voir le Parlement à Montevideo. Il a coûté, en 1924, l'équivalent de 300 millions de dollars d'aujourd'hui. Tout en marbre. Cela représentait à peu près la moitié de nos exportations d'alors. C'était un symbole, plus qu'autre chose, toutes proportions gardées, que les pyramides. C'est le monument que la classe moyenne uruguayenne avait dédié au système des valeurs nationales : le spectre de la loi, l'égalité, la garantie des droits individuels, des libertés politiques. »

« Regardez une carte de notre pays. Au nord, à l'est, c'est le « mur » séparé de nous par une mer artificielle. A l'ouest, de l'autre côté du fleuve Uruguay, se l'Argentine, entre elle et nous, à un « mur » de distinction possible : même langue, même race, même amour du football, des danses de Carlos Gardel, même goût pour le maté (2). Coincés entre deux géants, notre seule définition nationale, c'était un idéal spirituel, un ensemble de leurs consenties, un système juridique à peu près unanimement accepté. Vous comprenez pourquoi le coup d'Etat de 1973 est plus grave pour nous que ne l'est pour les Français, la perte de l'Alsace et de la Lorraine. La suppression de notre seule base d'existence, la démocratie, met en danger l'existence du pays, définition même de l'Uruguay. Il n'avait pas le droit de faire la... »

« On dit : certains intérêts économiques ont suscité des régimes de force dans le « cône sud » pour éviter la montée de la gauche. Or, en Uruguay, aux élections de 1971, la gauche a eu ses 18 % de voix, comme toujours ! Seulement, cette fois, les forces qui la composent étaient unies dans le Front élargi (Frente amplio). »

« La seule explication que je vois, c'est l'intervention de l'étranger. En 1974, Henry Kissinger, en substance, a déclaré : « William Rogers, lorsque semblera pris ses fonctions de secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires inter-américaines : « Vous avez bien mérité ce poste, car vous avez été l'artisan de l'installation en Amérique latine d'un système de gouvernements stabilisés et de l'arrivée au pouvoir d'interventionnistes valables pour les Etats-Unis. » C'est simple, pour l'Allemand Kissinger, l'Amérique latine est ni plus ni moins qu'un non-être : il n'en parle jamais dans ses livres. Il avait une doctrine : les Etats-Unis ne doivent appliquer leur force dans un monde plus équilibré, que là où leurs intérêts fondamentaux sont en jeu. Du point de vue de Washington, c'est rationnel. Mais l'Amérique latine, cela existe en tant que tel et pas seulement en fonction des préoccupations stratégiques américaines ! »

« La torture : une procédure administrative... La répression militaire uruguayenne n'a-t-elle pas, cependant, ses caractéristiques particulières ? — La dictature uruguayenne ne tue pas, sauf dans le cas de Graciano Ruiz ou de Michelini (3). Au total, on est certain qu'il n'y a pas eu plus de cent morts depuis l'instauration du régime de force. Mais l'horreur uruguayenne, c'est l'application systématique de la torture. C'est devenu une procédure administrative ordinaire. Elle fait partie du cours normal de la justice. La mort survient comme une erreur technique dans l'application de la torture. »

« Un demi-million d'émigrés, 25 000 torturés, et 5 000 à 6 000 prisonniers politiques, tout cela pourquoi ? — Vous devez vous dire : il y a un propos. Il doit bien y avoir, derrière tout cela, une conception. Ils disent : le rétablissement de l'ordre. Or, c'était fait. Alors, sans doute, une conception économique ? Leur objectif fondamental, c'était de mettre fin à l'inflation. (Et Wilson Ferreira a un zéro mesuré). Voici quelques chiffres officiels. En 1973 : 77,5 % ; en 1974 : 107,2 % ; en 1975 : 88,5 % ; en 1976 : 40 % ; en 1977 : 65 %. Cependant, le salaire réel représentatif, à la fin de 1977, est de 20 % du salaire réel de 1962 ! La dette nationale, qui était — y compris celle du secteur privé — de 740 millions de dollars en 1973 est aujourd'hui de 2 700 millions de dollars. »

« Avec cela, le pays se capitalise. La dette contractée, par la dictature a servi à payer la répression : les dépenses de l'armée et de la police comptent pour plus de la moitié du budget. L'Uruguay, qui naguère, avait un tas d'or, doit emprunter de l'argent pour payer ses dettes. Cela ne peut pas durer éternellement. Je le dis hautement : l'Uruguay est un emprunteur à haut risque ! »

« De quel soutien peut disposer un tel régime ? — Il n'a même pas essayé d'obtenir, comme au Chili ou en Argentine, la participation d'un secteur de la population. Il aurait pu. Il ne le veut pas. Tout fonctionnaire, en Uruguay, par ordre de la caserne. Tout fonctionnaire comme nous devons occuper par la nôtre ! Elle ne dispose du soutien d'aucune force politique. Même les secteurs économiques que le gouvernement a voulu favoriser sont aujourd'hui contre elle. Les gros agrariens eux-mêmes ne veulent plus de leur régime. Quant aux puissants de naguère, les militaires leur ont enlevé leur principale jouissance, qui est le sentiment de leur importance. Face à un sous-officier, aujourd'hui, ils ne sont plus rien, et ils le savent. »

« Le régime est stupide. L'armée uruguayenne, à la différence, par exemple, de l'armée brésilienne, n'avait aucune préparation pour l'exercice du pouvoir. Elle s'est donc entourée d'un petit groupe de serviteurs civils qui font les lois, les discours, les déclarations, les notes diplomatiques. Mais les gens intelligents ont refusé de collaborer. Il y a un Conseil d'Etat, de vingt-cinq membres, qui sert de pouvoir législatif. Aucun d'eux n'est connu à La... »

« Comment sortir de cette situation ? — Dans les forces armées il y a une croissante insatisfaction. Des soldats ne peuvent pas être très heureux quand on les transfère en policiers. Mais je crains aussi une certaine tendance de la gauche à chercher toujours le bon général, le despote éclairé. Je n'ai jamais connu cette erreur. Bordaberry l'a commise (4). Il y avait, de son temps, un général très dur, très redouté, Cristóbal. Il l'a nommé commandant de la région de Montevideo. Un jour, je lui ai dit : tu ne crois pas que c'est dangereux. Il m'a répondu : « Dans notre histoire il y a toujours eu le général du président, un homme qui avait sa confiance. Ce petit Cristóbal, il me mange dans la main. » Oui, eh bien ! Cristóbal a mangé la main à ce crétin ! »

« Pensez-vous que la politique du président Carter en faveur des droits de l'homme puisse avoir des effets positifs en Uruguay ? — C'est plus important qu'on ne le croit généralement. Ce n'est pas seulement parce que les Etats-Unis ont coupé l'aide militaire et certaines formes d'assistance financière, de toute façon très réduites. Le vrai problème est psychologique. Tout ce qui est militaire, chez nous, vient des Etats-Unis, depuis la coupe des uniformes jusqu'à l'idéologie. Tous les officiers ont été entraînés à Panama ou au Texas. Alors quand on allie-là censure cette armée-là, c'est grave pour elle. Il ne faut donc pas avoir d'espérance excessive, mais pas trop simplifier non plus. Les Etats-Unis sont conscients du problème. Ils disent : en 2000, c'est-à-dire demain, l'Amérique latine sera une autre Chine à nos portes. Or, le Vietnam leur a montré qu'on ne peut pas dominer longuement une population hostile. Regardez le traité de Panama. Cela n'aurait pas été possible il y a dix ans. L'armée américaine sait qu'elle ne peut pas défendre le canal si la population est hostile. »

« L'entretien a duré plus de cinq heures. M. Wilson Ferreira nous a accompagné en souriant : « Au Sénat, avant le coup d'Etat, je pourrais, si je le voulais, parler cinq jours de suite sans qu'on m'interrompe ! Ils m'ont pris mon Sénat. Alors, aujourd'hui, c'est vous qui avez dû m'écouter ! »

Propos recueillis par JEAN-PIERRE CLERC.

(1) M. Wilson Ferreira Aldunate a été le candidat qui a obtenu le plus de voix lors de la dernière élection présidentielle, le 28 novembre 1974. Il devançait largement M. Juan María Bordaberry, le leader colorado. Mais, par une particularité de la loi électorale uruguayenne (le « ley de lemas », sorte de système d'appareillement), M. Bordaberry a été déclaré élu.

(2) Bolson, très commune dans la région du rio de La Plata, au Paraguay et au Brésil.

(3) Parlementaires uruguayens assassinés à Buenos-Aires, où ils étaient exilés, par des commandos de la police du gouvernement de Montevideo.

(4) M. Bordaberry était président de la République lors du coup d'Etat militaire de 1973. Il n'a été écarté par les militaires qu'en 1976.

SAINT-TROPEZ (Côte d'Azur)
au-dessus de TAHITI-PLAGE
GRANDE VILLA
avec jallie dépendance
A VENDRE

Propriété située au milieu d'un parc de 40.000 m² avec des pins maritimes, plantes de prix, fleurs et statues ; tennis et terrain d'héliport.

Terrasses et escalier échelonné conduisant au parc qui surmonte l'immense piscine plongée dans une verdure éblouissante.

La villa comprend dix chambres à coucher, chacune avec salle de bain, six salons de réception, salle à manger, salle de projection.

Le parc, la piscine et la grande salle (200 mètres d'accès à la villa) qui s'élevaient, tout créent un fantastique panorama nocturne qui continue le tableau cubain par le soleil merveilleux de la Côte d'Azur.

Meublée avec des meubles de style, des objets d'art, des statues.

A vendre vide ou entièrement meublée.

Prix : U.S. \$ 2.900.000 meubles compris ; U.S. \$ 2.200.000 vide.

Possibilité visite immédiate sur place.

Recrire par avion sous n° 10.159 à « Le Monde » Publi-Ad, 4, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09, qui transmettra.

Le trio

une nouvelle gamme Renault 14



27.300 f* la version la plus accessible qui respecte pourtant tous les critères de qualité de la tradition Renault.

31.600 f* remarquablement équipée, elle répondra au quart de tour à toutes vos exigences.

29.200 f* la réponse idéale à votre souci légitime de concilier performance et confort sur la route.

*Prix clés en main au 1/07/78.

Renault 14, la ligne du futur.

La mort de M. Jean Kanapa

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., est mort, mardi 5 septembre, en début d'après-midi. Une dégradation de son parti, conduite par M. Georges Marchais, s'est ressentie immédiatement à la clinique de Saint-Cloud où était soigné M. Kanapa. Le secrétaire général du P.C.F. a adressé à l'épouse du dirigeant disparu un message dans lequel il écrit notamment : « Avec Jean, c'est un ami, un ami très proche que je perds. Un hommage sera rendu à M. Kanapa, vendredi 8 septembre, à partir de 10 heures, dans le hall de l'humanité. Ses obsèques auront lieu

le même jour, à 16 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

Dans une déclaration, le comité central du P.C.F. estime que M. Jean Kanapa a apporté une contribution éminente à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et de la stratégie de lutte pour un socialisme aux couleurs de la France, définies par le vingt-deuxième congrès de notre parti.

La Pravda a annoncé, ce mercredi, sans commentaire, le décès de M. Jean Kanapa.

< Les justes combats et les erreurs de la guerre froide >

« Jean Kanapa avait suffisamment de qualités pour être l'un des dirigeants du P.C. les plus hauts de nos adversaires », écrit dans l'Humanité du 6 septembre, Pierre Durand. Et le responsable des questions internationales au P.C.F. a, il est vrai, souvent servi de cible, c'est surtout parce qu'il a incarné, pendant la guerre froide mais même au-delà, l'aveuglement des communistes français face à la répression qui s'exerçait en Union soviétique. Comme tel, il a été l'objet de la hargne du quotidien communiste. Il a pris sa part « des justes combats et des erreurs des temps de la guerre froide ».

Né le 2 décembre 1921, à Eaux-Vivres (Val-d'Oise), Jean Kanapa suit des études de philosophie. Agrégé, il participe à la vie intellectuelle du quartier de la Sorbonne, notamment à la connaissance de Simone de Beauvoir. Il enseigne un temps au lycée de Saint-Denis.

En 1944, il adhère au parti communiste et en défend les thèses dans la presse. Rédacteur

Le P.C.F. et l'Union soviétique

M. PAUL LAURENT : nous ne reculons pas devant l'auto-critique.

Commentant la publication du livre *U.R.S.S. et nous*, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., a déclaré, mardi 5 septembre, au micro d'Europe 1 : « Nous ne reculons pas devant l'auto-critique. Cela est nécessaire. On ne peut pas avancer sans regarder ses propres activités sous un jour critique. Nous le faisons, je crois, d'une façon sérieuse et profonde. »

Au sujet des critiques formulées par les auteurs du livre à l'endroit de Maurice Thorez, qui s'était trompé en 1958 en ne révélant pas le rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline, M. Paul Laurent a dit : « Je pense qu'il y a eu un peu de réflexion nécessaire qu'impliquaient des événements aussi tragiques dont nous avions la révélation et que ce retard sur lequel nos camarades commencent une réflexion plus approfondie sans doute a été précédé de notre propre réflexion politique. »

A propos des dernières prises de position de M. Jean Elleinstein, il a estimé : « Pendant la dernière période, il me semble qu'il a dit des choses profondément fausses. Nous le disons. Cela fait partie de la discussion. Nous disons aussi que le fait de répondre publiquement et avec abondance ces désaccords n'aide pas la cause du parti communiste. Cela n'aide pas le débat interne et la discussion. »

M. ELLENSTEIN : il faut aussi étudier le passé du P.C.F.

M. Jean Elleinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, a évoqué mardi 5 septembre au micro de France-Midi la publication de l'ouvrage *U.R.S.S. et nous*, dont le contenu a été approuvé par le bureau politique du P.C.F. (Le Monde du 5 septembre). « La publication du communiqué du bureau politique est extrêmement importante, a-t-il déclaré. C'est une avancée sur la voie du XXII^e congrès du P.C.F. Je me refuse que cet ouvrage de recherche ouvre la voie à une discussion sérieuse sur les résultats soviétiques. »

L'historien communiste a ajouté qu'en avril 1978 « une erreur a été commise en refusant le débat public dans les colonnes de la presse communiste ». Il a évoqué sur ces problèmes, « il ajoute que quand on écrit tous les communistes à lire ce livre et à en discuter. »

Interrogé sur le rôle de Maurice Thorez en 1958 lorsque le P.C.F. s'est montré réticent face au processus de déstalinisation, M. Elleinstein a déclaré : « On ne peut pas rejeter sur le seul Maurice Thorez la responsabilité du retard. A nos yeux, il faut aussi étudier le passé du P.C.F. et obtenir la réhabilitation des cadres comme Marty et Tilton, ou de dirigeants déviés comme Servais et Cassonov, ou Germain, dans des conditions qu'il conviendrait de discuter. Si le P.C.F. veut s'engager dans la voie de l'eurocommunisme, il faut qu'il étudie jusqu'au bout sa démarche. »

à ce soir de 1948 à 1952. Il collabore ensuite à *Regards* (1955-1958), puis prend la rédaction en chef de la *Nouvelle Critique*, avant de devenir, en 1959, responsable de l'édition française de la *Nouvelle Revue internationale*. Il séjourne à Prague, où il représente le P.C.F. au comité de rédaction de cette revue. De 1962 à 1967, il assure à Moscou la correspondance de l'Humanité.

Ces postes lui permettent d'acquiescer une connaissance approfondie des relations entre les partis qui composent le mouvement communiste international. Aussi, à son retour de Moscou, entre-t-il comme permanent à la section de politique étrangère du comité central du P.C.F. Instance au sein de laquelle il siège depuis 1960. En janvier 1973, il succède à la tête de cette section à Raymond Guyot.

En 1970, lorsque M. Georges Marchais prend la direction effective du P.C.F., en devenant secrétaire général adjoint, Jean Kanapa l'épaula vigoureusement et remplit durant plusieurs années les fonctions de directeur de cabinet. En mai 1975, il fait son entrée au bureau politique du parti.

Moustache « rétro », cigarette papier mais aux lèvres, souvent renfrogné mais volontiers ironique dans la conversation, Jean Kanapa était quelque peu excédé par sa réputation de « staliniens ». Il avait en particulier été marqué par la polémique qui, en 1964, l'avait opposé à Jean-Paul Sartre et à son livre *Question de méthode*. Ce n'est pas la seule fois que Jean Kanapa a été amené à réviser certains de ses propos. Lui qui avait l'existence des camps soviétiques et dénoncé la politique de Tito fit, en 1955, amende honorable en ce qui concerne le dirigeant yougoslave. Il fallut attendre décembre 1976 pour qu'il reconnaisse, lors d'une émission télévisée des *Dossiers de l'écran*, l'existence des procès truqués et de la répression, tout en précisant que l'époque stalinienne les communistes français étaient d'une

« totale bonne foi » et que, s'ils avaient su ce qui se passait, ils auraient eu hérité leur indignation. »

Jean Kanapa a toujours défendu jusqu'au bout les positions de son parti. En 1956, il défendait encore la politique de mise au pas des intellectuels menée en France par Jeanovici, expliquant que le « jdanovisme », « ce n'est rien d'autre que l'esprit de parti dans les questions de la littérature, de l'art, de la culture, et des esprits libres (à l'abri), nous le conserverons ».

C'est lui encore qui, en 1976, lors du XXII^e congrès du P.C.F., avait présenté le rapport de la commission des amendements au projet de document, bloquant le débat qui était instauré sur les questions de moralité. A l'inverse, c'est lui qui a défendu et illustré la prise de distance du P.C.F. par rapport au P.C. d'Union soviétique, qui s'est manifestée au cours des dernières années, et en particulier depuis l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, en août 1968. C'est lui aussi qui, en mai 1977, a présenté devant le comité central de son parti un rapport par lequel le P.C.F. se ralliait pleinement à la stratégie de dissuasion nucléaire.

Marqué par toutes ces péripéties, Jean Kanapa a néanmoins toujours placé la fidélité à son parti au-dessus de tout. En 1960, il avait soutenu à l'Assemblée nationale le projet de loi relatif à l'Europe. Robrieux, qui le rapporteur de son livre *Notre génération communiste* : « Il y a des opérations auxquelles je ne me prêterai plus. »

Outre ses nombreux écrits politiques, Jean Kanapa est l'auteur de plusieurs romans : *Le Procès du juge Nagel*, *Question personnelle et les Chénouas*.

THERRY PISTIER.

L'élargissement de la C.E.E.

LE P.S.U. RÉUNIT LES ORGANISATIONS AUTOGESTIONNAIRES

Le P.S.U. a décidé de réunir les « P.S.U. régionaux » et « P.S.U. locaux » de l'Europe des Neuf, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce, les 14 et 15 octobre à Paris pour examiner « les conséquences pour les agriculteurs de l'élargissement du marché européen au surplus unipolair et de l'élargissement de la C.E.E. ».

Le P.S.U. a précisé qu'il propose de réunir ces comités régionaux « des objectifs de lutte contre la spécialisation régionale et la colonisation touristique et la dépopulation des régions touchées à l'abandon ».

Cette décision a été prise à l'issue de la réunion de la commission nationale agricole du P.S.U. réunie dimanche 3 septembre à Dole (Jura).

Mme BRUTELLE-DUBA ancienne dirigeante socialiste SERA REÇUE A L'ÉLYSÉE

Le porte-parole de la présidence de la République a annoncé que Mme Jeanette Brutelle-Duba, présidente du club Louise-Michel, sera reçue le 7 septembre par M. Giscard d'Estaing.

Mme Brutelle-Duba, ancienne animatrice de la commission féminine de la S.F.L.O., membre du comité directeur du P.S. de 1960 à 1973, a fondé le club Louise-Michel, qui se réclame du socialisme humaniste, en 1963. Elle a rompu avec le P.S. — dont elle contestait le fonctionnement interne — en 1977, et s'est présentée comme candidate du P.R.D., Parti social-démocrate qu'anime M. Hiltnermann, aux élections législatives dans la dixième circonscription de l'Aude, en mars 1978.

« totale bonne foi » et que, s'ils avaient su ce qui se passait, ils auraient eu hérité leur indignation. »

Jean Kanapa a toujours défendu jusqu'au bout les positions de son parti. En 1956, il défendait encore la politique de mise au pas des intellectuels menée en France par Jeanovici, expliquant que le « jdanovisme », « ce n'est rien d'autre que l'esprit de parti dans les questions de la littérature, de l'art, de la culture, et des esprits libres (à l'abri), nous le conserverons ».

C'est lui encore qui, en 1976, lors du XXII^e congrès du P.C.F., avait présenté le rapport de la commission des amendements au projet de document, bloquant le débat qui était instauré sur les questions de moralité. A l'inverse, c'est lui qui a défendu et illustré la prise de distance du P.C.F. par rapport au P.C. d'Union soviétique, qui s'est manifestée au cours des dernières années, et en particulier depuis l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, en août 1968. C'est lui aussi qui, en mai 1977, a présenté devant le comité central de son parti un rapport par lequel le P.C.F. se ralliait pleinement à la stratégie de dissuasion nucléaire.

Marqué par toutes ces péripéties, Jean Kanapa a néanmoins toujours placé la fidélité à son parti au-dessus de tout. En 1960, il avait soutenu à l'Assemblée nationale le projet de loi relatif à l'Europe. Robrieux, qui le rapporteur de son livre *Notre génération communiste* : « Il y a des opérations auxquelles je ne me prêterai plus. »

Outre ses nombreux écrits politiques, Jean Kanapa est l'auteur de plusieurs romans : *Le Procès du juge Nagel*, *Question personnelle et les Chénouas*.

THERRY PISTIER.

La mission de M. Robert Fabre

La minorité du Mouvement des radicaux de gauche a déclaré, lundi 5 septembre, que M. Robert Fabre a démontré sa double volonté de s'attaquer aux vrais problèmes et de dépasser, dans un second temps, l'esprit partisan et d'être des « radicaux ». « Il nous apparaît nécessaire, pour ce qui concerne le M.R.G., de rappeler l'approbation unanime du congrès de 1976 lors de la première rencontre entre le président Valéry Giscard d'Estaing et Robert Fabre. Il est évident que les Français attendent encore de voir les leçons de l'échec de l'Union de la gauche, Robert Fabre dirige le jeu politique dans les prochains mois en vue de démontrer, lors des élections partielles, qu'ils en étaient lassés. »

M. Lionel Stoler, secrétaire d'État à l'emploi, a déclaré mardi 5 septembre, à l'occasion de l'occupation de M. Robert Fabre correspondant à l'attitude courageuse d'un homme qui refuse la politique de parti. Si l'y a un problème qui n'est pas un problème de parti, mais qui constitue un sujet d'ouverture politique, c'est bien celui de l'emploi, sur lequel la France n'est pas considérée dans le monde comme une solution simpliste et miraculeuse. Nous n'en attendons ni de M. Fabre, ni de nous-mêmes, sinon qu'il se saurait. Toutes les idées sont bonnes à prendre, tout ce qui vient.

M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat du parti socialiste, note dans l'hebdomadaire *Agri-Sept*, du 8 septembre à propos du chômage : « Le gouvernement s'en préoccupe, nous dit-on, et le sénateur de Lambollet a fait et refait l'inventaire des recettes susceptibles de masquer la gravité du mal. Il ne peut pas aller trop loin — avec ou sans Robert Fabre — parce que le redoublement industriel, à l'origine de tous les licenciements, est voulu par Giscard d'Estaing et Barre pour restructurer le capitalisme français, afin de le placer dans le nouveau contexte international de réalisation des profits. »

A la Télévision

LA DÉCLARATION GOUVERNEMENTALE DE M. BOULIN FERA JOUER LE DROIT DE RÉPONSE

M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, devait exposer mercredi 6 septembre, à Antenne 2, les mesures prises le jour même par le conseil des ministres pour lutter contre le chômage. Cette déclaration gouvernementale devait ouvrir un droit de réponse à l'opposition, selon la procédure envisagée par M. Giscard d'Estaing dans sa conférence de presse du 14 juin.

C'est la première fois que cette procédure est mise en jeu. Les services du premier ministre ont apporté mardi les précisions suivantes à son sujet.

« A la suite d'une communication du gouvernement et lorsque le Parlement ne délibère pas simultanément sur le ou les sujets traités par ladite communication, un temps d'attente égal à la durée de celle-ci est ouvert aux formations politiques n'appartenant pas à la majorité et représentant la majorité des sièges par un groupe parlementaire. »

« Ce temps d'attente est programmé par la société dans le délai de quarante-huit heures suivant la communication du gouvernement, et à la même heure que celle de la diffusion de cette communication. »

« Il est réparti entre les formations politiques indiquées ci-dessus sous le contrôle du conseil d'administration de la société, proportionnellement à leur représentation à l'Assemblée nationale. »

Après cette réponse des formations n'appartenant pas à la majorité, un débat est organisé sous la responsabilité de la société, auquel seront invitées à participer toutes les formations politiques représentées par un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale.

« Ces dispositions concernant l'organisation du droit de réponse seront prochainement inscrites dans le projet de loi relatif aux sociétés de programmes. »

Le P.C. avait demandé la convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire pour débiter de l'emploi.

M. Georges Marchais doit être reçu, ce samedi, par M. Boulin, le 6 septembre, et M. Mitterrand devrait exposer, le 6 septembre, à la Sorbonne, les thèmes qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage.

A propos du déjeuner d'écrivains à l'Élysée

Terreur dans les écrivains

par MAURICE CLAVEL.

Les écrivains suivants devaient participer au déjeuner offert jeudi 7 septembre par M. Giscard d'Estaing à l'Élysée (le Monde du 6 septembre) : MM. Maurice Clavel, Philippe Némo, Georges Duby, Claude Lévi-Strauss, Bernard-Henri Lévy.

Je pourrais dire que je me rends à l'invitation de M. Giscard d'Estaing à l'instar de MM. Mitterrand et Marchais.

Je pourrais dire que, sans avoir consulté personne, j'ai été puissamment encouragé à m'y rendre par un ami actuellement déchu (1) pour un meurtre du style Brigades rouges.

Je pourrais dire que j'ai contre le gouvernement de Giscard d'Estaing plus de griefs que n'en a exprimés André Glucksmann, dont je lui ferai part avec la même vigueur que je m'adressais naguère à l'avant-dernier président de la République.

Je pourrais dire cela. Je le dis. Mais si je ne borne à ces arguments, ce serait à me couvrir à gauche, c'est-à-dire d'être méprisamment ou terrorisme intellectuel d'une fraction politique que, sur ce point précis, j'ai constamment bravé. En fait — qu'on excuse ce rappel — je n'ai pas résisté à la terreur nazie à la terreur stalinienne, à l'intimidation de la gauche conventionnelle pour ne laisser induire en lacheté par les chuchotements chichiteux amplifiant dans Paris l'article d'un excellent camarade et m'incitant à me plier à la règle des apparences, des images de marque, des étiquettes, à la fois des vanités, sophistication et sophisme, à la bien-séance révolutionnaire qui tient aujourd'hui le haut du pavé sans trop l'effrayer.

Le réel est plus simple. Citoyen français, je me rends à l'invitation de

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU P.R.

M. Soisson met en garde les giscardiens contre le « patriotisme de parti »

De notre envoyé spécial.

Nice. — L'université politique d'été du parti républicain (qui ne tient à Nice depuis le 2 septembre et dont les travaux prennent fin vendredi 8) aura permis une fois de plus de percevoir les nuances qui existent entre les appréciations que portent les principaux chefs de file giscardiens sur l'avenir de l'U.D.F. L'appareil du parti s'attache essentiellement au renforcement et à la promotion du P.R. lui-même. C'est le cas notamment de M. Jacques Blanc, secrétaire général, qui se montre relativement discret sur l'Union pour la démocratie française et qui l'est encore dans la lettre qu'il a adressée mardi aux stagiaires de l'université d'été. M. Jean-Pierre Soisson, en revanche, est de ceux qui saisissent toutes les occasions de « resituer » le P.R. au sein de l'Union et de réaffirmer la vocation de celle-ci. Mardi, au sein de l'Union et de réaffirmer la vocation de celle-ci. Mardi, au sein de l'Union et de réaffirmer la vocation de celle-ci. Mardi, au sein de l'Union et de réaffirmer la vocation de celle-ci.

M. Jean-Pierre Soisson a déclaré mardi après-midi 5 septembre : « Défendre nos institutions, aider le président, moderniser notre économie : la voie pour le parti républicain et pour l'U.D.F. est toute tracée. Avec l'U.D.F., nous devons être cette grande force tranquille sur laquelle notre démocratie s'appuiera chaque jour davantage. »

« Vous n'avez pas d'été d'été en construisant l'U.D.F. Car l'U.D.F. sera à Valéry Giscard d'Estaing en 1981 ce que les Républicains indépendants ont été pour lui avant 1974. »

L'ancien secrétaire général du P.R. a ajouté : « Comme secrétaire général de l'U.D.F., ce n'était pas seulement par souci tactique de gagner les élections. Mais parce que je saisais que, au-delà de celles-ci, se décidait la place respectueuse des grandes formations politiques du cours des prochaines années. »

« Ceux qui seraient tentés de donner une priorité à un quelconque patriotisme de parti se trompent sur le sens de l'évolution politique. Oui, vraiment, le courant nous porte vers l'unité et non vers la dispersion. »

M. Soisson a encore affirmé : « Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

« Les élections se sont jouées entre deux formations, l'U.D.F. et le P.S. (...). C'est à elle, qui s'identifie avec ceux qui opposent les perspectives du P.S. pour combattre le chômage. »

L'élection du Pas-de-Calais

49,27 % DES SUFRAGES EXPRIMÉS POUR M. WILQUIN (P.S.)

A la suite d'une erreur de transmission émanant du bureau de vote de Grotelles, les résultats du premier tour de l'élection législative partielle de la quatrième circonscription du Pas-de-Calais (Le Monde du 5 septembre) sont quelques peu modifiés.

Les chiffres définitifs sont les suivants : — Inscrits, 64 763 ; votants, 32 207 ; suffrages exprimés, 31 549.

Ont obtenu : — M. Claude Wilquin, député socialiste, 17 111 voix (54,27 % des suffrages exprimés) ; — M. Léonce Deprez (U.D.F.), 15 435 (48,96 %) ; — M. Christian Thuillon (R.F.P.), 1 400 (4,43 %) ; — Mme Alberte Monteur (P.C.F.), 1 293 (6,38 %).

Les scores précédemment attribués aux deux candidats qui restent seuls en présence pour le second tour étaient : — M. Wilquin, 25 346 (49,16 %) ; — M. Deprez, 15 510 (30,08 %).

L'ÉLECTION CANTONALE DE CAMBRIN (Pas-de-Calais) SE LIMITE A UN DUEL

(De notre correspondant.) Lille. — Le 17 septembre prochain, une élection aura lieu dans le canton de Cambrin (Pas-de-Calais), afin de désigner un conseiller général pour remplacer M. Henri Lucas, député communiste, décédé le 30 juillet dernier, qui détenait le siège depuis 1973.

Le scrutin se limitera à un duel au sein de la gauche puisque deux candidats seulement seront en présence.

Le parti communiste présentera Mme Angèle Chavaudais, qui était la suppléante de M. Lucas et lui a succédé à l'Assemblée nationale ; le parti socialiste présentera M. Léon Copin, député de Nouvelle-les-Vermelles.

Le P.R. et l'U.D.F. n'ont pas jugé utile de présenter un candidat dans ce canton qui sera d'ailleurs renouvelable en 1983.

La fédération communiste du Pas-de-Calais vient de demander au parti socialiste de retirer son candidat, car, déclare-t-elle, « en nom de l'union et de la clarté, il faut déjouer le piège tendu par la droite (...). Sans aucun doute elle se porte ainsi porter un nouveau coup à l'union de la gauche. »

« Il est fort peu vraisemblable que les socialistes acceptent de retirer M. Léon Copin. Ils font, en effet, valoir que le parti communiste est bien mal placé pour formuler cette requête, alors qu'il a opposé un candidat à M. Wilquin pour la législature dans la quatrième circonscription. »

PRÉPAREZ LES DIPLÔMES D'ÉTAT DE LA COMPTABILITÉ

Les candidats à ces examens doivent être âgés de 18 ans au moins et posséder des connaissances de base en mathématiques et en français.

Demander la brochure gratuite à : I.M.A. 100, rue de Valenciennes, 10500 PARIS CEDEX 02.

Établissement privé d'enseignement à distance et de formation permanente fondé en 1973.

100, rue de Valenciennes, 10500 PARIS CEDEX 02.

Études gratuites pour les bénéficiaires de la formation continue.

Je m'engage de 1978

1978

Société

APRÈS LE DÉPÔT D'UNE PLAINTE POUR SÉVICES SUR ENFANT DE MOINS DE QUINZE ANS

De nouveaux éléments pourraient intervenir dans le conflit qui oppose Terre des hommes-France à une famille ardennaise

Le dépôt lundi 4 septembre, devant le procureur de la République de Charleville-Mézières, d'une plainte pour « sévices », votes de fait et violences sur enfants de moins de quinze ans...

Désavoués à trois reprises par la justice qui lui faisait obligation de rendre les enfants à leur foyer d'accueil - tout en ordonnant avant jugement d'adoption

une expertise médicale et une enquête sociale - Terre des hommes-France a refusé d'obtempérer. Ses dirigeants se disent en effet dans l'impossibilité morale de remettre les deux enfants dans une famille où, assurément, ils ont déjà subi « sévices et brutalités ».

sur les témoignages - consignés dans le rapport de gendarmerie - de Mme Martin, sœur de Mme Branco, et de son mari, qui affirmait avoir assisté à certaines violences exercées sur les deux petits Coréens.

Kim et Kim, gamins de Séoul

Qui croit ? Voilà, dit-on d'abord, un couple d'ouvriers, honnêtes et méritants, des gens de bien. Branco, qui a deux enfants, mais le cœur sur la main, recueillit deux gosses aux yeux bridés, attachés au drapeau par l'action noble et généreuse d'une association humanitaire.

doloureux stirement, mais nécessaire. En tout cas, « dans le seul intérêt des enfants ». Et s'écroula à demi-mort, gémissant, une autre histoire, triste. Un autre décor, déprimant. Gère d'affection et point de tendresse. On y parle de gamins prospères sans rire ni joie.

ou fléchir de la circonscription pour outrages par paroles à agents de la force publique en mai 1976 » dit-il. Mais ce n'est pas tout. Branco a une guêpe à ne sont pas tous bourreaux d'enfants.

L'histoire commence, et commence bien, un jour de septembre 1975. Ce matin-là débarquent à Rolsay, en provenance de Séoul, deux enfants, qui n'ont que cinq ans, et son petit frère Kim Sun Dong, deux ans et demi.

docteur - que les dirigeants de Terre des hommes-France jugent simplement suffisantes pour enrayer ces pratiques. L'affaire, pourtant, traînera dix-huit longs mois! Des discussions, puis une véritable crise au sein de l'association, dirigée par l'orientation et l'évolution générale du mouvement (voir encadré), n'ont certes pas simplifié les choses.

de nouvelles méthodes contre le terrorisme. Deuxième leçon : une révision des méthodes en matière de lutte antiterroriste s'impose. Les responsables des diverses polices ont à présent à leur charge de réfléchir au cours d'une réunion de travail au début du mois d'août au ministère de l'Intérieur.

Une association qui a connu des vicissitudes

En dix-huit années d'existence, Terre des hommes est connue bien des vicissitudes. Et dans sa branche française, de dissensions en crises et de crises en dissension, on se frotte les yeux devant les tribunaux par ce qu'on appelle un appelation que chacun estime justement contrôlée.

Les autres, au contraire, ont jugé qu'il fallait « vivre avec son temps » et évoluer « en tirant les enseignements - positifs et négatifs - des expériences passées ». Rebutant un apollonisme de façade - tout en reculant des effusions directement partisans.

Guérilla juridique. Car ce 27 juin 1978, vers 14 heures, commence une guérilla juridique. Les deux enfants sont venus au tribunal. Convoqués par leur avocat, M. Bloquacq, les Branco commentent par déposer, le 27 juin, une requête en adoption plénière de ces deux enfants, qui ont été enlevés à trois semaines plus tard le tribunal de grande instance de Charleville, et transférés à la nouvelle expertise médicale et une nouvelle enquête sociale avant de se prononcer sur l'adoption, ordonne néanmoins Terre des hommes-France de rendre les enfants aux Branco.

POLICE

Des syndicalistes policiers à l'Élysée le 12 septembre

(Suite de la première page.)

Les fonctionnaires chargés de la répression des actions violentes ne veulent plus que comme à Alger, à Bassia, à Montredon ou bien encore à Orly, en mai dernier (deux C.R.S. avaient été tués vraisemblablement pas par des belles palestiniennes comme on l'a dit), des hommes soient tués sans entrain, que la raison d'État. Si le risque fait partie du métier, il doit toujours être mesurable et ne pas s'effacer au profit des impératifs politiques ou diplomatiques.

a dédaigné l'offre, l'ambassade d'Irak l'avait acceptée. Troisième leçon : la police réclame le droit à la dignité. Après la fusillade, nul dans les rangs n'a compris le long silence du gouvernement. L'ambassadeur n'a pas fait de déclaration incohérente. On ne s'est pas fait faute de rappeler que quelques jours plus tôt, dans une même situation, le gouvernement britannique s'était montré plus courageux.

De nouvelles méthodes

Deuxième leçon : une révision des méthodes en matière de lutte antiterroriste s'impose. Les responsables des diverses polices ont à présent à leur charge de réfléchir au cours d'une réunion de travail au début du mois d'août au ministère de l'Intérieur.

Les vieux conflits font vite ressortir les vieux démons. La mort de Jacques Capela a suscité une de ces réactions brutales et pontificales dont la police a le secret depuis au moins une vingtaine d'années. De plus en plus souvent à l'occasion d'un « coup dur », la base s'enflamme d'elle-même et sans motif ni programme précis, se laisse aller à des actions aveugles qui prennent de court l'administration comme les syndicats, mais dont n'importe quel provocateur pourrait profiter. Quelle réaction gouvernementale soit jugée tardive ou insuffisante, et des centaines de policiers descendant dans la rue, chahutant de marcher sur les places publiques sur l'Élysée. C'est là un jeu dangereux qui, faute d'une sérieuse reprise en main, risque de se généraliser, favorisé par la perte d'influence des syndicats qui assuraient une « armature » intellectuelle et en quelque sorte politique à la police.

JUSTICE

La réforme des permissions de sortir des détenus

M. PEYREFITTE

EST REQU PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a été reçu ce mardi 5 septembre par le président de la République. Selon le ministre de la Justice, l'entrevue a notamment porté sur la préparation des textes qui seront discutés au cours de la prochaine session parlementaire et qui visent à réformer le régime des permissions de sortir des détenus.

une vieille dame en otage. Il avait, la veille, blessé gravement à Grenoble un chauffeur de taxi. Dans la nuit du 29 au 30 décembre 1975, quatre détenus de la prison-école d'Oermingen (Bas-Rhin) attaquèrent des voyageurs du train Paris - Vindillé. Le 23 mai 1977, un brigadier de police est tué place Rio-de-Janeiro à Paris par un détenu Pierre Derycke. Le 28 août 1977, un permissionnaire en « cas de force » a été « respecté ». Le sentiment d'incompréhension - ou au mieux d'indifférence - dans lequel beaucoup se croient tenus par l'opinion publique que par le ministre de tutelle (dont les prédécesseurs se montraient certes plus compréhensifs) alimente ce courant qui pourrait à terme aboutir à recréer un ghetto insupportable.

IS PO

1500

CARNET

Noissances

— Antoine et Bernadette de ROYSSON, née Castagne, et Béatrice la joie d'annoncer la naissance de leur petite sœur
Charlotte,
21 août 1978,
15, rue Wustenberg, Bordeaux.
Bagnolle, Talence.

Mariages

— Le professeur agrégé Bernard JACOTOT, médecin des hôpitaux, et
Mlle Evelynne BERCK, ont l'honneur d'annoncer leur mariage.
Cérimonie a été célébrée dans l'intimité, le 27 septembre 1978, à l'église de Vianon (Val-d'Oise).
On nous prie d'annoncer le mariage de
Chantal SPICQ
et de
Fabrice GUYOTON - SILVERJ
à New York, le 25 juillet 1978,
385 East 40th Street,
New York N.Y. 10018.

Décès

— Mme Léon ALADRE,
Le docteur et Mme Alard,
Véronique Alard,
ont la douleur de faire part du décès de leur mari, père et grand-père, survenu le 1^{er} septembre 1978, dans sa soixante-douzième année.
L'inhumation a eu lieu le 5 septembre 1978, dans la plus stricte intimité.
S. résidence Poch,
Garches.

— M. et Mme André van der Bekem, M. le docteur et Mme Paul Faugé, ses grands-parents,
M. le pasteur et Mme Jacques van der Bekem, ses parents,
Bernard, Hilde et Mireille, ses frère et sœur,
Laurie Chapon, sa fiancée,
M. le docteur P. Van der Bekem et Mme,
Les docteurs J. et J.-N. Van Steenkiste,
M. et Mme H. van der Bekem,
Les docteurs B. et P. Bougat,
M. et Mme B. D'Oliver, leurs enfants,
M. le professeur et Mme Lucien Chapon et leurs enfants,
Les familles Joffroy, parents et alliés,
annoncent avec une profonde tristesse le décès subit de
Michel VAN DER BEKEM,
à l'âge de dix-neuf ans, le 25 août 1978.
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité funéraire, à Lamezouze (Gard).
Il n'a pas été envoyé de faire-part.
Des dons peuvent être faits pour la recherche médicale (Centre Alexis Vautrin, C.C.P. Nancy 49-83 Z et don pour la R.C.P.A.), 21, rue de Nabecq, 54000 Nancy.

ANCIENS COMBATTANTS

A Bruxelles RASSEMBLEMENT EUROPEEN DES ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE

Le IV^e Rassemblement européen des anciens prisonniers de guerre aura lieu du 8 au 10 septembre à Bruxelles. Le forum sera organisé à Forest national, réunira plusieurs dizaines de milliers d'anciens P.G. venant de France, d'Italie, d'Allemagne de l'Ouest, d'Autriche et de Belgique, ainsi que du Canada. Le premier ministre belge, M. Leo Tindemans, des représentants du Parlement européen, du Conseil de l'Europe et de la Commission du Marché commun y prendront la parole.

● L'Association républicaine des anciens combattants, dans un communiqué, exprime sa déception après avoir eu connaissance du projet de budget 1979 des anciens combattants.
Selon l'ARAC, les mesures nouvelles sont « désastreuses », et rien n'a été fait pour amorcer la solution des problèmes en suspens, notamment les pertes subies par les pensions et la retraite « de fait ». Les injustices qui frappent les veuves, les ascendants, les orphelins, les petits pensionnés, dont les pensions sont inférieures à celles des conjoints, sont « déplorables ». Ce budget est « en contradiction avec les engagements pris par les pouvoirs publics », conclut l'ARAC.

— Les familles Charpentier, Lucien, Calas, Dronot et parents, ont la douleur de faire part du décès de
Mme Lucie CHARPENTIER,
née Suzanne Vacheron,
survenue à Paris, le 3 septembre 1978.
Les obsèques auront lieu le Jeudi 7 septembre 1978, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de 9 à 11 h. 30.
Inhumation au cimetière de Suresne (Seine), dans la plus stricte intimité.
4, rue Léon-Delagrèze,
75015 Paris.

— Mme Alfred Coche, son époux, M. et Mme Serge Coche, M. et Mme Pierre Leblond, ses enfants,
M. et Mme Marc Leblond, Claire et Christophe,
M. et Mme Antoine Polet, Mlle Françoise et Anne Coche, Mlle Yves et Gérard Leblond, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Lucien Thomas, sa sœur,
Les familles et Thomas, Rogues, Doucet, Desoxy, Baccamier, Palagry, Fignère,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Alfred COCHE,
directeur d'école honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire,
croix de guerre 1914-1918,
officier de la Légion des Mérites, survenu le 3 septembre, à l'âge de quatre-vingt-un ans.
Les obsèques seront célébrées dans le caveau de famille au cimetière de Boulogne (Pyramides-Orientales), le vendredi 7 septembre.
Cet avis tient lieu de faire-part.
38, rue Roussard,
92011 La Garenne-Macé,
120, rue d'Alsace, 75008 Paris.
S. place du 9-Mai-1945,
170 Les Mureaux.

— Mme René Collin,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. René COLLIN,
intendant militaire de 1^{re} classe des troupes de marine (colonel M.R.), conseiller technique de la Mutuelle nationale militaire, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1920-1945, croix de guerre T.O.E., croix du combattant, médaille des évadés (évadé de la forteresse de Collette), survenu le 4 septembre 1978, dans sa soixante-quatrième année, à Chelles.
Les obsèques seront célébrées le samedi 9 septembre, à 11 heures, en l'église St-Jean-de-la-Croix de Vaires.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Nous exprimons la douleur de
M. Robert FAYE,
chevalier de la Légion d'honneur,
[né le 17 février 1898 à Aléon (Savoie-Loire), Robert Faye était diplômé de la faculté des sciences économiques de Genève, administrateur délégué aux établissements Pernod en 1922, il devint en 1940 P.-D.G. de la société Citrona puis en 1952 de la Compagnie générale des produits Dubouché-Cézanne-Byrre. Depuis 1970 il était président d'honneur de cette société, Robert Faye était également depuis 1964 président du champagne Salon et président (en 1970) puis président d'honneur (en 1978) du champagne Baccarat de Reims, ainsi qu'administrateur de la société Ricard.]
— A tous ceux qui l'ont connu, estimé, aimé,
l'O.P.R.I. fait connaître la mort de
Mme Sophie HOBINSON,
décédée à Bueil-Malmanson, le 27 août 1978.

— Mme et M. Jean PARTEAU, ingénieur général des ponts et chaussées (E.R.), ancien élève de l'École polytechnique, l'inhumation a eu lieu le mercredi 6 septembre, à Clermont-Ferrand.
Cet avis tient lieu de faire-part.
9, rue Albert-Malel,
75013 Paris.
49 bis, rue des Chanelliers,
63100 Clermont-Ferrand.

— Mme Gilbert Rouger et la douleur de faire part du décès de
M. Gilbert ROUGER,
professeur honoraire de l'École Jacques-Ducour, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Paris, le 26 août 1978, à l'âge de soixante-quinze ans.

— Les docteurs Roger et Edith Ouyvin,
M. et Mme Jack Schauving,
M. le docteur et M. Jacques Bonnesfond,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part de la mort de
Mme Emile SCHAUVING,
née Yvonne Liebert,
plombier décédé le 5 septembre 1978.
Les obsèques seront célébrées le 8 septembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de 9 à 11 h. 30, rue de l'Annexion, Paris-18^e.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Betty Schmidt, née Beah, M. et Mme Dominique Schmidt, M. et Mme Jean-Bernard Schmidt et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Schmidt, M. et Mme Robert Schmidt et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Paul SCHMIDT,
avocat honoraire,
leur époux, père, grand-père, frère, beau-père, oncle et cousin.
Cet avis tient lieu de faire-part.
19 avenue des Vosges,
69003 Strasbourg.

Anniversaires

— Pour le vingtième anniversaire de la mort du
docteur André TRÉVES.
Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Messes anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du décès de
M. Nicolas GEORGIADES,
nous demandons une pensée et affectueuse pensée à ceux qui l'ont connu à l'occasion de la messe qui sera célébrée à son intention.

Communications diverses

— Une exposition est organisée, à Lille, sur « la Déclaration universelle des droits de l'homme » à l'occasion de son trentième anniversaire, du 16 au 24 octobre prochain, sous la présidence d'honneur de M. Pierre Masuroy, député et maire de Lille. Les notifications, renseignements et personnalités qui voudraient y prendre part sont invités à la réunion préparatoire qui aura lieu le lundi 11 septembre, à 18 h. 30, au 50, rue Demourlin, à Roubaix (Amis de la Maison de la Paix).

Visites et conférences

JEUDI 7 SEPTEMBRE
VITES GUIDES ET PROMENADES : 11 h., Grand Palais, sortie à l'Exposition, Mme Gaudin ; « Scipion d'après Jules Romain » ; 15 h., grille d'honneur du château, M. Bouvier des Chaux ; « Le château de Beaulieu » ; 15 h., grille septentrionale, côté Seine, M. et Mme Gaudin ; « Les châteaux de la Loire » ; 15 h., devant l'église, Mme Fochel ; « Saint-Sulpice et son quartier » ; « 101, rue Saint-Antoine, Mme Saint-Giron » ; « La Maison des Jésumites du temps du Père LeClerc, évêque de Cambrai et fondateur des missions historiques » ; 14 h. 30, 23, rue de Sévigné ; « Souvenirs littéraires de Lamartine » (d'art pour l'art) ; 15 h., place Saint-Georges ; « Chopin, George Sand, Talma, Marie Dorval, la « Stravinsky Athènes » (Mme Hager) ; 15 h., métro Etienne-Mareel ; « Le cœur des Miracles, la tour de Jean sans Peur, les Balles, Saint-Marcou » (A travers Paris) ; 15 h., devant Saint-Julien-le-Pauvre ; « Souvenirs poétiques du collège des Bernardins et ses alentours » (Commissaire d'Art et d'Histoire) ; 14 h. 45, métro Chambré-de-Depuis, côté rue de Lille ; « Le Palais-Bourbon, la salle des séances » (Mme Ferrand) ; 15 h., avenue des Gobelins ; « La manufacture des Gobelins » (Paris et son histoire) ; « CHATEAUX » : 20 h., 147, avenue de Malakoff, M. F. Schwarz ; « Art et symboles comparés entre l'Egypte l'Inde et l'Amérique » (Nouvelle Assemblée).

« Indian Tante » de SCHWEPPEL. Le véritable « Tante » depuis plus de cent ans.

EXCEPTIONNEL
12.000 m2 DE MOQUETTE
PURE LAINE - GRANDE LARGEUR
PREMIER CHOIX
70 F le m2 - T3 - T4
134, rue de Valenciennes, Paris (15^e)
T. 942-62-62 - Métro Convention

PALU SPORTS
présentant une collection d'occasions
11, rue de Miroisnil
75008 PARIS TEL 265 25 97

Jusqu'au 15 Septembre
-25%
sur toute la boutique

- Maroquinerie • sacs • bagages
- carrés signés • bijoux couture • gants
- cravates • montres et pendules • lampes
- objets originaux (excepté le rayon radio et télévision.)

INNOVATION
104, Champs-Élysées, Paris 8^e - Tél. : 300.00.30

MSEL

DIRECTEUR COMMERCIAL
180.000 F. +
Industrie alimentaire

Une société française, filiale d'un des premiers groupes européens spécialisés dans la fabrication et la distribution de produits alimentaires de grande diffusion, recherche un directeur commercial. Faisant partie du comité de direction, le titulaire sera responsable de la vente de plus de 100 personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, aura une formation supérieure, parlera couramment anglais et aura une expérience réelle, non seulement de la direction d'une équipe de représentants, mais également des problèmes de marketing moderne, acquise dans une entreprise multinationale distribuant des produits de grande consommation. Ecrire à B. Mangou, réf. B.2290.

DIRECTEUR DES VENTES
160/180.000 F.
Maisons individuelles
Centre Est

Un des tout premiers groupes français de construction de maisons individuelles (CA de l'ordre de 500 millions de F) recherche pour faire face à son expansion le directeur des ventes d'une de ses filiales. Sous l'autorité du directeur de la filiale et en liaison fonctionnelle avec le directeur commercial du groupe, le titulaire sera responsable du développement des ventes sur son territoire (une dizaine de départements). Travaillant en fonction d'un objectif et dans le cadre d'un budget à la définition desquels il aura participé, il formera, orientera et dirigera une force de vente comprenant une trentaine de vendeurs encadrés par des animateurs. Le poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans au moins, possédant une très bonne culture générale et justifiant d'une expérience confirmée et réussie de la direction et de l'animation d'une équipe de taille comparable spécialisée, si possible dans la vente aux particuliers, mais en tout cas engagée dans une prospection active et méthodique. La rémunération proposée comprend un fixe de l'ordre de 120.000F, auquel s'ajoute un intéressement aux ventes. Voiture de fonction fournie. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3363.

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES
150.000 F.
Machines automatiques
Alsace

Une société française principalement spécialisée dans la construction et la vente de biens d'équipements mécaniques, fait un chiffre d'affaires supérieur à 600 millions de F. en grande partie réalisé à l'exportation. Son département machines automatiques crée dans le cadre de ses services d'études une section particulièrement chargée des problèmes de recherche et de développement et en recrute le responsable. Directement rattaché au directeur du département, le titulaire aura autorité sur une petite équipe chargée de études de machines spéciales complexes. Le poste conviendrait à un ingénieur mécanicien confirmé (hydraulique et pneumatique), âgé de 30 ans au moins et ayant acquis, au sein d'un bureau d'études et dans le domaine des machines spéciales ou de la construction de machines, une expérience de plusieurs années. Anglais ou allemand apprécié. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3362.

CHEF DE COMPTABILITE

Christian Salvessen d'Edimbourg une des sociétés britanniques les plus performantes est d'ores et déjà le leader sur le marché britannique de l'entreposage frigorifique, de la surgelation et de la distribution physique de produits surgelés. Leur premier entrepôt frigorifique en France a été ouvert en 1977 et un plan très important d'investissement est en cours comprenant trois autres unités en France et en Belgique. Le chef de comptabilité, qui rendra compte au contrôleur européen des opérations, agira dans le cadre de la politique du groupe et sera responsable des budgets, de la tenue des comptes de gestion et de trésorerie et des aspects juridiques et fiscaux. Il apportera son concours à l'établissement des polices, contrats à négocier. Le candidat, âgé de 30 ans minimum, sera diplômé en comptabilité et aura une expérience d'au moins 5 ans acquise dans l'industrie ou le commerce. La préférence sera accordée à un professionnel familiarisé tant avec les pratiques et les techniques comptables françaises que avec la comptabilité courante du français et de l'anglais est nécessaire. Rémunération et avantages intéressants. Ecrire à B. Mangou, réf. B.2292.

FONCTION PERSONNEL
120/130.000 F.
Paris

Spécialisée dans la fabrication et le commerce d'articles de luxe, une société française de renommée internationale fait un chiffre d'affaires supérieur à 150 millions de F. et emploie plus de 600 personnes. Elle recherche pour la fonction personnel un attaché de direction qui, en position fonctionnelle pendant une période de 18 mois à 2 ans, sera chargé de missions ponctuelles, prendra en charge la section paie (traitée par l'informatique), la formation et participera progressivement tant à l'établissement qu'à l'application de la politique sociale et salariale. Ce poste qui débouche à court terme sur celui de chef du personnel conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 32 ans au moins, ayant acquis par une expérience minimum de 5 ans de la fonction une grande pratique de la législation sociale, du droit du travail et des relations humaines. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3361.

PROSPECTEUR NEGOCIATEUR
100/120.000 F.
Immobilier Industriel
Paris

Une société française (filiale d'un groupe international américain) spécialisée dans le service auprès des utilisateurs d'automobiles, recherche le responsable de son département immobilier. Chargé, après étude du marché de choisir les lieux d'implantation des ateliers, d'un négociant l'achat ou la location (immeubles ou terrains), le titulaire devra suivre un plan déjà élaboré et avoir l'appui d'un architecte et de la structure financière et technique de l'entreprise. Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 30 ans minimum, ayant déjà une expérience de la négociation de biens industriels (stations services, garages, etc.). La pratique de l'anglais (conversation) serait un avantage. Ecrire à A. Leclercq, réf. B.3100.

ATTACHE DE DIRECTION TECHNIQUE
90/110.000 F.
Paris

Une société française (400 personnes) implantée à Paris et dans la plupart des grandes villes de province, réalisant un chiffre d'affaires de 70 millions de francs, dans le domaine du conseil et de la prestation de services d'une certaine technicité, crée un poste d'attaché à la direction technique. Après une formation à la connaissance des produits, le titulaire du poste aura la responsabilité de développer et de dynamiser un service de documentation technique interne. Par la suite, il prendra progressivement part à l'harmonisation des méthodes techniques et de contrôle et à l'animation de séminaires de perfectionnement interne. Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement technique supérieur (ENAM ou similaire), âgé d'au moins 30 ans, ayant une expérience acquise dans le domaine des études et de la mise en œuvre d'investissements (ingénieur) industriels et immobiliers. Déplacements courts mais fréquents sur le territoire français. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B.9280.

DIRECTRICE DU PERSONNEL
Magasin
90.000 F. +

Marks and Spencer, chaîne de distribution des produits St-Michel possédant 252 magasins en Grande Bretagne et déjà implantée à Bruxelles, Paris et Lyon, recherche en vue de son développement en France des directrices du personnel. Chacune placée sous l'autorité d'un directeur de magasin et déterminant les besoins en personnel sera chargée du recrutement, de la répartition des effectifs, des évaluations de postes, des promotions et de l'organisation de la formation. Elle sera en outre responsable des services sociaux. Le poste sera confié de préférence à une femme âgée de 28 ans au moins, connaissant bien l'anglais, le droit du travail et la législation sociale. Elle justifiera d'une expérience de la fonction acquise pendant plusieurs années à un poste comparable dans une société employant une majorité de personnel féminin. Ecrire à A. Leclercq, réf. B.8098.

Pour chacun de ces postes adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise sans autorisation préalable des candidats.
73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS - Tél. 266.04.93 - 11, PL. A. BRIAND 69003 LYON - Tél. (78) 62.08.33
Europe - Amériques Nord et Sud - Afrique - Australie - Moyen et Extrême Orient

ÉDUCATION

LA RENTRÉE SCOLAIRE

DANS SON ENQUÊTE ANNUELLE

La Confédération syndicale des familles évalue à 11 % la hausse des fournitures

La Confédération syndicale des familles (C.S.F.) vient de dresser, comme chaque année à la veille de la rentrée scolaire, un tableau des dépenses des parents d'élèves. Elle a constaté une hausse de 11 % en moyenne contre 9 % l'an dernier.

Mme Françoise Villiers, secrétaire confédérale, responsable du secteur éducation scolaire, a constaté au cours d'une conférence de presse, lundi 4 septembre, que l'aide de l'État ne cesse de se dégrader et que, notamment, la gratuité des manuels scolaires, prévue par la réforme Killy, n'était pas effective. Sur ce point, les estimations de la C.S.F. font ressortir que les manuels gratuits, mais allégés pour des raisons d'économie, sont devenus insuffisants. Il faut donc recourir à une documentation supplémentaire aux frais des parents. La qualité médiocre des ouvrages qui doivent être utilisés pendant quatre ans, les rend inutilisables après deux ou trois années. Les établissements font de plus en plus payer des amendes aux élèves qui détériorent ces manuels trop fragiles « offerts » par l'État.

La qualité n'est pas meilleure en ce qui concerne les fournitures scolaires en vente dans les magasins à prix réduits. Certains fabricants de matériel scolaire ont tenté de profiter de la hausse des matières premières pour augmenter leurs prix, mais les familles hésitent à des dépenses de plus de 100 F pour des articles plus solides. D'après les calculs de la C.S.F., le budget moyen pour une entrée en matière, établi sur les fiches de frais remplies par les parents et les sondages des correspondants, s'élève à cette année à 600,15 F. Les classes de seconde des lycées techniques battent les records avec une dépense moyenne de 1 068,15 F par élève. Ces dépenses d'équipement pèsent lourdement sur les budgets les plus modestes. Si l'on ajoute les transports, les cantines et les activités extra scolaires, les frais de rentrée représentent 41 % du revenu mensuel pour une famille de trois enfants et dont les ressources seraient de 4 787 F.

« Si je vous disais que cette audience a levé toutes les difficultés, vous ne me croiriez pas », a déclaré M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), à l'issue d'une longue rencontre avec M. Christian Bouffier, ministre de l'éducation, mardi 5 septembre. « Mais il y a des points positifs, a-t-il ajouté, en relevant tout d'abord « une affirmation plus claire, de la part du ministre, de la nécessité de mieux préparer les jeunes à un métier. Il semble plus net que le ministre veuille prendre mieux sa charge dans la préparation à la vie professionnelle et veuille développer les enseignements technologiques sous la responsabilité du service public. Les discussions continuent sur ce point et la FEN espère parvenir à un accord avec le ministre sur la satisfaction également sur la volonté du ministre d'augmenter le rôle et la place du maître de l'éducation, c'est-à-dire des enseignants, dans la formation continue des adultes, et de s'attaquer enfin à la formation permanente des personnels d'éducation enseignants ou non. »

« La situation des maîtres auxiliaires... Les réserves de M. André Henry concernent la situation des personnels non titulaires et surtout des maîtres auxiliaires de second degré. Il n'y a pas eu de transformation d'emplois en postes définitifs et les discussions traitent... La FEN a renouvelé ses protestations contre la concurrence anormale des Centres de formation d'apprentis (C.F.A.) gérés par le patronat à l'égard du service public de l'éducation nationale. »

« Les effectifs trop chargés en maternelle, dans les classes d'enfants handicapés, le problème de l'équipement des établissements, le service social et la santé scolaire sont d'autres points névralgiques au sein de la FEN, le plus grand étant, enfin, celui du budget 1979, un budget de pénurie qui ne permettra aucunement au nouveau ministre de l'éducation de mener la moindre politique d'amélioration qualitative du service public. M. André Henry a donc réitéré, au cours de sa rencontre avec le ministre, les revendications de la FEN concernant des luttes dans les prochains mois. »

LES REVENDICATIONS DE LA C.G.T.

Dans une lettre adressée, le 1^{er} septembre, à M. Christian Bouffier, ministre de l'éducation, la C.G.T. rappelle ses revendications « tendant à envoyer le processus métrique chaque année des centaines de jeunes sans formation dans le marché du travail ». La lettre, signée par André Allamy, rappelle sur ce point les revendications de la confédération : notamment « la suppression de toutes les formations partielles (préapprentissage Roger, classe préparatoire préprofessionnelle de niveau (C.P.F.N.), classe préparatoire à l'apprentissage » et la mise en œuvre de toutes les places dans les lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.). La C.G.T. demande au ministre de prévoir des mesures pour accueillir dans les internats tous les enfants des lycées de deux ans et pour « rapprocher les effectifs scolaires du maximum pédagogique, soit vingt-cinq élèves par classe ». Plusieurs mesures d'ordre social sont aussi rappelées : la réduction de la pension et de la demi-pension et des activités périscolaires pour les enfants de chômeurs et gratuite complète des voyages de formation et de transports. L'ensemble des propositions avait été soumis à M. Bouffier au cours d'une entrevue le 3 juillet. « La rentrée est proche, et nous réitérons à ce jour nos revendications sur les éléments d'urgence pour créer cent mille places dans les lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.). »

La « relance » de l'éducation physique et sportive

- Les syndicats protestent
- M. Soisson invite les enseignants au dialogue

Le « plan de relance » de l'éducation physique et sportive présenté le 31 août par M. Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs (Le Monde du 2 septembre), continue de susciter des réactions.

« Pour le Syndicat national de l'enseignement de l'éducation physique et sportive (SNEEPS-FEN) qui regroupe les professeurs adjoints (titulaires et non titulaires) — totalité des mesures — constituent un ensemble de dispositions antisociales qui caractérisent le refus de des professeurs adjoints en nombre suffisant. »

« Le Syndicat national des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs (S.N.I.J.S.L.) se réjouit que le ministre ait pu obtenir un engagement de crédits de 60 millions de francs, mais il estime que « les mesures arrêtées, sans que les inspecteurs aient été ni consultés ni informés, sont prises à un moment qui rend l'application extrêmement difficile voire inacceptable ». Elles sont « irréalistes car l'augmentation du nombre d'heures d'enseignement n'est pas assortie d'une augmentation des moyens correspondants. »

« L'appel du ministre... Pour sa part, M. Jean-Pierre Soisson, au cours de son allocution à l'université d'été du P.E. à Nice, a lancé un appel aux enseignants : « Au-delà de l'enseignement de la littérature, je souhaite ouvrir un dialogue avec les organisations d'enseignants — et notamment avec la Fédération de l'éducation nationale — sur les éléments d'urgence de l'éducation physique et sportive. L'éducation physique représente une dimension de l'éducation, l'une des plus importantes. Elle doit être présente dans tous les cursus et intéresser tous les élèves. (...) La situation des professeurs adjoints d'éducation physique me paraît mériter une attention particulière. Je propose donc qu'un groupe de travail soit créé, auprès du directeur de l'éducation physique et des sports, pour examiner les propositions de revalorisation qui m'ont été présentées. »

« Pour les enfants, avec les enseignants, c'est le sens du plan de relance de l'éducation physique. Je souhaite qu'il soit débattu dans un climat de confiance », a conclu le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

B.T.S.
Comptabilité et gestion des entreprises
Gestion et Exploitation de centres informatiques
Secrétariat de direction et typographie
Ecole Privée
FAX
6 rue d'Amsterdam 874.95.89
94 rue St-Lazare 874.56.89

La FEN chez M. Bouffier

SATISFACTION ET RÉSERVES

« Si je vous disais que cette audience a levé toutes les difficultés, vous ne me croiriez pas », a déclaré M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), à l'issue d'une longue rencontre avec M. Christian Bouffier, ministre de l'éducation, mardi 5 septembre. « Mais il y a des points positifs, a-t-il ajouté, en relevant tout d'abord « une affirmation plus claire, de la part du ministre, de la nécessité de mieux préparer les jeunes à un métier. Il semble plus net que le ministre veuille prendre mieux sa charge dans la préparation à la vie professionnelle et veuille développer les enseignements technologiques sous la responsabilité du service public. Les discussions continuent sur ce point et la FEN espère parvenir à un accord avec le ministre sur la satisfaction également sur la volonté du ministre d'augmenter le rôle et la place du maître de l'éducation, c'est-à-dire des enseignants, dans la formation continue des adultes, et de s'attaquer enfin à la formation permanente des personnels d'éducation enseignants ou non. »

La situation des maîtres auxiliaires

« Les réserves de M. André Henry concernent la situation des personnels non titulaires et surtout des maîtres auxiliaires de second degré. Il n'y a pas eu de transformation d'emplois en postes définitifs et les discussions traitent... La FEN a renouvelé ses protestations contre la concurrence anormale des Centres de formation d'apprentis (C.F.A.) gérés par le patronat à l'égard du service public de l'éducation nationale. »

CULTURE

Panorama caraïbe

(Suite de la première page.)

Il fallait alors cette littérature dans un contexte plus vaste, dans le cadre de l'histoire des îles, dans son rapport avec le France, d'une part, et l'Afrique, de l'autre, mais aussi dans son ambition et ses rêves, ses contradictions et ses certitudes.

Jack Corzani a bon sens volontairement son examen à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Guyane, c'est-à-dire aux petites Antilles françaises, parce que ces îles partagent un destin commun, lurent ensemble colonies, et sont ensemble départements. Meil, par exemple, échappe à cette communauté, s'en évade dès 1903.

D'autre part, l'auteur laisse peu, dans son essai, paraître la production en langue créole, qui est, il est vrai, une littérature orale, appartenant à un langage contesté (2). Le créole est tenté par une dévotion du français, parole du maître et des békés ; tantôt comme syntaxiquement proche de l'français : le discours créole est, à la fois, avec de domestiquer et rebours aux racines mythiques.

SPORTS

STRASBOURG EN TÊTE DU CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL

Un commando vingt fois invaincu

Vainqueur du Paris-Football-Club par 1 à 0, le Racing-Club de Strasbourg a disputé, mardi 5 septembre, au Parc des Princes, son vingtième match consécutif sans connaître la défaite en championnat de France de première division.

Invaincus dans cette épreuve depuis le 11 février dernier, les Alsaciens occupent actuellement, après les neuf journées du championnat 1978-1979, la première place du classement avec trois points d'avance sur Bordeaux, Saint-Etienne et Metz.

Pour un club qui, depuis 1945, a changé sept fois de président et vingt-cinq fois d'entraîneur en trente-trois ans, qui ne compte à son palmarès que deux victoires en finale de la Coupe de France en 1951 et en 1966, et qui opérait encore en deuxième division voici à peine plus d'un an, une telle continuité dans la réussite est un événement exceptionnel.

Après l'euphorie de l'accession et la qualification, dès la première année, parmi l'élite française, pour la Coupe de l'Europe des associations de football (UEFA), grâce à une troisième place en championnat, la saison 1978-1979 devrait être celle de la confirmation et de la consolidation du travail entrepris depuis un an par Gilbert Gress, l'entraîneur strasbourgeois.

Doté des pleins pouvoirs dans le domaine technique et pour le recrutement grâce à l'habilité qui le lie depuis plus de vingt ans à M. André Bord, l'ancien ministre et actuel président général du club, Gilbert Gress, entend bien faire du Racing une équipe à son image.

« Une époque où le football professionnel français n'était pas très coté à l'exportation, ce petit Alsacien se avait réuni par son sérieux et son travail, devenu durant quatre ans et demi une des vedettes de Stuttgart et du difficile championnat de la République fédérale d'Allemagne, au point d'être sollicité par le Bayern de Munich à l'apogée de sa gloire.

De fait, la condition physique des joueurs alsaciens, leurs automatismes, leur solidarité sur le terrain et leur vivacité, de plus en plus, rappellent ceux d'un véritable commando. « Tout le monde doit être disponible pour l'attaque quand on est en possession du ballon, estime Gilbert Gress, mais tout le monde doit aussi défendre pour le récupérer. Je ne crois pas à la spécialisation abusive. »

Ces principes, directement inspirés de ceux de l'Ajax d'Amsterdam, ont permis au Racing de Strasbourg de remporter, le 11 septembre, son vingt-cinquième match consécutif sans connaître la défaite en championnat de France de première division. Le Racing-Club de Strasbourg a battu le Paris-Football-Club par 1 à 0, au Parc des Princes, mardi 5 septembre.

« Un footballeur professionnel a des devoirs, mais des devoirs », estime-t-il. Dès lors, s'il a obtenu pour ses joueurs de meilleures conditions d'entraînement et de déplacement (hôtels de luxe et avions pour tous les matchs à l'extérieur), il exige d'eux une disponibilité totale pour leur préparation physique et technique.

« Un footballeur professionnel a des devoirs, mais des devoirs », estime-t-il. Dès lors, s'il a obtenu pour ses joueurs de meilleures conditions d'entraînement et de déplacement (hôtels de luxe et avions pour tous les matchs à l'extérieur), il exige d'eux une disponibilité totale pour leur préparation physique et technique.

« Un footballeur professionnel a des devoirs, mais des devoirs », estime-t-il. Dès lors, s'il a obtenu pour ses joueurs de meilleures conditions d'entraînement et de déplacement (hôtels de luxe et avions pour tous les matchs à l'extérieur), il exige d'eux une disponibilité totale pour leur préparation physique et technique.

« Un footballeur professionnel a des devoirs, mais des devoirs », estime-t-il. Dès lors, s'il a obtenu pour ses joueurs de meilleures conditions d'entraînement et de déplacement (hôtels de luxe et avions pour tous les matchs à l'extérieur), il exige d'eux une disponibilité totale pour leur préparation physique et technique.

« Un footballeur professionnel a des devoirs, mais des devoirs », estime-t-il. Dès lors, s'il a obtenu pour ses joueurs de meilleures conditions d'entraînement et de déplacement (hôtels de luxe et avions pour tous les matchs à l'extérieur), il exige d'eux une disponibilité totale pour leur préparation physique et technique.

VOILE

LE N° MICRO-CUP A DEAUVILLE

Créée l'an dernier et disputée à Lorient, la Micro-Cup, qui se termine samedi 9 septembre, oppose ainsi, dans le Manche, onze bateaux de série et dix prototypes.

A l'issue, des deux premières épreuves courues par vent faible, la première place au classement général provisoire est occupée par le prototype Nuits-Blanches, de à Jean-Louis Nott, et remporté par Raymond Ancois. Il devance Babouin et Pétroleux-Baba, deux « cap-haba » de série déclassés par Jean Berret. Parmi les trois épreuves restant à disputer figure une course de 25 milles qui, affectée du coefficient 2, passera lourdement dans le résultat final. — Y. A.

GERARD ALBOUY.

PREMIERE DIVISION

(Tableau de classement provisoire de la première division de football de France)

LE DÉPARTÉMENTALISME EN ANTIILLES

l'accession au pouvoir de divers partisans de la « négritude », comme le docteur Duvalier, à Haïti, en 1957, et ce qui devait s'en suivre, montrèrent les faiblesses d'une idéologie à la fois trop floue et trop exclusive. La critique la plus radicale de la négritude fut le fait, par ses écrits et par ses actes, de Frantz Fanon.

Mais il est vrai que Fanon abandonna les Antilles, se vouant à une fois à la fois à l'Algérie, critique du colonialisme de l'Occident, et dans les feux d'une action extrêmement brûlante. Il était facile, il est facile, après coup, d'accuser Césaire parce que Césaire a accompli le « oui » au référendum de 1958. Il s'agirait, peut-être, de rassembler toutes les pièces du dossier et d'examiner l'état d'esprit de la population au sein des promesses du nouveau pouvoir français. André Malraux, qui fit, à cette occasion, un voyage aux Antilles, devota fort bien — dans ses Antilles — les circonstances d'elles.

La double littérature des petites Antilles continua de se faire : d'un côté, une production régionaliste (parfois progressiste, il est vrai) due aux békés ou aux « négres blancs » ; de l'autre, une littérature « nègre » (suivant la définition de Roger Bastide) : qui est d'origine africaine mais non puritainement africain, voilà le « négro » qu'illustrèrent René Nègre, avec Bataillon (1921), Paul Nègre, Michèle Lacroix, avec Cajo (1961) et d'autres romans, Alm Césaire, Edouard Glissant, Vincent Pacely, avec l'Eau-de-mort guilvine (1973), et bien d'autres. A cette littérature nègre, il convient par-dessus tout d'ajouter des Antillais d'adoption, comme ce fut jadis le cas pour Jean Gaimon (Un mort vivait parmi nous dans de 1929), et plus récemment pour Salvat Elchard et pour André Schwartz-Bart dans le cycle qui s'intitule en compagnie de sa femme Stéphanie.

L'histoire devait avoir raison de la « négritude », qui se révéla, à la lumière des faits, inacceptable. L'accession au pouvoir de divers partisans de la « négritude », comme le docteur Duvalier, à Haïti, en 1957, et ce qui devait s'en suivre, montrèrent les faiblesses d'une idéologie à la fois trop floue et trop exclusive. La critique la plus radicale de la négritude fut le fait, par ses écrits et par ses actes, de Frantz Fanon. Mais il est vrai que Fanon abandonna les Antilles, se vouant à une fois à la fois à l'Algérie, critique du colonialisme de l'Occident, et dans les feux d'une action extrêmement brûlante. Il était facile, il est facile, après coup, d'accuser Césaire parce que Césaire a accompli le « oui » au référendum de 1958. Il s'agirait, peut-être, de rassembler toutes les pièces du dossier et d'examiner l'état d'esprit de la population au sein des promesses du nouveau pouvoir français. André Malraux, qui fit, à cette occasion, un voyage aux Antilles, devota fort bien — dans ses Antilles — les circonstances d'elles.

UN...
C...
L...
M...
P...
R...
S...
T...
U...
V...
W...
X...
Y...
Z...

L'histoire et l'espace de la France

Les nouvelles dimensions du patrimoine

Il y aura un siècle, l'an prochain, disparaissait une des grandes figures du dix-neuvième siècle, Eugène Viollet-le-Duc. Sa vision puissante du Moyen Âge, ses travaux de restauration, sa pratique autoritaire, sa théorie élevée de l'architecture, ont exercé une action profonde sur le patrimoine français. Il n'est pas sûr qu'on l'ait toujours exactement apprécié. Il a mis sa marque sur un grand nombre de chefs-d'œuvre de la France, de la cathédrale de Reims à la chapelle de la Vierge, de la cathédrale de Paris à la cathédrale de Clermont-Ferrand, mais de telle sorte qu'on est obligé de s'interroger à la fois sur ce que ses initiatives ont préservé et sur ce que son intransigeance doctrinaire a coûté. Il ne s'agit plus de discuter s'il a eu tort ou raison de « restaurer » l'église de la Vierge, de la cathédrale de Reims, de la cathédrale de Clermont-Ferrand, de la cathédrale de Paris, de la cathédrale de Clermont-Ferrand, mais de telle sorte qu'on est obligé de s'interroger à la fois sur ce que ses initiatives ont préservé et sur ce que son intransigeance doctrinaire a coûté. Il ne s'agit plus de discuter s'il a eu tort ou raison de « restaurer » l'église de la Vierge, de la cathédrale de Reims, de la cathédrale de Clermont-Ferrand, de la cathédrale de Paris, de la cathédrale de Clermont-Ferrand, mais de telle sorte qu'on est obligé de s'interroger à la fois sur ce que ses initiatives ont préservé et sur ce que son intransigeance doctrinaire a coûté.

de marque ancienne, la relation juste et le bon usage. L'histoire est inscrite dans les pierres », disait un grand ministre de Louis-Philippe. Bien sûr, et avec quelle force ! Règles, généalogies, péripéties, guerres et péripéties surgissent de ces objets magiques : un château fort, une abbaye, le dos-d'âne d'un pont du treizième siècle, les tours, les tombeaux. Conduits de « monument » en « monument », grâce au service créé par Grégoire et animé par Viollet-le-Duc, les visiteurs en caravane ont l'occasion de réviser l'histoire de France. Mais pour nous qui nous intéressons maintenant au « contenu » de l'histoire, au vécu des générations, aux pratiques de la vie et de la mort, aux constantes aux ruptures de l'expérience, au « non-événementiel » (pour garder ce terme plus ou moins heureux de l'école des Annales), n'est-il pas temps d'ajouter au récit historique la considération de l'espace, de saisir dans le patrimoine une organisation précise du sol, un système de formes et de structures qui surplombent la durée ? Bref, de la lire aussi selon la dimension première de la vie : l'éternité ou, pour être moderne, l'aménagement.

Les plans fantaisies, les erreurs de proportion et l'oubli des assemblages, dans une mesure telle que les conseils pourraient s'interroger longtemps sur les causes de ce « mal français ». Il durera tant qu'on ne voudra pas être sérieux et actualiser avec simplicité un savoir tout proche, celui qui s'exprime dans les programmes et les solutions de notre fonds « spatio-architectural » (qu'on nous passe ce terme) : nous habitons les mêmes lieux, à l'intérieur des mêmes horizons. Le mérite, l'intérêt, l'utilité du patrimoine est de nous ouvrir les yeux sur ce qui est.

frais. Des équipes bénévoles débroussaillent les ruines féodales. La magie du passé s'exerce (Le Monde du 26 août 1978). On voit un peu partout des chapiteaux romains et des statues gothiques. Votre patrimoine est apprécié. Est-ce si sûr ? On a concentré tout l'effort au siècle dernier sur l'« édifice des monuments », en laissant la reste aux bons soins des municipalités et des particuliers, qui en ont fait le plus souvent ce que nous savons. L'intérêt actuel pour les petits éléments épars, les formes naïves, les structures pauvres, avec son accompagnement de brocante en bac, les ex-voto des chaînes de Rocamadour, ont aussi la leur. Un chiffonnier indépendant, qui en savait long sur la vigne et les poissons, prend presque autant d'importance que le saint évêque Desiderius du temps de Dagobert. L'espace avec ses pics et ses appuis humains compte plus que la durée. La province contient l'histoire.

Quelque chose semble avoir changé depuis peu : la relation des Français avec la diversité physique, la configuration inépuisablement variée de leur pays. Au temps de l'exode, de l'occupation, des refuges et des maquis, le Vercors, le Gévaudan, le Quercy, n'étaient plus des rochers pour touristes originaires, mais des asiles. « C'est alors qu'un peu partout — écrit justement Pierre Grimal — les « villages aux châteaux » prospèrent plus que jamais leur raison d'être. » Pour les paysans qui se remettent à des pratiques d'économie fermée, n'étant plus au service des villes. Pour beaucoup d'autres aussi. Rappelons-nous.

Est patrimonial l'édifice, le complexe d'architecture, le tracé, qui, dans le cadre de nos vies, révèle et symbolise la lenteur de l'histoire, la longue durée. Faussant apparaître l'apport simple et concret des générations, cette intuition, et elle seule, a le pouvoir de compenser la sécheresse et l'aménité de la civilisation industrielle. Ce n'est donc pas une chasse supplémentaire d'objets pittoresques ou amusants à offrir à la consommation sous la rubrique du tourisme et des loisirs. Même si cette dévotion est dans l'ordre des choses. C'est l'ensemble des repères inscrits dans le sol et dans les paysages, dont chacun saisit à sa manière la portée. A travers les reconstructions multiples de l'expérience, les fabulations de l'enfance, les redécouvertes, le déplaisir des disparitions, ce qui se cristallise dans l'esprit et dans le cœur compose le fonds grave et poétique dont a besoin, sans trop le savoir, ou peut-être en le sachant, toute société. Et celle-ci plus qu'aucune autre, semble-t-il.

Comment on paie une dette d'homme

Tous les pays d'Europe ont su tirer parti de leur diversité géographique et humaine. Le drame pour la France est qu'on peut se demander si l'originalité provinciale a encore un sens, sauf justement dans le domaine incontesté et gentil du patrimoine. Les enquêtes officielles décrivent les petites sociétés du Châtillonnais ou de l'Alsace, en s'attachant aux traits ethnographiques qui disparaissent. Mais y a-t-il encore place pour une appréhension plus directe des choses, ne versant ni dans l'archéologie qui isole, ni dans la « typologie » à la mode qui falsifie, ni dans le sentimentalisme des berceaux ? Pour prendre un exemple, on est heureux de rencontrer dans le Quercy de Pierre Grimal une belle et tranquille analyse de cette entité essentielle, mais imperméable au passant qu'est un terroir (1).

Est bien justement. Ces indications, comme tous les exposés plus ou moins obliques, la présentation de Jean XXII, par exemple, pape du quatorzième siècle, qui ne fit pas pour sa ville de Cahors, ne veulent être qu'un éclairage oblique sur les perma-

neous. D'abord la terre, les réalités qui se découvrent dans les parties de pêche ou les visites attentives aux bergers des Causse — troupeaux de brebis, non de moutons — et aux « laboureurs » de la vallée du Lot, selon une alternance de haut pays et de bas pays, qui est valable pour beaucoup d'autres régions. Chose frappante, ce sens de l'environnement local n'est pas moins sensible chez un autre Cadurcien, Jean Fourastié (2). Certes, on rencontre une cathédrale et quelques châteaux, mais, si l'on ose dire, à leur place ; les fourrés de Saint-Géry, les pêches en bac, les ex-voto des chaînes de Rocamadour, ont aussi la leur. Un chiffonnier indépendant, qui en savait long sur la vigne et les poissons, prend presque autant d'importance que le saint évêque Desiderius du temps de Dagobert. L'espace avec ses pics et ses appuis humains compte plus que la durée. La province contient l'histoire.

Est patrimonial l'édifice, le complexe d'architecture, le tracé, qui, dans le cadre de nos vies, révèle et symbolise la lenteur de l'histoire, la longue durée. Faussant apparaître l'apport simple et concret des générations, cette intuition, et elle seule, a le pouvoir de compenser la sécheresse et l'aménité de la civilisation industrielle. Ce n'est donc pas une chasse supplémentaire d'objets pittoresques ou amusants à offrir à la consommation sous la rubrique du tourisme et des loisirs. Même si cette dévotion est dans l'ordre des choses. C'est l'ensemble des repères inscrits dans le sol et dans les paysages, dont chacun saisit à sa manière la portée. A travers les reconstructions multiples de l'expérience, les fabulations de l'enfance, les redécouvertes, le déplaisir des disparitions, ce qui se cristallise dans l'esprit et dans le cœur compose le fonds grave et poétique dont a besoin, sans trop le savoir, ou peut-être en le sachant, toute société. Et celle-ci plus qu'aucune autre, semble-t-il.

Correspondance

PETITE CUILLÈRE ET CATHÉDRALE

Un lecteur de Paris, qui désire conserver l'anonymat, nous adresse le texte suivant à propos de la qualité souvent contestable de certaines restaurations, bénévoles ou non, et à propos des limites quantitatives auxquelles risque de se heurter la conservation du patrimoine français :

La vie de nos monuments est pauvre — comme celle de certains chefs d'État — malade, à tout prix, au-delà des limites permises par la décence.

Les civilisations sont mortelles ; la nôtre se veut du troisième âge ; nous conservons — et mal — les reliques du passé à forte d'onguents et de prostribes ; nous gérons un présent que nous contribuons mal au profit d'un passé maquillé outrageusement pour faire croire — mais à qui — qu'il respire encore. Les monuments historiques participent à cette revue du Châtelet ; la pierre n'est plus bien souvent ce qu'elle était, l'histoire, du carton-pâte et le document historique, un roman de Michel Zévaco !

La France a fait ses choix financiers — sur lesquels elle pourrait naturellement revenir — mais, quels qu'ils soient un jour, le passé est un gouffre dans lequel nous pourrions engloutir des crédits militaires.

En devenant ministre de la culture, Malraux avait sans doute choisi dans le passé : le Triadou et le Louvre contre toutes les petites églises de France qui ont tant mérité. Mais à ce choix il avait ajouté une décision : la création de l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France, dont il voulait qu'il constituât les archives artistiques de la France ; le « cadastre artistique » de la culture remédial aux outrages du temps, à la pénurie ou à la pingrerie de la finance en assurant la conservation ou au pas de trente mille monuments historiques, pâle reflet déformé de ce que furent les cultures

des siècles passés, mais l'ensemble du patrimoine, « de la petite cuillère à la cathédrale ». Conservation, oui, mais au-delà du béton et du pastiche, conservation de l'âme des choses, « musée imaginaire » d'un passé collectif, l'Inventaire allait sauver de l'oubli ce qu'il n'était pas décent, ce qu'il n'était plus honnête de faire survivre.

Près de quinze ans après, le même choix est offert ; par cette création d'une direction du patrimoine historique qui regroupe les monuments historiques, les fouilles archéologiques et l'Inventaire, l'État doit faire le choix qui correspond aux ambitions nationales d'un pays de vieille civilisation : conserver en mémoire le passé sans anesthésier le présent — et l'architecture et l'urbanisme, — sans poursuivre l'ambition archaïque — qui naquit presque avant la photo et si longtemps avant l'ordinateur — d'une conservation strictement matérielle qui n'est qu'un gouffre financier, qu'une réussite esthétique douteuse, qu'une hérésie historique — qu'en est-il du document Notre-Dame de Paris, du document Saint-Front de Périgueux après Viollet-le-Duc, après Abadie ?

Par l'étude archéologique, artistique, historique, par la photographie, par l'analyse documentaire, qui seule permet le traitement de la multitude des informations, et par la photogrammétrie, qui permet d'archiver avec finesse et certitude la forme objective et les dimensions des édifices, la direction du patrimoine peut avoir les moyens de son ambition si elle admet que le sacré de la culture passe avant tout par un « microfichage » intellectuel et que l'enthousiasme est ici parfois une pitie légitime et un mal nécessaire pour sauver matériellement l'essentiel et préserver l'ensemble d'un patrimoine dévoré par le temps.

Festival Estival de Paris
EGLISE St-SULPICE
13 septembre à 20 h 30

JEAN GUILLOU
orgue (Disques Philips)
Reubke, Dupré, Guillou

JUSQU'AU 5 OCTOBRE
REMZI
Peintures de 1946 à 1978
MUSÉE DU CHATEAU DOURDAN - ESSONNE
Tous les jours sauf mardi
10 h. à 12 h. - 14 à 18 h.

« LA DÉCOUVERTE DU CORPS HUMAIN »
Jusqu'au 15 septembre 1978
MUSÉE DE L'HOMME
Palais de Chaillot
Tous les jours, sauf mardi de 10 à 18 h.
les samedi et dimanche

Reunion des musées nationaux
Derniers jours :
Grand Palais
De Renoir à Matisse
22 chefs-d'œuvre des musées soviétiques et français
jusqu'au 18 septembre

Musée national des arts et traditions populaires
Jules Romain
l'histoire de Séjipion
jusqu'au 2 octobre

Musée national des arts et traditions populaires
L'homme et son corps dans la société traditionnelle
jusqu'au 2 octobre

GALERIE BRISTEUIL
11, rue Ondinot, Paris (7^e)
du 13 au 26-9 (après-midi)
Sculptures modernes de DENISE ROGER

MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL
SCULPTURES ROMANES DE TOULOUSE
JUSQU'AU 23 NOVEMBRE
de 10 h. à 18 h. - FERMÉ LE MARDI
NICE

GALERIE DROUANT
52, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - 265-79-45
YVERGNIAUX
Du 7 au 21 septembre 1978

GALERIE JEAN CAMION
2, rue de Valenciennes - Paris
RENÉ LAUDE
du 3 au 24 septembre

EXPOSITION DE L'ART QATARI
MUSÉE D'ART MODERNE
7-20 SEPTEMBRE

MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL
NICE
Concert F. SCHUBERT :
Lieder, le Père sur le rocher
Elly AMELING (soprano)
Dallan BALDWIN (ténor)
Michel LETNIEC (clarinette)
Réservation : Tél. (93) 81-75-75

An Evening with
VICTOR BORGE
Special Guest :
MARYLYN MULVEY
Performance in English
MARDI 12 septembre
Théâtre des Champs-Élysées
21.00h
Tél. 225.44.36

GALERIE ARIEL
140 bd. Haussmann Paris 8^e 227 13 09
PARIS LES ANNEES "50"
4 septembre - 4 octobre

LOCATION OUVERTE
THEATRE MOGADOR
HENRI VARNA
Maitre Punilla Valel & son Matin
Brecht Lavauday
FESTIVAL D'AUTOMNE
278.10.00
THEATRE MOGADOR
285.28.80
FNAC-AGENCES

A PARTIR DE 7
THÉÂTRE LA BRUYÈRE
5, r. La Bruyère (M^o République)
LES FOLIES
de
SAMEDI SOIR
Comédie de
MARCEL MITHOIS
GENE STONE
Mise en scène
JACQUES ROSNY
avec
ODETTE LAURE
MARTINE SARCEY
PIERRE MAGUELON
JACQUES ROSNY
LOCATION THEATRE : 014-70-09
et AGENCES

Je suis de 1950

سورة الاحقاف

Matrimoine

Un livre sur Mark Rothko

Un Watergate de l'art ?

Qu'un héritage soit souvent l'occasion de brouilles, de procès, voire d'escroqueries, rien de plus banal ; mais que le défunt soit l'un des plus célèbres peintres américains, Mark Rothko, et que le principal acteur de ce qui pourrait n'être qu'une farce dans le genre de Regnard soit la maison Marlborough, une des deux ou trois plus importantes galeries de peinture du monde, voilà que l'affaire prend une autre dimension.

résumer : sept années de bagarres juridiques — le suicide de Rothko date de février 1970, l'arrêt définitif de la cour d'appel de New-York donnant raison à la fille du peintre et condamnant la galerie Marlborough à près de 9,3 millions de dollars d'indemnité est de novembre 1977 — les méandres de la procédure américaine, le savant labyrinthe des affaires de Frank Lloyd, le patron de Marlborough, égarant quelquefois le lecteur qui ne retrouve plus son chemin entre le Liechtenstein, les comptes à numéro en Suisse et les entrepôts de Toronto ou de New-York. Mais le voyage vaut le peine d'être fait, dans ce curieux « monde de l'art » qui ressemble singulièrement à celui des romans policiers.

si non pour de rapides voyages de dévouement au Canada ! Tout cela est fort intéressant, mais ce n'est après tout qu'une variation artistique des scandales de la Garantie foncière et autre « Reine Pécajou » : les Français n'ont rien à apprendre de « M. Marlborough » en ce domaine.

Le plus important est ailleurs, et on peut regretter que Lee Seides ne fait pas toujours dégoûté avec une netteté suffisante : au-delà de l'affaire Rothko, ce sont les conditions d'une carrière artistique aujourd'hui qui, dans ce cas concret, sont, pour la première fois, analysées. Le thème que Mme Raymond Molin consacre à y a quelques années au marché de la peinture moderne trouve ici une illustration qui actualise et la complète.

la demande soignée, celle des quelques dizaines d'amateurs fortunés, que le souci d'obtenir des déductions fiscales, le ennoblement des dépenses ostentatoires et même, quelquefois, le goût de la peinture, poussent à « investir » dans ce secteur hautement spéculatif. Pour cela les tableaux ont besoin de respectabilité. Celle-ci ne s'acquiert plus auprès des rois mais, plus démocratiquement, dans les musées, grâce aux files d'attente des visiteurs — eux aussi pour une part en quête de respectabilité ? Et voilà comment, en 1971 et 1972, les Européens ont pu voir dans les musées de Zurich, Düsseldorf, Berlin, Rotterdam, Londres, Paris (Musée national d'art moderne) une exposition itinérante où, selon Lee Seides, cinquante-sept tableaux sur les soixante-deux présentés sortaient des réserves de la galerie Marlborough et étaient donc à vendre. Bien entendu, frais d'assurances et de transports étaient à la charge des musées, généraux et particuliers. Mais, après les expositions et les articles de journaux, le livre reste la consécration indispensable. Le critique Thomas Hess fut donc chargé de la biographie de Rothko. Où est le mal ?

Comme des ballots de café

Au départ, il y a encore des peintures, pennes ou recouvertes d'une pâte épaisse, immenses toiles oulées, près de huit cents au total, soigneusement gardées à l'atelier ou dans un entrepôt par l'artiste soigneur qui était devenu Rothko à la fin de sa vie. Mais très vite les peintures se mettent à ressembler à des ballots de café que les courtiers changent à la bourse de commerce sans même en avoir respiré l'odeur, et s'empilent « scotch », comme disent, sans doute par antiphrase, les épélateurs. Dans les mois qui suivent la mort de Rothko, la galerie Marlborough achète, en effet, cent tableaux pour 1 800 000 dollars — soit 1 600 000 payables en douze ans sans intérêt — et obtient pour le même durée le dépôt des sept cents autres œuvres, avec une commission de 50 % sur les ventes à des particuliers, de 40 % sur celles conclues avec des marchands. Les exécuteurs testamentaires qui signent ce contrat et avantageux pour la galerie — dès 1970, des tableaux de Rothko ont vendus ou s'entourent de 1 000 dollars — sont aussi, pour

deux d'entre eux au moins, des obligés du directeur de Marlborough : l'un est peintre et l'autre devient, à la même époque, un salarié de la galerie : ceci explique cela !

En six mois, la fondation Rothko, héritière du peintre, a perdu tout contrôle sur l'œuvre, au profit d'une galerie ; en l'absence de prix minimum, celle-ci a la possibilité de vendre à des prix fixés par elle seule, avec les risques inhérents de collusion, de tromperie, de favoritisme, et d'escroquerie pure et simple — toutes choses — difficiles à détecter — ainsi que le constate le juge dans sa décision. En termes d'argent, et c'est l'aspect essentiel de l'affaire, le livre explore les hypothèses — impossibles à vérifier — de ventes fictives entre sociétés du Liechtenstein, hommes de paille divers, dernière lesquels on croit deviner l'omniprésent et rarement visible Frank Lloyd : des tableaux changent apparemment de propriétaire, sans pourtant quitter un entrepôt new-yorkais.

Un « happy end » édifiant

Que Rothko ait voulu que la fondation qui recueillerait son héritage conserve et mette en valeur son œuvre, sur lieu de la vente — si mal — pour verser à quelques artistes des bourses parait désormais presque évident. Mais la peinture a été le premier à commettre bien des imprudences, celle de ne pas préciser par écrit ses intentions, celle d'attendre, un an avant son décès, à Marlborough, quelques œuvres dans des conditions qui pourraient laisser penser que lui seul ne fut pas insensible au charme des comptes à numéro de la Suisse, amie des arts. La victoire finale de la fille de Rothko qui évince les

amis de Marlborough de la fondation — dont elle prend le contrôle, — le restitution par la galerie de plus de sept cents œuvres, semblent composer un « happy end » édifiant : les tableaux vont peut-être pouvoir être exposés ensemble et sortir du circuit commercial ! Mais attendons : il faut quelque force d'âme pour démonter 30 millions de dollars.

JEAN-MARIE GUILHAUME.
* The Legacy of Mark Rothko, par Lee Seides. Holt-Rinehart-Winston, New-York, 1978.

UN PEINTRE MAL ENTENDU

MARK ROTHKO occupe une place à part dans l'histoire de l'art américain. C'est un peintre qui a été appelé à New-York vers la fin des années 40. Comme tous à Manhattan, il peignait la scène urbaine américaine. Le passage de ses peintures figuratives de stations de métro à ces grandes toiles où flottent dans un brouillard épais des couleurs étonnantes sur un fond de peinture atmosphérique n'a jamais été élucidé. Rothko peignait de la chair à la Soufiane et à la Rembrandt, et tout ce qu'il peignait de l'air et de l'eau avec une couleur sans assises. Ses tableaux ne présentent plus d'images. Ils ne renvoient qu'à eux-mêmes et ne donnent à voir que de la couleur délicate, suave, sensuelle, dans un grand silence.

partions de formes et de couleurs. Ce qu'il peignait n'évoque pas quelque personne abstraite de Luce, calme et volupté, le chef-d'œuvre de Matisse, mais exprime (tels les sujets et les actions) des émotions fondamentales — le tragique, l'extase, le destin, la mort.

Le soir, après une journée de travail, il arrive à Rothko de s'asseoir devant ses toiles pour une longue rêverie, comme devant un paysage intérieur. Son expérience de la peinture est religieuse. Selon lui, le lieu idéal pour présenter ses toiles est une chapelle (son vœu a été réalisé après sa mort, dans la chapelle eucharistique de Houston, Texas, construite par John et Dominique de Mendí). Depuis 1961, date de sa rétrospective au Musée d'art moderne de New-York, Rothko n'a plus exposé.

Né à Drinsk, en Russie, en 1903, (ses parents avaient émigré en 1913), Mark Rothko est au plus haut de sa renommée vers la fin des années 50. Son œuvre est un étonnement pictural : on le dit, cette fois, né à Matisse et à Bonnard. C'est un cas dans l'histoire de l'art américain, et il monte un art épre, dur et mental.

Le mysticisme de l'artiste avait, en effet, changé sa peinture. Elle était devenue plus sombre. Le noir envahissait les tableaux et ne devait pas cesser d'y dominer jusqu'à la fin. Les couleurs perdaient de leur sensualité. Les amateurs de Rothko s'interrogeaient, et lui refusait de jeter son œuvre en pâture sur les toiles.

On lui avait commandé, en 1963, une suite de tableaux pour décorer les salles de restaurant à la mode The Four Seasons, dans le Sangham Building, le chef-d'œuvre d'architecture rationaliste de Mies Van Der Rohe qu'on venait d'inaugurer sur Park Avenue. Lorsque le peintre achève ses tableaux — très colorés — il se déclare insatisfait. Il préfère renoncer à la commande et garder ses toiles. Scandale mondain. Mais l'art de Rothko avait déjà pris une direction nouvelle, bien loin des préoccupations de Rothko.

« C'est le moment où le marchand peintre dans cet univers pour ramasser les fruits d'années de doute et d'incertitude. »

JACQUES MICHEL.

Publicité for Alpha-Fnac, featuring 'Prends bien garde aux zeppeles' and 'LA CALLAS, UN AN APRES'.

Publicité for Alpha-Fnac, featuring 'Prends bien garde aux zeppeles' and 'LA CALLAS, UN AN APRES'.

Publicité for CABARETS, featuring 'FETE ALCAZAR' and 'LES 2 MEILLEURES SOIREES DE PARIS'.

Publicité for concerts, featuring 'Radio France' and 'Orchestre National de France'.

Publicité for THEATRE ECOLE DU MIROIR, featuring 'COURS DANIEL MESGUICH'.

Publicité for CIP PALAIS DES CONGRES, featuring 'CHICAGO SYMPHONY ORCHESTRA'.

Publicité for SAMEDI 9 SEPTEMBRE 1er, featuring 'MADELEINE' and 'JEAN PIAT'.

Publicité for LA CALLAS, UN AN APRES, featuring 'Diapason'.

Publicité for LES SOUSCRIPTIONS DE FIN D'ANNEE, featuring 'Diapason'.

Publicité for LE DISQUE A CREDIT, featuring 'Diapason'.

une sélection



Le Dossier 51, de Michel Deville.

cinéma

L'EMPIRE DE LA PASSION

Après la fête des corps, la transcendance des sentiments. Après les fleurs du plaisir, les racines de la fatalité amoureuse. Moins brillant que l'Empire des sens, ce film lui est sans doute supérieur par la richesse de l'inspiration et la tranquille assurance de la mise en scène.

LE DOSSIER 51

Le portrait d'un homme qui n'intéressait jamais dans la réalité, l'adaptation d'une suite de rapports administratifs, de fiches, de documents. Michel Deville a fait avec le livre de Gilles Perrault un film d'espionnage fascinant.

CRIS DE FEMMES

La rencontre d'une tragédienne appelée à jouer la Médée d'Eschyle et d'une infanticide surnommée la « nouvelle Médée ». Tandis que la spec-

taclé s'organise sous nos yeux, la tragédienne en arrive à s'identifier à la criminelle. Mise en scène puissante et généreuse de Jules Dassin. Véhémence et impudeur de Melina Mercouri. Désespoir et folie mystique — parfaitement maîtrisés — d'Ellen Burstyn.

MOLIÈRE

Curieux film, d'une structure très inhabituelle, constitué de quelques grands et longs « clous », quelques morceaux à effets (un carnaval, un théâtre qui vole au-dessus des campagnes, etc.), avec un accompagnement sonore hyper-violent, comme aux grands soirs de l'Olympia. Entre ces morceaux de résistance, des épisodes rapides d'une vie de Molière traités comme une bande dessinée, à gros traits.

MÉLODIE POUR UN TUEUR

Le titre américain est *Fingers* et va mieux au film que cette étiquette pour commercial. Il s'agit bien d'un « policier », mais littéraire, dans le scénario (Toback) glissé sur des ellipses intéressantes. Sauf quand la violence explose, insupportable.

ADIEU PHILIPPINE

de Jacques Rozier
La nouvelle vague avait bien de la chance de faire ce cinéma, elle ne s'enquoyait pas. Il faut courir écouter ce cha-cha-cha-cha, et regarder ce début des années 60 pris sur le vif.

musique

PARIS-BERLIN

Édoulamment laissés de côté par la série « Passage du vingtième siècle », Busoni, Reger, Gerhart, Mühlmann, Honneger, Schönberg, Weill, Hindemith, sortent de l'ombre à l'occasion de la rétrospective Paris-Berlin. C'est une petite sortie « pour voir » et qui n'engage à rien. Illustration seulement d'une démarche esthétique, d'une époque révolue. Conçu dans cet esprit commémoratif, le premier concert, le 12 juillet, était assez sinistre; sept autres sont prévus du 11 septembre au 28 octobre à 18 heures, dans les salles de l'exposition au cinquième étage du Centre Pompidou. On peut espérer que le plaisir de découvrir des œuvres et des compositions trop négligées l'emportera sur la curiosité maladroite qui entoure ces séances d'exhumation musicale.

L'ALSACE

à Niederbronn
« Renseignements et location » en alsacien, cela se dit « cordiale bienvenue », ainsi qu'il est écrit au bas du programme du troisième Festival de musique de Niederbronn-les-Bains, devant le numéro de téléphone de l'office du tourisme : 09-00-61. C'est que les Rencontres internationales d'expression artistique et dominicaine musicale sont un vrai festival alsacien : les soirées de l'Opéra du Rhin pour un concert lyrique le 7 septembre, l'ensemble instrumental La Folie de Mulhouse le 16, l'Orchestre de Strasbourg le 17, le Trio d'Alsace, le 23, l'Orchestre régional de Mulhouse le 24. Et si Mozart, Schubert, Beethoven, ou Gounod ne sont que des Alsaciens d'adoption, on fera comme si on ne le savait pas.

MUSIQUE DE CHAMBRE

à Paris
L'intégrale des trios et quatuors cocoux de Haydn par le Lieder quartet (13 septembre),

un programme Chopin hors des sentiers battus — Trio Polonoise pour violon seul et piano — par le trio Ravel (le 14 septembre), des sonates de Mozart et des Heder de Schubert, accompagnés au piano-forte (les 20 et 22 septembre); mais aussi des soirées plus classiques, et la participation de l'Orchestre Bernard Thomas — le Festival de musique de chambre de Paris ménage adroitement le plaisir de la découverte et le confort des habitudes retrouvées, sans oublier le charme des yeux : Saint-Louis-en-Tile, l'hôtel Carnavalet, Fêtes des Billettes, Saint-Germain-des-Près.

ET AUSSI : A L'ORANGERIE

de Soaux hommage à la musique française. Franck, Fauré, Chausson (vendredi 8 septembre, à 20 h 45) et Musiciens de la cour de Bourgogne, par l'Ensemble Guillaume de Machault, le lendemain, à 17 h 30 (Tél. : 661-08-71, poste 96.) A la Sainte-Chapelle, l'Ensemble Farnassus avec René Jacobs réunit Telemann, Corelli, Dornel et Jean-Sébastien Bach, le lundi 11 septembre, à 20 h 30 et le mardi 12, à 18 h 30 et 20 h 30. Soirée Mozart à Saint-Séverin, le jeudi 14 septembre, à 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dirigé par Alexandre Minkus. Festival de Saint-Léger du 8 au 17 septembre : récital des jeunes grands interprètes internationaux (F. Lodon, C. Katsaris, D. Varsano) et musique de chambre (Sextuor à cordes de Paris, Quatuor Amadeus). (Renseignements : (61) 66-16-22).

expositions

PARIS-BERLIN

au Centre Georges-Pompidou
1900-1933 : Berlin, plutôt que Paris, et c'est tellement mieux ainsi. On avait besoin qu'enfin soit déployé sur les bords de Seine le dossier épais de l'art allemand depuis les débuts de l'expressionnisme à l'une des époques les plus fécondes et désespérées aussi de son histoire. Peinture, architecture, arts appliqués... De *Die Brücke* et *Der Blaue Reiter* à Dada, d'Otto Dix et George Grosz ou Bauhaus et à la Nouvelle Objectivité, violon, réclote, reflux névrotique de la société bourgeoise, préoccupations sociales. Loïn de l'histoire plastique et de la fo-

vie-liberté des créateurs parisiens.

ALBERTO GIACOMETTI

chez Maeght à Saint-Paul-de-Vence
Ce grand rassemblement de sculptures, de peintures et d'œuvres graphiques n'apporte sans doute pas grand-chose de plus à la connaissance de l'artiste. Mais c'est Giacometti le grand, toujours d'actualité avec son angoisse et sa nuit. De l'indétournable : les dessins qu'il a réalisés sur les murs de son atelier, de 1927 à sa mort, et qui ont été détachés.

SCULPTURE ROMANE

DE TOULOUSE
au musée Chevallé à Nice

Avec ses trois gros chantiers : la cathédrale Saint-Sauveur, la basilique Saint-Sernin et le sanctuaire Notre-Dame-de-la-Daurade, Toulouse fut à la fin du onzième siècle et au cours du douzième un grand centre de sculpture. Les témoignages en sont malheureusement rares. Ce qu'il en reste, aujourd'hui conservé par le musée des Augustins, fait l'objet d'une belle exposition à Nice, où l'on peut suivre l'évolution du roman toulousain vers ce qu'on peut appeler une « renaissance ».

LA PEINTURE EN PROVENCE

AU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE
au palais Longchamp à Marseille

Une exposition peu banale. Elle est faite de deux cents œuvres pratiquement inconnues, qui, si l'on en excepte quelques années, étaient conservées dans des conditions lamentables. Aujourd'hui remis en état, ils révèlent des talents originels, tels Michel Serre, Pasquini, Leveux, Pierre Puget, peintres qui se sont épanouis dans cette Provence du dix-septième siècle, corrépondant d'apports nordiques et italiens.

DESSINS DE HANS HARTUNG

aux Sables-d'Olonne

L'aventure de l'abstraction lyrique retracée à travers la rétrospective des dessins d'un précurseur : les premières esquisses et les premiers lais informels d'Hartung datent de 1922, alors que le mouvement n'allait s'épanouir qu'en France qu'après 1950. Une importante exposition mon-

tée par un musée de province dynamique, ouvert à l'art contemporain, et qui ne se contente pas d'une seule exposition par an.

L'ÉCOLE DE PONT-AVEN

au musée de Quimper

Ceux qui, autour de Gauguin, d'Émile Bernard et de Sérusier se sont regroupés, vers l'année 1890, à Pont-Aven ou au Pouldu : Maïtra, Lacombe, Moret, Fülger, pour ne citer que les artistes les mieux représentés à l'exposition. Celle-ci constitue le premier bilan des œuvres appartenues à l'école célèbre consacrées dans les collections publiques et privées de Bretagne. Après Quimper, elle ira à Rennes, puis à Nantes.

ET AUSSI avant leur fermeture

prochaine : De Renoir à Matisse (les chefs-d'œuvre français des musées soviétiques) et Jules Romain, au Grand Palais (l'histoire de Scipion en tapisserie et dessins); Piero della Francesca, au Louvre (un dossier sur le portrait de Malatesta); abstraction création, au Musée d'art moderne de la ville de Paris (la peinture abstraite des années 60); Ippolito, à la Fondation des arts graphiques (le corps sculpté); Dessins d'Alchimy (le plan en liberté sur papier peint); et Léopold, au Centre Georges-Pompidou (un sculpteur cubiste dans les collections nationales); *Aérocages d'été*, au Musée des arts décoratifs (tableaux connus, inconnus et méconnus du musée).

jazz

SUGAR BLUE

à Campagna-Primiera

Revenu de Saint-Tropez, l'harmoniste chanteur Sugar Blue a enfin pu constituer une petite formation de Chicago Blues avec des musiciens rencontrés dans un studio : Vic Pitts à la batterie et Keith Campot à la guitare. Cécile Souage, qui avait jusqu'alors de la guitare en duo avec Sugar, s'est donc mise à la basse. Un vrai son, bien rythmique régulier, voilà qui devrait permettre à l'harmonica diabolique du jeune New-Yorkais de donner toute sa mesure.

SALLES CLASSÉES CINÉMAS D'ART et d'ESSAI (A.E.C.A.E.)

LE SEINE 10, rue Frédéric-Sauton 322-52-42
FESTIVAL ANTHROPOLOGIQUE ET SEXUALITÉ
12 h. 30 : Je, tu, il, elle (Almanac)
14 h. : Anatomie d'un rapport (Moulet)
16 h. 30 : Le Regard (Cristina) (Rouven)
18 h. : Behors medius (Fleischer)
20 h. : Silles (Cotet et Gassman)
22 h. : Cet obscure objet de désir (Bonne)

PANTHÉON 13, rue Victor-Casta 022-15-04
LE COUTEAU DANS L'EAU
de Roman POLANSKI

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1 30, rue Saint-André-des-Arts - 322-48-18
à 12 h. et 20 h.
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa Oshino
à 14 h., 18 h., 20 h., 22 h.
LE JEU DE LA POMME
de Vera CRUYLIERA

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2 30, rue Saint-André-des-Arts - 322-48-18
à 12 h. et 20 h.
PIERROT LE FOU
de Jean-Luc GODARD
à 14 h., 18 h., 20 h., 22 h.
ADIEU PHILIPPINES
de Jacques ROZIER

Et si vous organisez votre prochaine réception au 56^e étage de la Tour Montparnasse
Le Ciel de Paris 538.52.35
De 40 à 300 personnes.
Buffets, cocktails, banquets avec Paris à vos pieds.
Parking sous la Tour.
Documentation sur demande.

OLYMPIA BRUNO COQUATRIX présente
du 7 septembre au 17 septembre 1978
ANTONIO CARLOS JOBIM
VINICIUS DE MORAES
TOQUINHO
MIUCHA
Location au Théâtre de 11 h à 22 h, dans les agences, par téléphone : 742.25.49.

CONCORDE-PATHÉ - GAUMONT-RICHELIEU - SAINT-LAZARE-PASQUIER - MONTPAR-
NASSE-PATHÉ - U.G.C.-ODÉON - CLICHY-PATHÉ - GAUMONT-GAMBETTA - GAUMONT-
CONVENTION - VICTOR-HUGO-PATHÉ - TRICYCLE-ASNIÈRES - GAUMONT-EVRY
PATHÉ-CHAMPIGNY - CYRANO-VERSAILLES - BELLE-ÉPINE-PATHÉ - THYSAIS-AVIATIC -
LE BOURGET

ANOUK AÏMÉE
mon Premier amour
un film écrit et réalisé par ÉLIE CHOURAQUI
le point Exceptionnel : une grande et pure histoire d'amour.
France Soir Film d'une étonnante maîtrise.
Robert CHAZAL
LE MATIN Tout le monde vous le dira c'est un film qu'il faut voir pour Anouk.
Michel PEREZ
RTL Un film très important qu'il faut voir absolument.
Michel DRUCKER

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT
THEATRE D'ORSAY
12 septembre - 10 octobre
Grande Salle Petit Orsay
mer 12 20 h 30 HAROLD ET MAUDE
mer 13 20 h 30 HAROLD ET MAUDE
jeu 14 20 h 30 HAROLD ET MAUDE
ven 15 20 h 30 RHINOCEROS
sam 16 20 h 30 RHINOCEROS
dim 17 15 h RHINOCEROS
dim 17 18 h 30 RHINOCEROS
mer 19 20 h 30 HAROLD ET MAUDE
mer 20 20 h 30 RHINOCEROS
jeu 21 20 h 30 RHINOCEROS
ven 22 20 h 30 HAROLD ET MAUDE
sam 23 20 h 30 HAROLD ET MAUDE
dim 24 15 h HAROLD ET MAUDE
mer 26 20 h 30 RHINOCEROS
mer 27 20 h 30 HAROLD ET MAUDE
jeu 28 20 h 30 HAROLD ET MAUDE
ven 29 20 h 30 HAROLD ET MAUDE
sam 30 20 h 30 RHINOCEROS
dim 1 10 h 45 Concert des Fugues de Bach
dim 1 15 h RHINOCEROS
dim 1 18 h 30 RHINOCEROS
mer 3 20 h 30 OH ! LES BEAUX JOURS
mer 4 20 h 30 OH ! LES BEAUX JOURS
jeu 5 20 h 30 RHINOCEROS ALBERT NOBBS
ven 6 20 h 30 RHINOCEROS ALBERT NOBBS
sam 7 20 h 30 HAROLD ET MAUDE ALBERT NOBBS
dim 8 10 h 45 Concert Georges Fauriol, piano : Léon Sobot
dim 8 15 h HAROLD ET MAUDE ALBERT NOBBS
dim 8 18 h 30 relâche ALBERT NOBBS
mer 10 20 h 30 OH ! LES BEAUX JOURS ALBERT NOBBS
utilisez ce calendrier comme bon de location
soulignez pièces et dates de votre choix
prix Grande Salle 60 F 65 F 50 F 45 F 40 F 30 F 20 F
prix Petit Orsay 45 F 35 F 25 F
nombre de places (Grande Salle) x F total F
nombre de places (Petit Orsay) x F total F
réglement bancaire ou postal 3 volets ou mandat-lettre à l'ordre de la Cie Renaud-Barrault adressé avec une enveloppe timbrée pour l'envoi des billets
Théâtre d'Orsay 7, quai Anatole-France 75007 Paris
tél. 548.38.53

سورة الاحقاف

DES SPECTACLES

Expositions

CENTRE POMPIDOU
Entrée principale rue Saint-Martin (277-23-23). Informations téléphoniques : 277-11-12.
SAINT-MARTIN. - Informations téléphoniques : 277-11-12.
SAINT-MARTIN. - Informations téléphoniques : 277-11-12.

AVIGNON - Cinquante années de lithographies aux ateliers Moudat. Grande chapelle du palais des Papes. Jusqu'au 30 septembre.
DUNKERQUE - C'est vingt ans de rétrospective pour le musée de Dunkerque. Hôtel de ville (sauf mardi). Jusqu'au 30 septembre.

CONCERNÉES. Le 7. 18 h. 30 et 20 h. 30 : Jean Holloway, violon baroque. Jean Vial, clavier (Bach).
SAINT-PIERRE. Le 8. 20 h. 30 : Concert de Radio-France, dir. L. Vls (Schubert, Liszt, Beethoven, Liszt).

Concerts

MERcredi 6 SEPTEMBRE
MONTMARTRE - 17 h. 30 : Concert de Radio-France, dir. L. Vls (Schubert, Liszt, Beethoven, Liszt).

ABSTRACTION-CREATION (1931-1938) - Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 117, avenue de Wagram (75017-Paris). Entrée : 5 F. Gratuité le dimanche. Jusqu'au 17 septembre.

ABSTRACTION-CREATION (1931-1938) - Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 117, avenue de Wagram (75017-Paris). Entrée : 5 F. Gratuité le dimanche. Jusqu'au 17 septembre.

BALZAC ÉLYSÉES - U.G.C. MARBEUF - U.G.C. ODÉON - BONAPARTE
OMNIA GRANDS BOULEVARDS VENDÔME
(Version originale dans toutes les salles)
LE REVEIL DE LA PASSION
UN FILM DE NAGISA OSHIMA
PRIX DE LA MISE EN SCÈNE FESTIVAL DE CANNES 78
ARGOS FILMS INTERDIT AUX MINEURS

DURÉE EXCEPTIONNELLE / HORAIRES SPÉCIAUX
Attention : le film passe maintenant dans deux salles aux Champs-Élysées
1ère ÉPOQUE
GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES IMPÉRIAL PATHÉ HAUTEFEUILLE
film à : 14 h 25 - 16 h 55 - 19 h 30 - 22 h
2ème ÉPOQUE
GEORGE V IMPÉRIAL PATHÉ HAUTEFEUILLE
film à : 14 h 35 - 17 h 05 - 14 h 40 - 22 h 10
1ère et 2ème ÉPOQUES RÉUNIES
GAUMONT RIVE GAUCHE GAUMONT SUD
film à : 15 h et 20 h
Molière
ÉCRIT ET MIS EN SCÈNE PAR ARIANE MNOUCHKINE
distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS

Pour bien commencer la saison ciné, il faut absolument aller voir "Le sourire aux larmes". José Bescos/Pariscop. Étonnants et émouvants Jill Clayburgh et Peter Falk dans "Le sourire aux larmes".

Théâtres

AIRIS LIBRE (322-70-75) (V. S.), 18 h. 30 : Faustino, Môme. ARTS-HEBERTOT (387-22-23) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : Mon père avait raison (à partir du 12).

THÉÂTRE DE BRETAGNE (333-06-91), les 6 et 8, 20 h. 30 : Barzaz Breiz. THÉÂTRE D'ORANGERIE (223-11-02) (D.), 20 h. 45 : Il était la Belgique... tous les jours.

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (***) aux moins de dix-huit ans. La Cinéma-thèque. CHAILLIOT (094-24-35) MENCHERI 6 SEPTEMBRE 15 h. : Jean Lafitte, dernier des corsaires ; 18 h. 30 : La Mandragore, de R. Oswald ; 20 h. 30 : Bus en folie, de J. Proulx ; 22 h. 30 : Le Voyage fantastique, de R. Flaherty.

JEUNE ET INNOCENT (A. V.O.) Quintette, 6 (333-35-40) ; 14-Juillet-Parsons, 6 (333-35-40) ; Bresson-Lincoln, 6 (333-35-40) ; 14-Juillet-Parsons, 11 (333-35-40).

LES MAINS DANS LES POCHEES (A. V.O.) Saint-Germain-Pathey, 5 (333-35-40) ; 14-Juillet-Parsons, 6 (333-35-40) ; Bresson-Lincoln, 6 (333-35-40) ; 14-Juillet-Parsons, 11 (333-35-40).

MESDAMES ET MESSIEURS BONSOIR (A. V.O.) U.G.C. Danton, 6 (333-35-40). MESSIEURS DE LA BOUQUINERIE (A. V.O.) U.G.C. Opéra, 6 (333-35-40).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

« ESPACE-ACTEUR » Formation de l'acteur. Dir. Guy Shelley - Méthodes anglo-saxonnes. Sept professeurs enseignent : Improvisation - Interprétation - Magnétophone - Danse - Gymnastique rythmique - Pose de voix - Régie technique.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS pour devenir assistant-réalisateur scripte monteur-monteuse. Cours directs (1ère et 2ème années) Cours par correspondance (1ère année théorique seulement) CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris Tél. 874.65.94

WIM WENDERS PETER HANDKE L'ANGOISSE DU GARDIEN DE BUT AU MOMENT DU PENALTY. ca lui est égal de savoir si la police vient ou non.

PARIS : MARGNAN PAYHE v.o. - MONTPARNASSE PATHE - ABC - CLICHY PAYHE - SAINT-GERMAIN STUDIO v.o. - GAUMONT NATION - GAUMONT CONVENTION. PERIPHERIE - BELLE-EPINE PATHE - PATHE Chom piggy - AULNAY-SOUS-BOIS - ALPHA Argenteuil GAUMONT Evry - CYRANO Versailles - ARIEL Roaix - VELIZY-2

SYLVESTER STALLONE (ROCKY) HENRY WINKLER (FONZIE) LES MAINS DANS LES POCHEES. Mis en scène par STEPHEN F. VERON et MARVIN DAVIDSON.

Sélection Officielle Cannes 78 UN SUIT ILES MCALE... 3 HAUSSMANN v.o. STUDIO CONTRASCOPE v.o. PALAIS DES ARTS v.o.

L'as du volant au service des gangsters. Pour sa virtuosité époustouflante, angossante, exaltante, il faut voir "Driver". Claude Mauriac. RYAN O'NEAL - BRUCE DERN - ISABELLE ADJANI DRIVER

LES DES INEMO... Le Monde... reproduction interdite de tout article sans accord avec l'éditeur... 1978

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.E. : prix moyen du repas - J... h. ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE

L'ALSACE AUX HALLES 234-74-24
16, rue Coquillière, 1^{er}. T.l.j.m.
Cerveaux 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.

AUTS DE BOURGOGNE 710-62-30
12, faubourg Montmartre, 9^e. T.l.j.m.

DINERS... DANS UN JARDIN

FLORA DANICA ELY. 20-41
124, Champs-Élysées, 8^e. T.l.j.m.
18 h. à 9 h. Vue sur son agréable jard. Spéc. Danaises et Scandinaves. Hors-d'œuvre dansés. Festival de la Saison. Mignon de rennes. Cènam.

DINERS

RIVE DROITE

MONSIEUR BEUF 508-58-35
31, rue St-Denis, 7^e/Dim. L. midi
J. 2 h. Dans cadre raffiné. Cuisine nouv. et anc. son « BEUF ROSE » avec vins de propriété. Déj. d'aff. Dim. TERRASSE COUVERTE.

CHIEZ KATY 508-40-10
17, rue J.-J. Rousseau, 1^{er}. T.l.j.m.
Jusqu'à 2 h. 30. Spéc. Marocaines dans cadre typique : Pastilla 30. Mésopotamie 31. Tagines 25. Couscous 17 à 25. Ses pâtisseries. Menu 20 F.

ZIMMER T.l.j.m.
Place du Châtelet, 1^{er}. 239-74-03
Jusq. 2 h. Cadre historique 17^e Empire. Brasserie au res-de-chaussée. Restaurant gastronomique 1^{er} étage. Spéc. POISSONS ET VIANDES. Menu Champenois de classe 1/2 Champ. 85 F. a.s. Salles pr banquet.

ASSIETTE AU BOEUF - POCARDI 5
9, bd des Mathias, 2^e. T.l.j.m. e
Propose une formule Boeuf pour 27 F. a.s. (28,50 F. a.s.), le soir jusqu'à 1 h du matin avec ambiances musicales. Desserfs faits maison.

ASSIETTE AU BOEUF T.l.j.m.
123, Champs-Élysées, 8^e. T.l.j.m.
Propose une formule Boeuf pour 27 F. a.s. (28,50 F. a.s.), le soir jusqu'à 1 heure du matin. Desserfs faits maison.

TOEYO 2, rue de l'Ély. 8^e. T.l.j.m.
387-19-04 J. 2 h. Spéc. Jap. et Barbécues. Cènam. P.M.E. 45-50 F. Déjeuner. Dîners. Soupers après minuit. Fermé le lundi et le mardi. Huitres. Fruits de mer. Crustacés. Sésamite. Salades pour réceptions.

LOUIS XIV 508-54-54 200-19-20
3, boulevard Saint-Denis. T.l.j.m.
Carré d'agenc. Spéc. de poisson. Plats d'été. Déj. Dim. soup. jusqu'à 1 h. Amor. Express. Dîners Clob. Ouvert tout l'été. Parking facile.

BOFINGER ARC. 87-85
4, rue de la Bastille T.l.j.m.
Salle accueillante. style club anglais. Service soigné. Plats de beef. 19 F. Plat du jour, 25 F.

ROUSSAET & ENTRECOÛTER 4
12, Colisée (de la cour), 309-09-72
Tous les jours. Au pied de la Butte, un cadre confortable, une table variée, un vitrier de truites et d'écravisses, environ 100 F.

LE CURELAND 506-59-05
12, rue Carliandour, 18^e. T.l.j.m.
Jusq. 1 h. Cadre élégant et typique. Salle climatisée. Spéc. africaines / Tiébon Dégumé, Bourakha, Pouton. MARIÉ aux gombos et spéc. franc. Jusq. 34 h. Cadre nouveau au res-de-chaussée / Desserts, menu 28 F. et Carte - Rest. gastronomiq. au premier - Spéc. du Chef - ses Poissons.

KATOU 339-47-83
79, rue La Boétie, 6^e. F./dim.
La plus pittoresque brasserie de Paris. Ouverte jusqu'à 2 heures du matin. Ses spécialités. Foie gras 22 F.

DOUCET EST 206-40-63
8, r. du 8-Mai-1945, 10^e. T.l.j.m.
Jusq. 23 h. Entrée. Trousseau fruits décorés et salades. Salade de Grillades pièce d'agneau entréon 35 F. Tréme Steak (400 g) 25 F.

LE BULLY DAUPHINE 543-25-47
121, av. Victor-Hugo, 16^e. T.l.j.m.
Jusqu'à 23 heures, dans le calme, sa salle panoramique sur le bord. Ses spécialités alsaciennes : coarités foie gras, terrine. MENU 55 F.

LE SALAMBO 727-71-61
121, av. Victor-Hugo, 16^e. T.l.j.m.
Jusq. 23 h. 30. Nouv. cadre 1930 confortable et douillet. Ses grillades de 16 à 32, ses poissons et plats du jour - PARKING proche.

ST-JEAN-PIERRE-DE-PORT F./dim.
123, av. Wagram, 17^e. Paris, ass. 227-44-24 - 227-61-30
Menu 78 F. et compris Déj. d'affaires. Dîners. Carte. Terrasse d'été. Gaspacho andal. Paella, nouilles grillées. Rouges grillés. Filets de canetons aux cerises. Coupe de fraises Irouteguy. Accueil jusqu'à 23 h.

AUX CAPUCINS F./dim., sam. m.
10, r. Villie-Marcuili, 17^e. 390-26-44
Jusqu'à 22 heures. Spécialités Toulousaines / Camoulet au confit d'oie 34. Oeufs d'ois aux morilles 34. Cou de canard farci truffé. Grillades.

LE BOULEVARD 506-44-83
32 bis, rue des Trois-Frères, 18^e. T.l.j.m.
Jusq. 23 h. Nouveau à Paris. Spéc. Hâtienne, consommés à la tortue, porc suberbine. PORT AU PLENCE, poulet ardele, punch, Kéness.

RIVE GAUCHE

LA COCHONAILLE 603-06-81
21, rue de la Harpe, 5^e. T.l.j.m.
Jusq. 23 h. 30. sam. 0 h. 30 le samedi. Cave historique du XIII^e. Souper aux chandelles. Assiette de cochonnailles 16. Menu 35,40 et 41,40 a.s.

RISTO DE LA GARE T.l.j.m.
59, bd du Montparnasse, 6^e. T.l.j.m.
3 hors-d'œuvre, 3 plats, 27 F. a.s. (30,50 F. a.s.). Décor classé monument historique. Desserfs faits maison.

ASSIETTE AU BOEUF T.l.j.m.
Foy. église St-Germain-des-Prés, 6^e. T.l.j.m.
Propose une formule Boeuf pour 27 F. a.s. (28,50 F. a.s.), jusqu'à 1 heure du matin avec ambiances musicales. Desserfs faits maison.

LAFROUSSE 328-68-04
51, q. Grande-Augustine, 8^e. F./dim.
On sert jusqu'à 23 h. 30. Grande carte. Menu 90-125-145 F. Service compris. Ses salons de deux à cinquante couverts.

CHEZ FRANÇOISE 501-87-23
Aérog. Invalides. F./dim. 705-49-03
Coy DEMEUBÉE. Foie gras frais, barbus aux petits légumes. Filets de sole et Fraçoise. Laperroux sauté au vinaigre de Xérès.

AUBERGE DES DEUX SIGNES F./dim.
44, rue Calande, 233-44-55. F./dim.
Sa carte soignée et typique. Ses poissons, ses viandes. Salades de 15 à 30 couverts. Celler jusqu'à 100 personnes. Parking gratuit.

LA TAVERNE ALSACIENNE 506-59-60
20, rue de Valenciennes, 18^e. 506-59-60
Dans sa courvée brasserie au décor et costumes alsaciens vous sera servi une des meilleures choucroutes de Paris, et les Poullardes de sa ferme. Métro Valenciennes. Ouvert tous les jours et toute l'année.

SHINTOKYO T.l.j.m.
22, rue Delambre, 14^e. T.l.j.m.
Jusqu'à 23 h. Spéc. Japonaises / SOUKIYAKI - SASHIMI - Barbecues - Grillades à votre goût, préparées par vous. P.M.E. : 45 F.

CIEL DE PARIS 50^e étage Tour Montparnasse 538-52-35
Restaurant panoramique. Spécialités. Carte à partir de 80 F. et compris. T. l. j.m. même le dim. jusqu'à 2 heures du matin. Air conditionné.

DINERS - SPECTACLES

ETOILES DE MOSCOU ELY. 63-13
4, r. A.-Houssier, 6^e (Gtoile). T.l.j.m.
Rest. spect. de 1^{er} classe. V. Novsky et les Chœurs Russes Trigramme dirigés par le chef d'orchestre. Opéra. Paul Goussier et G. Verly.

L'OLYMPIE 624-45-05
15, rue de la Grande-Bastille, 8^e. T.l.j.m.
Jusqu'à 4 h. Jean VABRILLE présente son nouveau spectacle pro avec sa formation - Menu gastronomique avec spécialités et sa carte.

MONSIEUR 874-25-35
94, rue d'Amsterdam, 9^e. T.l.j.m.
Souper orchestre trigramme. Orchestre de danses de 21 h. à l'aube. Sa carte gastronomique ou son menu suggest. 180 F. h. c. Réserv. dès 19 h.

ENVIRONS DE PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE ***
Rolleboise, aut. Ouse, c. Bonnières
Vue panoramique sur la vallée de la Seine. Dîners aux chandelles. Ses terrasses. Salons privés. Parc 2 ha. Piscine. Tennis. 27 ch. 093-21-92.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA CLOSERIE DES LILAS T.l.j.m.
171, boulevard du Montparnasse 336-70-50 - 033-21-88
Au piano Yves Meyer

LE LOUIS XIV T.l.j.m.
8, bd St-Denis, 200-19-30. Fermé lundi - mardi. HUITRES, FRIITS DE MER, Crustacés, Bâtisseries.

DESSIRIER T.l.j.m.
754-74-14
LE SPECIALISTE DE L'HUITRE
Poissons - Spécialités - Grillades

JULIEN Tous les soirs
jusqu'à 1 h. 30 (2^e dim.)
16, rue du Pp-Saint-Denis (10^e) 710-12-04

LE MUNICHE 27, r. de Buci, 6^e
633-61-02
Choucroute - Spécialités

MERVELLES DES MERS 222-20-14 CHARLOT 1^{er}, 523-47-08
128 bis, boulevard de Clichy (18^e)
Son banc d'huitres - Poissons

LE PETIT ZINC r. de Buci, 6^e
ODE 79-34
Huitres - Poissons - Vins de pays

WEPLER 14, place Clichy,
823-53-20
SON BANC D'HUITRES
Foies gras frais. Poissons

NAVY CLUB 58, bd d'Opéra, 13^e
535-91-04 et 98-88.
De 19 h. à l'aube - MENU 33 F
Dîners - Soupers P.M.E. (2^e fév)

TERMINUS NORD Te les jours
Brasserie 1928. Spéc. alsaciennes
22, rue de Dunkerque (10^e)

LA TOUR D'ARGENT T.l.j.m.
6, place St-Basile, 33-79-19.
Cadre élégant et confort. T.l.j.m.
De midi à 1 h. 15 max. Grill. Foies.
Banc d'huitres.

BRASSERIE - TABAC DIGALLE F./dim.
Pigeons 606-21-02
Bières L'Éclair. Banc d'huitres

LE CUIJAS 685-01-10, 22, r.
Sa formule complète à : 95 F
Ecravisses à l'américaine. Lettre à l'œuf. Bis veau à la marinade. SERV. ASS. JUSQU'À 2 H. MAXI

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

LA MAISON D'ALSACE LA MAISON DES CHOUROUTES
sa boutique de comestibles
20, Champs-Élysées - 329-44-24

AU PIED DE COCHON Le Samoy restaurant des Halles
Fruits de mer - Grillades
6, rue Coquillière - OEN. 11-75 +

LE GRAND CAFÉ BANC D'HUITRES
POISSONS - GRILLADES
4, bd des Capucines - OFE. 47-63.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Chiens écrasés

Et si c'était une colle ? S'il n'y avait pas de réponse ? Si vraiment la question d'apparence et d'originalité ? C'est-à-dire que le fait divers ? — ne comportait que pièges et moult virtuosités d'atmosphères ? Possible, non ? Alors, avec un peu de gentillesse (ditons beaucoup), l'indigence du débat des « Dossiers de l'écran » serait excusable. Après tout, ce n'est pas dans les autres rubriques, et qu'il est, second, « un fait divers, Joseph Pasteur avait pourtant réuni autour de lui une belle et bonne brochette de journalistes bien intentionnés. De bons élèves, vraiment, soucieux de faire avancer le débat. Mais basta ! Il arrive à tout le monde de se tromper. Car des anecdotes, il y en a, et de savou-

rauses. La crucifixion du Christ, par exemple, l'un des faits divers notoirement cité par Jean d'Ormesson, ancien directeur du Figaro, un rien provocateur, littérateur disait en visite parmi les « faits diversiers ».

Pour le reste, rien ne vint approfondir les deux constata-tions faites d'entrée de jeu : à savoir, primo, que le fait divers est « tout ce qui ne rentre pas dans les autres rubriques », et qu'il est, secundo, « un fait divers, Joseph Pasteur avait pourtant réuni autour de lui une belle et bonne brochette de journalistes bien intentionnés. De bons élèves, vraiment, soucieux de faire avancer le débat. Mais basta ! Il arrive à tout le monde de se tromper. Car des anecdotes, il y en a, et de savou-

der d'autres rivages et plus particulièrement ceux des faits divers de société. Un fait divers, c'est prolongement ou résonance politique passe ainsi brusquement dans le domaine noble et gratifiant de l'information. Les exemples ne sont pas si rares.

Ces glissements incessants du fait divers d'un bout à l'autre de l'éventail des informations en font du reste une matière inquiétante, voire littérairement mortelle. Le fait divers, tantôt « fait de société », tantôt « chien écrasé », souffre en effet de ne pouvoir sans cesse s'abriter derrière une respectabilité à tout prix. Spéciale première, film de Billy Wilder, ne pouvait, à ce propos, pas mieux précéder ce dossier.

LAURENT GRELSAMER.

MERCREDI 6 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1
19 h. 10. Jeunes pratiques : 19 h. 45. Les chemins de la renommée.
Arthur Combes évoque la vie du violoncelle-connaisseur.
19 h. 50. Loto : 20 h. Journal.
20 h. 30. Dramatique : Le retour de Jean. N. Picton, réal. R. Guéz.
20 h. 35. Campagnes régionales, texte commenté de et réécrit par la ma de famille dans le Paris occupé de 1943 qu'il ne reconstruit plus. C'est un véritable événement, celui de la Résistance signe du roman-roman.

CHAÎNE II : A 2
18 h. 35. C'est la vie : 18 h. 55. Jeu Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Top-Club (avec Michel Delpech, Gérard Lenorman, Dimitri...) : 20 h. Journal.
20 h. 30. Feuilleton : Moi, Claude, empereur (dernier épisode).
21 h. 35. Magazine : Question de temps (Mon-sieur l'enfant).

CHAÎNE III : FR 3
18 h. 30. Pour les jeunes : 18 h. 55. Tribune libre : Le Mouvement des temps nouveaux : 19 h. 20. Actualités régionales. Le fait divers, tantôt « fait de société », tantôt « chien écrasé », souffre en effet de ne pouvoir sans cesse s'abriter derrière une respectabilité à tout prix. Spéciale première, film de Billy Wilder, ne pouvait, à ce propos, pas mieux précéder ce dossier.

FRANCE-CULTURE
20 h. Musique et espace... Musiques américaines : opera. Berlioz (13. Cage, B. Ashley, J. L. Barber, M. Monk, J. Kravoy) : 21 h. 30. Nuits magnétiques : les expositions de 1964.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. 30. Au direct de Londres, Henry Wood prononce un concert, par le B.S.O. Symphony Orchestra, dir. P. Boulez : « Concerto pour violon » (Berg) ; « Das Lied vom » (Schubert) ; 22 h. 30. Soirées de la musique : 23 h. 5. France-Musique la nuit. Mémoires d'un grand : le manoir (Debussy, Bartok) ; à 0 h. 5. Vaux d'ailleurs (Bartok, Faganini).

JEUDI 7 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1
12 h. 30. Feuilleton : Docteur Carabès : 13 h. Journal : 13 h. 35. Objectif santé (la décalcification) : 13 h. 45. Action et sa bande (14 h. 35. Série : Payton Place) : 18 h. 35. Documentaire : La dernière aventure des Lapous : 19 h. 10. Jeunes pratiques : 19 h. 45. Les chemins de la renommée : 20 h. Journal.
20 h. 30. Dramatique : Julien, de Youri d'après une nouvelle de M. Rey, avec D. Rivière, F. Clorisset, G. Claisse, Y. Wecher, etc.
21 h. 20. Histoire : Naissance de la V^e République, de J. M. P. Bonny.
21 h. 35. Magazine : Question de temps (Mon-sieur l'enfant).

CHAÎNE II : A 2
15 h. Anjou d'aujourd'hui, madame : le célibat en milieu rural : 16 h. Série : Moïse : 16 h. 55. Sports : Championnats du monde de pelote basque : 17 h. 55. Écran : A 2 : 19 h. 35. C'est la vie : 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Émission réservée aux formations politiques : le parti communiste : 20 h. Journal.
20 h. 30. Téléfilm suisse : « Le Refuge » de P. Scarp, réal. R. Gillioz. Avec A. Tatányi, L. Hamu, J. M. Bonny.
21 h. 35. Magazine : Question de temps (Mon-sieur l'enfant).

CHAÎNE III : FR 3
18 h. 30. Pour les jeunes : 18 h. 55. Tribune libre : Mouvement des temps nouveaux : 19 h. 20. Actualités régionales. Le fait divers, tantôt « fait de société », tantôt « chien écrasé », souffre en effet de ne pouvoir sans cesse s'abriter derrière une respectabilité à tout prix. Spéciale première, film de Billy Wilder, ne pouvait, à ce propos, pas mieux précéder ce dossier.

FRANCE-CULTURE
7 h. 3. Pédale : Ucclo Espalito-Tortiglioni (et à 14 h. 19 h. 25 et 23 h. 50) : F. h. 5. Hâtiales. Tout vivant : l'école de musique et de danse du Kaly-shetra : 8 h. Les chemins de la renommée. Le jardin des pays : à 8 h. 21. Pierre Leroux, précurseur du socialisme : à 8 h. 30. Sages d'ailleurs, salons des autres : à 8 h. 45. L'histoire du premier globe photographique (1838-1868) : 12 h. 5. Aimé (va le monde. Agnès : 12 h. 45. Paganini : 13 h. 30. Manifestations des œuvres de France : à Vincennes. 14 h. 1. Un livre, des voix : « le Coop de vague » de V. L. Le corps humain entre le sacré et la science : 16 h. 25. Ne quittez pas le théâtre : 17 h. 35. Les Français d'aujourd'hui : 17 h. 35. Série découverte par le disque : 18 h. 30. Feuilleton : la Luna », de M. Maillet (redif.) : 19 h. 25. Nuits magnétiques : les expositions de 1964.

FRANCE-MUSIQUE
7 h. 3. Pédale : Ucclo Espalito-Tortiglioni (et à 14 h. 19 h. 25 et 23 h. 50) : F. h. 5. Hâtiales. Tout vivant : l'école de musique et de danse du Kaly-shetra : 8 h. Les chemins de la renommée. Le jardin des pays : à 8 h. 21. Pierre Leroux, précurseur du socialisme : à 8 h. 30. Sages d'ailleurs, salons des autres : à 8 h. 45. L'histoire du premier globe photographique (1838-1868) : 12 h. 5. Aimé (va le monde. Agnès : 12 h. 45. Paganini : 13 h. 30. Manifestations des œuvres de France : à Vincennes. 14 h. 1. Un livre, des voix : « le Coop de vague » de V. L. Le corps humain entre le sacré et la science : 16 h. 25. Ne quittez pas le théâtre : 17 h. 35. Les Français d'aujourd'hui : 17 h. 35. Série découverte par le disque : 18 h. 30. Feuilleton : la Luna », de M. Maillet (redif.) : 19 h. 25. Nuits magnétiques : les expositions de 1964.

-15% sur tous les appareils Singer

la nouvelle Starlet bras libre

1890 au lieu de 2225

SINGER

[Ami sincère]

OFFRES D'EMPLOI	48,00	La ligne T.C.	22,80	ANNONCES CLASSEES	ANNONCES ENCADREES	La note col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58	27,00		30,88		
IMMOBILIER	32,00	36,61	6,00		6,06		
AUTOMOBILES	32,00	36,61	21,00		24,02		
AGENDA	32,00	36,61	21,00		24,02		
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	87,24	21,00	24,02			

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

SPERRY UNIVAC

DIVISION MINI INFORMATIQUE DE GESTION

LE SUCCES CREE L'EXPANSION...

Après nos cinq premiers mois d'activité sur le marché français nous engageons pour nos agences de PARIS et de PROVINCE

INGENIEURS COMMERCIAUX

- expérience professionnelle 3 ans minimum dans la vente de petits systèmes de gestion à disques
- niveau universitaire ou école de commerce souhaité.

(réf. MIG 01)

INGENIEUR MANUFACTURING

- basé à Paris, responsable pour la France de la promotion et de la vente de matériel et logiciel spécialisés dans les applications de fabrication gestion de production et gestion de stock
- expérience «manufacturing» indispensable.

(réf. MIG 02)

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

chargés des relations commerciales avant/vente et du suivi technique des installations clients

- pratique langue anglaise courante
- expérience indispensable de 4 ans minimum
- diplômes d'ingénieur

(réf. MIG 03)

CHEF DE PROJET LOGICIEL

- responsable au siège pour la France de la promotion d'un «package» d'application : distribution et gestion comptable
- chargé des relations de développement avec le siège international de Londres
- pratique courante de la langue anglaise
- formation supérieure
- expérience indispensable de 4-5 ans dans la fonction

Rémunération élevée selon valeur - Evolution de carrière liée à la création de la division. Les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion.

Ecrire SERVICE DU PERSONNEL - réf. MIG
SPERRY UNIVAC - Division Mini Informatique de Gestion
3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX

Société Press Champagne-Elyées recherche

COMPTABLE CONFIRME(E)

Livre de suite
comptabilité générale (C.M.C.), pays, déclaration sociale et fiscale, notions anglais.
Env. C.V. détaillé et photo à 74,026 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

POUR GROUPE INDUSTRIEL REGION PARISIENNE recherche pour B.E.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

diplômés pour le poste d'ingénieur généraliste très diversifié. Quelques années d'expérience souhaitées en puissance et/ou en circuits logiques.

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

diplômé, expérimenté, intéressé par la Robotique.

Lieu de travail : très proche banlieue Nord.

Adresser C.V., photo, prêtent à M. J. LAFITE, n° 100, 19, chemin du Levain, 93480 VILLETANEUSE.

BUREAU INTERNATIONAL DE L'AUTOMOBILE (PARIS) recherche un

ADJOINT AU SECRETAIRE TECHNIQUE

Le candidat devra avoir :
- une très bonne connaissance de l'anglais ;
- un diplôme d'études techniques ;
- 25 ans minimum.

Il sera chargé notamment de la documentation, de l'organisation et des rapports de réunions techniques.

Adresser C.V. et photographies à 77,851, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. Opéra, PARIS (1^{er}).

organisateur de haut niveau

Diriger la fonction ORGANISATION ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION d'un groupe d'entreprises liées à la distribution et aux services, à Paris (10000 salariés, CA = 2 MMF), c'est ce que nous proposons à cet organisateur.

Répondant au DAF mais membre de l'équipe dirigeante, il a comme missions :

- représenter la politique d'organisation du groupe et le faire passer dans les faits ;
- être l'homme du plan informatique établi à partir des besoins bien analysés des intéressés (les applications actuelles couvrent une bonne part de la gestion, mais des extensions notables peuvent être introduites par le décentralisme de la saisie et le travail en T.R.) ;
- faire travailler un sous-traitant important intervenant en "facilities management" et soumise à un contrat de progrès ;
- traiter enfin le quotidien.

Cet organisateur d'au moins 32 ans, ESCP, ESSEC, ECP ou équiv., a fait sa carrière d'abord dans la distribution, les services ou un groupe de PME ; en partie en Cabinet d'organisation ou en SSGC. C'est un homme d'idées, de synthèse... et un gros travailleur.

Ecrire à J. THILLY, Carrières de l'Informatique, réf. 3434 LM.

directeur général-transport

Un groupe français de notoriété et d'implantation internationale dans les transports spécialisés cherche, pour animer et gérer la zone Sud-Est de la France, la D. G. de son affaire lyonnaise. A la tête d'une équipe compétente, il trace et met en œuvre la politique commerciale de l'entreprise qu'il structure et développe en pensant tarifs, CA et marge. Il participe à la définition de la politique générale du groupe, en comité de direction.

De formation supérieure, HEC, SUP de CO, ECP, etc., c'est un fort commercial connaissant bien les transports ; il peut être, aujourd'hui, dans une branche proche, à un poste de direction et estime pouvoir passer à l'échelon supérieur.

Ecrire à G. BARDOU, réf. 3430 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

offrir premier emploi

SOCIÉTÉ DE LEASING DE BIENS D'ÉQUIPEMENT souhaitant compléter son équipe offre un premier emploi à un

RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE

Son rôle consistera à :

- Contribuer aux études de risque ;
- Mettre en place les contrats de location ;
- Assurer la permanence commerciale insérée ;
- Assurer la coordination entre les fonctions commerciales et administratives.

Le candidat retenu devra posséder :

- Des qualités de méthode et de précision ;
- Il aura le goût des contacts.

Une formation du type Arts et Métiers serait appréciée.

Ce poste pourra évoluer vers une fonction commerciale active au sein d'une équipe jeune et dynamique (moyenne d'âge : 31 ans).

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
CONCORDE FINANCE, 44, rue Pasquier, PARIS-8^e.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX

parmi les diplômés d'enseignement supérieur en électronique, informatique, électrotechnique et automatique, qui souhaitent débiter ou poursuivre leur carrière professionnelle dans la vente, pour sa division :

- semi-conducteurs à Paris

La Société offre un fixe motivant auquel s'ajoute un intéressement en fonction des résultats.

Les candidats de valeur auront une évolution de carrière assurée, soit vers des responsabilités de secteurs commerciaux, de marketing, de planning, etc...

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
M. J. LAFITE, n° 100, 19, chemin du Levain, 93480 VILLETANEUSE.

GROUPEMENT NATIONAL GROSSISTES

en matériel sanitaire et chauffage

recherche

SECRETAIRE GENERAL

ayant autorité — dynamisme — contact humain
expérience en contrôle Gestion et Marketing

Pour candidature envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à
Mme ROUGBOREILLE, 3, square Robiac, 75007 PARIS, qui transmettra.

emploi régionaux

Société REGION TOURS rech.

COLLABORATEUR TECHNICO-COMMERCIAL

POUR SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE
30 ans environ, intelligent et travaillant pr. série, d'avent. Ecr. n° 7.877, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75002 Paris-P.

M.I.C. - LYON

recherche

3 ANIMATEURS

- 1 animateur global pr. coord. activités, organisat. et gest. accueil, CAPASSE souhaité. Expérience indispensable.
- 1 animateur global à dominante audio-visuel. Compét. indisp. en vidéo, montage diapo, prise de son, régie. Expér. socio-cult. souhait.
- 1 jeune animateur pour animation foyer, bar, soirées, sorties plein air. Complément formation assurée.

Env. C.V. + réf. + photo à n° 74.026 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CLINIQUE MUTUALISTE EUGENE-ANORE 107, rue Trarieux, 69003 LYON, demande

- AIDES SOIGNANTES diplômées
- INFIRMIERES diplômées d'Etat
- ALIENISTES (TRUCES) radio
- SURVEILLANT (E) radio
- SURVEILLANTES service hospitalier

● Salaire intéressant, 13e mois.

PREPARETEUR EN PHARMACIE avec S.P.

● CHEF SERVICES COMMUNS expérimentés, ayant connaissance dans divers corps de métiers : chaufferie, climatisation.

● Salaire intéressant, 13e mois.

Terrain d'entretien.

● SECRETAIRE expérimentée, organisée, pratiquant les C.V.V.

Envoyer C.V.

Mairie de CHALON-SUR-SAONE cherche

EDUCATEUR - ANIMATEUR

Pour secteur jeunesse prioritaire, le personnel sera partie d'une équipe de travailleurs sociaux d'un centre socio-culturel implanté dans une Z.U.P. de 18.000 habitants. Présence de nombreux autres équipements : Maison de l'enfance, Terrain d'entretien.

STATUT : fonctionnaire municipal, assiette indic. 215, ass. - tarif social 3^e échelon, 3 mois d'essai à l'indice 300.

Envoyer C.V. à M. le Maire, 71100 CHALON-SUR-SAONE, avant le 20 septembre 1978.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE région Haute-Normandie rech.

COLLABORATEUR

pour cabinet comptable. Ecr. n° 7.884, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75002 Paris-P.

GESTION COMMERCIALE

La Société OPTILAS à Evry (91) recherche pour sa direction commerciale un cadre adjoint, 30 ans minimum, excellent (a) gestionnaire, dynamique et motivé par le développement de l'entreprise. Formation : 2 années Ecole de Commerce ou équivalent. Parfaite connaissance de l'Anglais lu, écrit et parlé (niveau maîtrise). Expérience professionnelle : 5 ans minimum dans poste similaire. Voiture indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions s/réf. M 824 à
BAC PERSONNEL CONSEIL, 27, av. Pierre-1^{er}-de-Serbie — 75116 Paris.

Ville de Garches (Hts-de-Seine) recrute

UN DIRECTEUR

DE CENTRE CULTUREL
Poste à pourvoir immédiatement. Adresser candidature avec C.V. et photo, à M. le MAIRE de GARCHES, 2, avenue du Maréchal-Leclerc, 92380 Garches

COMPAGNIE D'ASSURANCES I.A.R.C. accueillie à PARIS dans le cadre de sa politique de développement

2 DEBUTANTS

LICENCIÉS DROIT PRIVÉ, SCIENCES ECO ou E.S.C.

dérogés des O.M. pour secteur de formation d'environ 15 mois. A l'issue de cette période les intéressés prendront, en qualité d'INSPECTEUR, la responsabilité du contrôle et de l'animation d'une vingtaine d'agents généraux dans le cadre d'une circonscription de province (4 à 5 départements).

Nous recherchons : le goût et le sens du contact, un dynamisme certain, une grande autonomie dans l'organisation du travail.

Adresser lettre manuscrite C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 7111 à ORGANISATION et PUBLICITE, 2, rue Marengo, 75001 Paris qui transmettra.

Ville de Garches (Hts-de-Seine) recrute

pour son CONSERVATOIRE MUNICIPAL de MUSIQUE

1 PROFESSEUR D'ALTO

1 PROFESSEUR DE PIANO

1 PROFESSEUR DE FLUTE TRAVERSIERE

Postes à pourvoir immédiatement. Adresser candidatures avec C.V. et photographies, à M. Vignaud, Directeur du Conservatoire, 2, avenue du Maréchal-Leclerc, 92380 Garches

IMPORTANTE SOCIÉTÉ rech. recrute

JEUNE E.S.C.

pour ses services comptables et financiers. Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 599 à SPERRAR, 12, rue J.-Jours, 75007 Puteaux.

SOCIÉTÉ ARGENTEAUL cherche

COMPTABLE

pour assurer responsabilité comptabilité génér., 30 a. env., niv. m. B.S., Env. C.V. photo, prêt. rétr., à DRECC, 80, bd Hausmann, PARIS (8^e).

L. D. E.

Cherche sur bassin parisien des hommes de plus de 27 ans, possédant bonne culture générale, un fort désir de réussir et la volonté de prendre des responsabilités rapides.

Parallèlement les cinq collaborateurs au moins un devra se dégager avant la fin de l'année et se voir confier la responsabilité d'une équipe.

Si vos qualités sont à la mesure de vos ambitions,

Si vous élevez les contacts à haut niveau,

Si vous appartenez à ceux qui comptent sur eux-mêmes,

Alors nous ferons tout pour vous aider à encore mieux réussir chez nous.

Écrivez pour prendre rendez-vous avec M. HEBERT ou 85-25-86, jeudi et vendredi, entre 9 h. et 19 h.

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche pour renforcer ses équipes de support technique

ingénieurs technico-commerciaux

Formation générale : école d'ingénieur ou diplôme universitaire. Expérience professionnelle. Bonnes connaissances des systèmes d'exploitation des ordinateurs IBM ou COC haut de gamme.

Fonctions : en sein de la division réseaux de traitement informatique, ces ingénieurs sont destinés à assurer un support technique de haut niveau aux unités de vente. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser C.V. et photographies à CISI, 35, boulevard Brune, 75014 Paris.

DIRECTEUR ADJOINT

Traité - Affrètements maritimes et aériens

100-120.000 F

Paris

Une société française spécialisée dans le transport et les transports internationaux (facturation 16 millions de francs) recherche un Directeur Adjoint. Sous l'autorité du Directeur Général, il coordonne et anime l'action des différents services de responsabilité (exploitation et comptabilité). Il surveillera particulièrement la trésorerie et les comptes clients. Il sera chargé du suivi des relations et litiges en vue de leur règlement. Il sera également responsable des problèmes d'assurances et de personnel (rémunération, contrat de travail). Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation ESC ou équivalent, possèdera une dizaine d'années d'expérience professionnelle acquise dans le domaine du transport et de l'affrètement maritime. Il possèdera de bonnes connaissances en français. Il sera capable de lire et rédiger en allemand et en anglais. Notre sous référence 187/M à

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

HEC.SUP DECO.ESSÉC

Gestion, Finance, Informatique

SECRETAIRE GENERAL

Groupe de 800 personnes
C.A. : 120 M
35 ans environ.

Adresser C.V. à :
Agence S.R.M., 88 rue de Lille, 75007 Paris

Handwritten note: "Je suis de 1950"

صلى الله عليه وسلم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	52,82
IMMOBILIER	11,00	12,58
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,88
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

MATRA
recherche pour sa Direction Production

INGENIEURS
Grandes Ecoles
(Sup' aéro - ESE - ENSI...)

Il est chargé de coordonner la mise en fabrication série et le suivi - standard - coûts - délais - d'un programme de matériels aéronautiques.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une expérience de l'ordre de 2 ans dans un domaine similaire.

Une formation complémentaire en gestion (IAE) serait appréciée.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 388

MATRA
R. KORFAN
B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

LE PREMIER PRESTATAIRE MONDIAL de SERVICES INFORMATIQUES en TEMPS PARTAGE et en TELETRAITEMENT

recherche pour renforcer son équipe de Conseil Analyse Programmation réalisant des logiciels "Clés en main", en temps partagé ou en Télétraitement par lots,

deux analystes

Analyses Programmes confirmés, ils assureront en liaison avec les Ingénieurs de Projet l'analyse organique des applications et en assureront leur réalisation.

Pratique du FORTRAN et du temps partagé souhaitable. Formation complémentaire assurée. Ces postes nécessitent le goût du travail en équipe et des contacts en clientèle.

Les dossiers de candidatures - sous référence 1554 M à joindre sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

INGENIEUR EXPERIMENTE

Nous sommes une importante société d'ingénierie spécialisée en fort développement. Le responsable de l'un de nos départements chargé de la gestion d'une division d'Etudes de 300 personnes désire s'adjoindre un ingénieur, afin de mettre en place de nouvelles méthodes et moyens de management.

Cette mission couvre les domaines suivants : budget, planning, ordonnancement.

De formation grande école, le candidat retenu devra se prévaloir d'une expérience industrielle de 8 à 10 ans, ainsi que d'une pratique de l'informatique de gestion.

Ce poste est basé à Paris.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé, seront adressées sous référence 1145 à Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE - 7 USINES (C.A. UN MILLIARD DE FRANCS) RECHERCHE POUR SON SIÈGE PARIS

DIRECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

Poste important pouvant convenir à un candidat minimum 40 ans, ayant une solide formation juridique et une grande expérience des problèmes de personnel acquise en milieu industriel.

Il aura un rôle d'information et de conseil sur tous les aspects de la fonction « personnel » auprès des différents Directeurs d'Usines. Il sera chargé des études décidées par la Direction Générale.

Mise en place assurée par l'actuel titulaire du poste qui prend sa retraite.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION 180.000 F

Ecrire sous référence VO 130 CM

4, rue Massenet, 75016 Paris, discrétion absolue

ROCHE
ROCHE BIOELECTRONIQUE

recherche pour sa

direction études et développement

pour prendre en charge la coordination technique d'une gamme de produits

ingénieur-électronicien DE HAUT NIVEAU

rejoignant l'électronique logique et analogique et ayant fait ses preuves dans la conduite de projets.

• ingénieurs électroniciens débutants ou possédant 1 ou 2 années d'expérience dans le domaine des microprocesseurs.

• techniciens supérieurs AT3-ATP pratique des microprocesseurs appréciée.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle et souhaitée à M. BENOIT Direction du Personnel ROCHE BIOELECTRONIQUE 15-18, avenue de l'Europe 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

UN BIOCHIMISTE

Avant expériences approfondies du laboratoire de biochimie clinique, notamment en ce qui concerne les méthodes et l'instrumentation automatique.

Il s'agit de renforcer l'équipe de vente d'une nouvelle ligne de produits et d'appareils hautement informatisés et destinés à l'analyse clinique.

Notre préférence ira à un candidat bien introduit auprès des chefs de laboratoires hospitaliers et privés et parlant parfaitement anglais.

Lieu de travail région parisienne avec déplacements en province.

UN ELECTRONICIEN

Avant expérience dans le domaine de l'instrumentation de biochimie clinique à un niveau hautement automatisé et sous le contrôle d'un ordinateur.

Notre préférence ira à un candidat parfaitement bilingue anglais et susceptible de prendre en charge la responsabilité du service après-vente au niveau national.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 44274 B à BIEU, 11, rue Lebel, 93300 Vincennes, qui transmettra.

Important Groupe de Services recherche pour son siège social à PARIS

contrôleur de gestion

POUR SES FILIALES FRANÇAISES HEC ou ESSEC ou équivalent 1 à 2 ans d'expérience dans un poste similaire en entreprise.

Sa fonction nouvellement mise en place, nécessite, des qualités créatives et les sens des contacts humains.

Adresser lettre manuscrite C.V. détaillé et prétentions sous référence 2835 à I.C.M. 83, rue de Rennes - Paris 6^e qui transmettra.

etap

SEMS
Société européenne de mini-informatique et systèmes

Groupe THOMSON CSF
recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEUR RESPONSABLE DES PRIX

FORMATION : Grandes Ecoles ou universitaires
EXPERIENCE : quelques années d'expérience dans l'informatique (minimum informatique souhaitée).

FONCTION : détermination et gestion des prix de vente des matériels et logiciels.

Lieu de travail : LOUVECIENNES.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à SEMS, Service du Personnel, 36/38, rue de la Princesse 78340 LOUVECIENNES

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA
2500 personnes, C.A. 500 milliards de francs
Fabrication et pose canalisations en béton Engineering, fourniture d'usines de préfabrication produits en main - Champ d'activité international

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

a) Pour son Département Etudes et Projets Paris PONTS et CHAUSSÉES - MINES - CENTRALE

b) Pour son Département de l'Équipement et du Matériel de Paris ARTS ET MÉTIERS - E.N.S.I. - ÉLECTRO-TECHNIQUES GRENOBLE et TOULOUSE

Ces postes conviennent à des ingénieurs détenteurs d'un diplôme de l'un des établissements mentionnés ci-dessus, possédant une expérience professionnelle dans le domaine de la conception des circuits intégrés.

Ecrire avec C.V. et photo à Société des Tuyaux BONNA - B.P. 371-08 - 75365 PARIS cedex 08.

banque

BANQUE INTERNATIONALE
en pleine expansion recherche

ANALYSTES DE CREDIT
expérimentés, classes IV ou V

CADRE CLASSE V ou VI
parfaitement trilingue français, anglais, allemand; ayant plusieurs années d'expérience bancaire.

Ecrire avec C.V. et prétentions, sous référence 4.280-M à I.C.A. qui transmettra

International Classified Advertising
15, rue d'Orléansville - 75002 PARIS

Importante société de services en téléinformatique recherche

INGENIEURS SYSTEMES débutants

ou ayant de un à deux ans d'expérience pour travail sur gros systèmes type CII-HB gamme 66 ou CDC CYBER 73.

Envoyer C.V. et prétentions sous la réf. DSO/8801 à :

Madame MOMBAZET
TELESYSTEMES
115, rue du Bac 75007 PARIS

IMPORTANT GROUPE D'ETUDES
recherche

DIRECTEUR HAUT NIVEAU
pour sa filiale informatique

Il assurera la direction de la société sur les PLANS TECHNIQUE ET COMMERCIAL et assurera des missions de conseil de haut niveau.

Profil et expériences :
INGENIEUR GRANDE ECOLE (X, MINES, PONTS, CENTRALE) 10 ans d'expérience minimum, expérience contractuelle SSSI appréciée.

Observation totale de la candidature assurée.

Adresser CV et prétentions sous réf 4011 à I.C.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02.

CIT ALCATEL
DÉPARTEMENT TRANSMISSION

recherche

INGENIEUR INFORMATIQUE DÉBUTANT

(INSA, DEA, ou 3^e cycle : INFORMATIQUE) pour participer au développement ou à l'adaptation de programmes scientifiques (FORTRAN) dans le domaine de la conception des circuits intégrés.

Ce candidat, en plus des connaissances approfondies en informatique, possèdera de bonnes bases en électronique.

Adresser C.V. et prétentions à CIT ALCATEL, Département Transmission - Service Relations Humaines, 31, rue Croix-Nivert, 75015 PARIS.

GROUPE INFORMATIQUE INTERNATIONALE
recherche pour son département Calcul Scientif. PLUSIEURS CANDIDATS DYNAMIQUES :

JEUNES INGÉNIEURS ET TECHNICIENS DÉBUTANTS
OU QUELQUES ANNÉES D'EXPERIENCE pour études avancées de mécanique appliquée sur ordinateur

(NUCLÉAIRE, AÉROSPATIAL, GÉNIE CIVIL) ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à : ENGINEERING SYSTEMS INTERNATIONAL SILICO 270 - 94833 BUNZIGS CEDEX.

Important GROUPE ÉLECTRONIQUE PARIS recherche pour région parisienne

EXPERT COMPTABLE
Débutant ou Niveau Expertise Comptable

Pour contrôle de gestion de ses filiales. Langues étrangères souhaitées.

Env. C.V. photo et prétentions au n° 75.903 à CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}). Discrétion assurée.

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS en pleine expansion, recherche :

UN COLLABORATEUR CADRE

Il assurera le Directeur du Service Livres, et assurera la gestion du produit et les relations avec les services publicité, catalogue, stocks, etc.

Ce poste convient à un candidat ayant plusieurs années d'expérience dans cette branche, sens commercial, organisation et méthodes. Possibilité de carrière intéressante.

Lieu de travail : Paris.

Avantages sociaux.

Adresser lettre avec C.V. détaillé à n° 77.279 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Pour renforcer son Service du Personnel

LATEMA
(Laboratoire Pharmaceutique situé à 92 - SURESNES)

recherche

DUT - Gestion du Personnel
(Débutant [e])

Tél. pour rendez-vous : 772-86-83, poste 372.

PARIS

IMPORT. DISTRIBUTEUR MATERIEL ELECTR. offre situation intéressante et d'avenir à :

JEUNE CADRE
DIPLOME E.S.C. ou équivalent, - et 2 ans au moins d'expérience exportation exigées.

Aura la responsabilité de :
- Développer service EXPORTATION récemment créé (4 personnes, 4 000 000 C.A.).

Visiter et étendre clientèle AFRIQUE et MOYEN-ORIENT (2 mois par an), - Plus 70 000 F + Intéressement.

Adresser lettre manuscrite et C.V. très complet sous référence 704 à CAMPBELL, B.P. 57, 75224 PARIS, CEDEX 17.

SG2 Société Générale de Service et de Gestion

Pour développer son département informatique transport recherche

DES INGÉNIEURS INFORMATIENS

- Formation Grandes Ecoles ou Université.
- Ayant 5 ans d'expérience dans la branche.

Ecrire avec C.V., prétentions et disponibilité sous référence PHT 1108/78

SG2 12, avenue Vion Whitcomb, 75016 Paris

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ORGANISME NATIONAL DE PROMOTION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES recherche le **responsable des interventions en entreprises**

Il sera chargé de l'animation d'une équipe de 6 à 8 consultants pour des actions de redressement d'entreprises en difficulté et de reconversion de branches industrielles.

Une expérience de consultant en PMI serait un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1559 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 PARIS.

TRANSITAIRES IMPORTANTE IMPLANTATION NATIONALE ET INTERNATIONALE GRAND GROUPE FRANÇAIS recherche **EXCELLENTS TECHNICO-COMMERCIAUX**

5 ans d'expérience minimum en transit maritime. Basés à Paris-Rungis, ils auront pour mission de seconder le Directeur maritime pour les contacts clients à Paris et en province.

Mission à l'étranger possible. Anglais nécessaire - Espagnol souhaité.

C.V. photo et présentations à n° 4.161, PUBLICITEZ REUNIES, 112, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

CAISSE DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE 7ème ARDT recherche **Analyste-Programmeur**

3 ans d'expérience, bonnes connaissances GAP II, Cobol et CICS. Connaissances souhaitées Assembleur I.B.M., évolution vers DLI.

Avantages sociaux - 13e mois - cantine

Adresseur C.V. sous réf. 7772 à **Up** 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 PARIS CEDEX 02

Groupe de sociétés Immobilières, PARIS, cherche un **cadre juridique**

Niveau doctorat, 28 ans minimum, ayant une première expérience des problèmes immobiliers.

Il sera le collaborateur direct du Responsable juridique et contentieux, et devra être le véritable CONSEIL JURIDIQUE du groupe : contentieux, assurances, baux commerciaux...

Veillez écrire sous référence M 15700, à

INTERCARRIÈRES
5, rue de Valenciennes 75009 Paris

SOCIÉTÉ DE SERVICES d'importance nationale (conseil, organisation, formation) élargit son équipe de **NÉGOCIATEURS**

chargés de conclure et coordonner les interventions

— FORMATION SUPÉRIEURE (Ingénieur ou Commerce),
— PLUSIEURS ANNÉES D'EXPIÉRIENCE EN ENTREPRISE

Rer. + C.V. + photo au no 7.863 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens - 75121 PARIS-9e.

Paris - Organisme Professionnel recherche **JURISTE** ayant solide formation et expérience en FISCALITÉ pour Services Assistance à ses adhérents

Ecrire: O.P.S. Réf. 52 99, rue de Richelieu 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE MÉTALLURGIQUE REGION PARISIENNE travaille pour l'industrie automobile recherche **CHEF DE SERVICE CONTROLE QUALITÉ**

INGÉNIEUR A.M. ou EQUIVALENT EXPERIENCE SOUHAITEE: MÉTALLURGIE PLASTIQUE Anglais Indispensable

Adi. C.V. et présent. sous n° 78.288 à CONTEXTE Pub. 20, av. Opéra, 75004 Paris cedex 01, qui tr.

RESPONSABLE zone géographique

- Vous avez une expérience bancaire.
- Les affaires internationales vous intéressent.
- Diplômé de l'enseignement supérieur, vous souhaitez suivre les relations de correspondance bancaire à l'étranger.
- Vous voulez développer l'assistance commerciale et financière auprès de la clientèle.
- Vous parlez l'espagnol et comprenez le portugais.

un ÉTABLISSEMENT FINANCIER vous propose un prolongement de carrière évolutive.

Adi. C.V., photo, salaire et présent. n° 78.703, CONTEXTE Pub. 20, av. Opéra, Paris-1e, qui tr.

Société région parisienne OUEST recherche pour support technique de son service commercial **TECHNICIEN ÉLECTRONIEN NIVEAU B.T.S.**

Env. C.V. détaillé et présent. no 9062, Emplois et Entreprises 78, rue Voltaire, 75012 Paris

GROUPE ASSURANCES recherche **1 ANALYSTE 2 PROGRAMMEURS (COBOL - CICS)** Expérience min. 2 ans Adi. C.V. à R. MAIK Chef du personnel 13, rue Vivienne, Paris-2e

MATRA recherche pour sa Division Recherche et Développement **INGÉNIEURS Grandes Ecoles**

ISup' aéro - Centrale - ENICA - ENSMA... J

Pour faire de la conception de système au niveau avant-projet.

Ces postes concernent des Ingénieurs débutants à 2 ans d'expérience aéronautique ayant une bonne compétence en propulsion et/ou pilotage et guidage automatique.

Adresseur C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 369

MATRA R. KORFAN B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

SECTEUR MATÉRIEL DE CONSTRUCTION FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE recherche pour poste de **CHEF DU SERVICE TECHNIQUE**

(Secrétariat des instances techniques professionnelles, relations et suivi des actions avec le Centre Technique de la branche, conseils aux adhérents, représentation de la profession dans les instances techniques extérieures, mise en œuvre de la politique technique professionnelle...)

ingénieur

- expérience BÂTIMENT - TRAVAUX PUBLICS
- sens des contacts humains
- bonne expression écrite et orale

Adresseur C.V. manuscrit, photo et présentations à Publicité Alain LITAS, sous réf. 6083/M, 27, av. de Latre-de-Tassigny, 94220 CHARENTON.

Massiot Philips MATÉRIEL MÉDICAL CENTRE D'ARGENTEUIL recherche **UN INGÉNIEUR ÉLECTRONIEN**

Il participe au sein de l'équipe du service de l'électronique médicale, après une période de formation, à l'installation et à l suivi de la maintenance d'une ligne de produits.

Quelques déplacements de courtes durées sont à prévoir.

La connaissance de l'anglais est un outil nécessaire. De nombreuses possibilités d'évolution existent pour un candidat de valeur.

Env. C.V. et présent. an : Service du Personnel, 12, rue Ambroise-Croizat - 93100 ARGENTEUIL.

banque privée PARIS 9ème équipée d'un matériel CII - H.B. 66/20 P. recherche **ANALYTES PROGRAMMEURS**

Envoyer C.V., photo et présentations no 62.972, PUBLICITEZ ROGER BLEY 101, rue Rameau, 75002 PARIS.

ATTACHÉ COMMERCIAL Société spécialisée dans la gestion des ressources humaines rech. un excellent vendeur, praticien du contact en entreprise. Disposant d'une grande autonomie d'action, il est totalement responsable des produits qui lui sont confiés et de la rentabilité de son secteur avec C.V. et prêt. M. BARDOUX n° réf. 2.001 Supplé 108 av. V. Mège Paris-16e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ spécialisée dans les produits de consommation recherche **JEUNE INGÉNIEUR A.M. - ENICA - ENSMA** ayant déjà petite expérience dans domaine production, avec et poss. de lang. bases d'anglais pour s'intégrer à une équipe d'ingénieurs technico-commerciaux et participer à l'analyse et de promouvoir le vente de produits industriels de grande consommation aux constructeurs automobiles.

Adi. C.V., photo et présentations au Service du Personnel SIE CIBIE, 17, rue Henri-Gautier, 92 - BOULIGNY.

UN CHARGÉ D'ÉTUDES diplômé de l'École Supérieure de Commerce Sciences, spécialisation économie

- 2 langues courantes : - allemand obligatoire - anglais, espagnol, ou italien

Expér. (minim. 1 an) dans le domaine des études de marchés.

Réalisation entière d'une étude de marchés (conception d'un plan de travail, collecte de données, analyse et rédaction de conclusions).

Le candidat recherché devra avoir le sens des responsabilités.

Adresseur C.V., réf. et présent. à C.F.C.E., 10, avenue d'Iéna, PARIS (16e).

DIRECTEUR FINANCIER de SEMMA Constructeur - Promoteur recherche **COLLABORATEUR** chargé de suivi juridique et financier des opérations de construction

- Formation juridique et financière (droit, IEP, SUP de C.F.C.E.)
- Age : 28 à 35 ans ;
- Une expérience professionnelle récente dans une direction financière de groupe ou dans le département crédit d'une banque.

Adresseur C.V. + lettre de motivation, sous réf. 77.187, 24, rue Guyvermer, 92122 ISSY-LES-MOULINEAUX.

DEUX COLLABORATEURS Niveau cadres supérieurs, Expérience professionnelle adéq. dans secteur gestion d'entreprise.

Responsables conception programmes, encadrement pédagogique et gestion d'équipes avec les entreprises.

Qualités d'adaptation, dynamisme, créativité, sens du concret. Pratiques des relations billes dans groupe appréciée et goût du travail en équipe.

Adresseur C.V. détaillé, photo et présentations à INFAC/TH-PSYCHORIE, 31, rue Jacques-Cabré, 92130 Noisy-sur-Seine.

INSTITUT NATIONAL INTER-ENTREPRISES DE FORMATION PROFESSIONNELLE HEL Paris recherche **TOURISME/HOTELLERIE** CHAMBERY et CHANTILLY

DEUX COLLABORATEURS

Niveau cadres supérieurs, Expérience professionnelle adéq. dans secteur gestion d'entreprise.

Responsables conception programmes, encadrement pédagogique et gestion d'équipes avec les entreprises.

Qualités d'adaptation, dynamisme, créativité, sens du concret. Pratiques des relations billes dans groupe appréciée et goût du travail en équipe.

Adresseur C.V. détaillé, photo et présentations à INFAC/TH-PSYCHORIE, 31, rue Jacques-Cabré, 92130 Noisy-sur-Seine.

capitoux ou proposit. ou

Pour tout problème financier : Conseil, F.P.C. - 300-41-49, 15, rue La Source, 75016 Paris.

Petite et belle promo. fabric. des planches à rot. Ventes : env. 30.000 liv. par/an. Un fort potentiel de ventes en Europe, à des prix réal. Mar. seul. ds les pays de l'Est. Conv. à une sté de fond. d'atour. ou de moulage plastique. Actuel. se est très rentable et les bénéfices sont donc importants et croissants.

Prière d'ad. les réponses à : Jacques Capitoux, 29, rue des Saules, 91190 Bruny, France.

A l'attention de M. B. Lesné, Pour vente de concour. d'un nouv. test set ar. hémétopologie, cherche sté ou représentant av. contacts av. labo. d'hopit. Offres sur : Herrn Dr. Hoerner 31, rue de Valenciennes 75001 Paris.

D-4900 Heidelberg/Kirchheim

FRANCE AIR recherche pour vaste clientèle importants installateurs péris climatiques de la région parisienne **Ingénieur** ayant l'expérience des contacts commerciaux.

Envoyer curriculum vitae au 2, quai Voltaire, B.P. 71, 75222 BEZONS.

NEUILLY-SUR-SEINE recherche pour programmeur administr. de F. LEVY et gérer avec paiements offic. et régulariser massives recherche **PARTENAIRE H. de F.** pour gestion administrative, adjoint à direction générale, Apport au potentiel de banque bancaire - 40.000 FRANCS. **POSITION CADRE SUPERIEUR** SALAIRE INTERESSANT. Adi. C.V. à R. MAIK, 13, rue Vivienne, Paris-2e

Recherches **ENSEIGNANTS DE PROGRAMMATION** OU **PUPITRE** - COBRE - GAP - BASIC, 60.000 F par an. 22, rue de Dupleix Paris-14e. Téléphone : 285-22-76.

HOPITAL PRIVE PARIS 30 lits recherche **CHEF COMPTABLE** Expér. hospitalière souhaitée Adi. C.V. avec présentations au 77.415 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er)

secrétaires

transac leader de la par-informatique groupe CGE recherche, dans le cadre du Plan d'Expansion qui prévoit le doublement de son chiffre d'affaires d'ici 1980

- pour sa direction commerciale
- UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION - esprit d'initiative, d'organisation et de méthode - sens du contact et des relations - grande autonomie appréciée.
- UNE SECRÉTAIRE pour assistance ingénieurs commerciaux France. - Dynamique, organisée et sens commercial.

LIEU DE TRAVAIL : ETOILE.

Prière envoyer candidature manuscrite avec photo et présentations à : **MADemoiselle FOURNIER** 25, Avenue de la Grande Armée PARIS 8ème.

COMPAGNIE D'ASSURANCES Garier Saint-Lazare recherche **SECRÉTAIRE DE DIRECTION** pour être collaboratrice directe du **DIRECTEUR FINANCIER**

La candidate devra posséder :

- Un bagage universitaire type ICSA Sciences éco ;
- Une connaissance de la sté ;
- Une bonne présentation ;
- Une réaction facile et de qualité.

Une expérience dans le domaine financier serait appréciée.

Adresseur C.V. détaillé, photo et présentations sous réf. 7.112 à **ORGANISATION ET PUBLICITE.** 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

demandes d'emploi

RESPONSABLE CENTRALE D'ACHATS

- Formation technicien supérieur naval.
- Ayant expérience travaux T.P. et maritime.
- Trilingue français, anglais, italien.

Cherchez situation stable si possible à l'étranger.

VIVETTA - La Gorgeheta, 06720 LEVENS - Tél. : (93) 81-72-55.

Diplômé Études Supérieures Homme 42 ans - DOCTORAT SCIENCES ECO

- Anglais - Espagnol - Allemand courant ; Buses Paris.
- Connaissance appr. des pays de l'Est.
- Expérience gestion hôtelaria.

Étudie toutes propositions préférence banque. Import - export. Libre déplacement.

Ecrire sous le n° 7 00770 M à REGIE PRESSE, 83 bis, rue Béarnaise, - 75007 PARIS.

PSYCHO-PÉDAGOGUE

30 ans, parait bilingue français-allemand, anglais courant, diplômé de l'Université de Lyon.

Expériences : Enseignement éducation jeunes délinquants, orientation sociale et professionnelle. Deux années d'expérience commerciale dans importante société internationale.

Cherchez situation : Enseignement-éducation, relations sociales, recrutement.

Ecrire n° 3.008 « le Monde » Publi. 5, rue des Italiens - 75417 PARIS-9e.

JEUNE EXPORTE MANAGER

Parf. bilingue franc-allemand, ayant beaucoup voyagé, grande expér. relat. humaines et négociations, souhaite mettre ses expér. vives à profit. et se reconverter secteur agence de voyage ou compagnie aérienne.

Prière env. votre offre au n° 3.011 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75417 PARIS-9e, qui transmet.

immob...

PLA...

SEC...

DIR...

ESSEC...

COMMER...

Justice

سوق الاموال

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

Paris Rive gauche
BOUCAUT Beau 4 PIECES
MONTMARTRE 2/3 p. V. cuisine
MONTMARTRE Grand studio

Paris Rive droite
AV. TERMES SUPERBE
STUDIOS 4 pièces

MAUBERT
CONVENTION
7° EASYLIFE

GRAND STUDIO
CARDINAL LEMOINE
MONTMARTRE

ECOLE MILITAIRE
RUE MOUFFETARD
DU 2° P. AU 5° PCES

REPUBLICAIN - VOLTAIRE
AV. MALAKOFF
BASTILLE

REPUBLIQUE - VOLTAIRE
AV. MALAKOFF
BASTILLE

Immobilier (information)

le "super catalogue"
des annonces immobilières

locaux commerciaux

MALAKOFF
ATELIERS DEPOT, BUREAUX

propriétés
DORDEME. Affaire à saisir

terrains
ORNE Vend beau terrain

villas
PONTOISE MAISON

maisons de campagne
Part. vd mais. anc. 2 étages

maisons de campagne
Part. vd mais. anc. 2 étages

maisons de campagne
Part. vd mais. anc. 2 étages

maisons de campagne
Part. vd mais. anc. 2 étages

maisons de campagne
Part. vd mais. anc. 2 étages

maisons de campagne
Part. vd mais. anc. 2 étages

maisons de campagne
Part. vd mais. anc. 2 étages

maisons de campagne
Part. vd mais. anc. 2 étages

maisons de campagne
Part. vd mais. anc. 2 étages

maisons de campagne
Part. vd mais. anc. 2 étages

constructions neuves

294, rue BELLEVILLE
DU STUDIO au 4° P.

LES TERRASSES
DE NEUILLY

URGENT - PRES ANET

MAISONS-LAFFITE

demandes d'emploi

J.F., 31 a., maîtrise espagn.

Paris

15° BEAU 2 P. (imm. secl.)

Paris

15° BEAU 2 P. (imm. secl.)

Paris

15° BEAU 2 P. (imm. secl.)

Agenda du Monde
Animaux, Moquettes, Psychologie, Fourrure, Bijoux, Fonds de commerce, Instruments de musique, Yachting, Vacances - Tourisme - Loisirs, Handicapés, SODIS

TRANSPORTS

ENTRE TEL-AVIV ET NEW-YORK

Une troisième classe dans les avions d'El Al

La compagnie israélienne El Al crée, à compter du 7^{er} novembre prochain, une troisième classe — dite classe vacances — à bord des Boeing-747 qui desservent le ligne Tel-Aviv-New-York.

Les dix passagers de la classe luxe occuperont le pont supérieur des Boeing-747. Quarante-sept sièges seront réservés à l'avant de l'appareil sur passagers de la première classe. Quatre cent vingt-huit sièges seront occupés par les passagers de la classe vacances, qui remplacent le service économique. Selon le journal *Haaretz*, les clients d'El Al paieront aller et retour Tel-Aviv-New-York, 2 000, 1 200 ou 400 dollars.

Selon M. Mordehai Ben-Ari, président d'El Al, ce système « très haute densité » (T.H.D.) — le Boeing-747 sera équipé de quatre cent quatre-vingt-cinq sièges au lieu de quatre cent vingt-cinq sur un vol ordinaire — « doit sensiblement augmenter

la productivité des avions et représente la meilleure réponse à la concurrence des compagnies charter ».

Jusqu'à maintenant, la réaction des transporteurs réguliers a été de « passer — les prix pour résister à cette offensive. Pour le président d'El Al, « une baisse des tarifs économiquement saine ne peut être obtenue que par une réduction des coûts et donc par une diminution des normes de services et de confort ».

Le président d'El Al souhaiterait étendre à la ligne Paris-Tel-Aviv cette formule, dont l'homme d'affaires britannique Freddie Laker s'est inspiré avec la mise au service d'un « train du ciel » entre Londres et New-York. Ce mardi, d'après M. Ben-Ari, un bon moyen de développer le trafic. « Des discussions sont en cours à ce sujet avec Air France.

CORRESPONDANCE

La desserte aérienne de Strasbourg

Up de nos lecteurs, M. Jean Feidt, de Toul, nous écrit à propos d'un article sur la desserte aérienne internationale de Strasbourg, paru dans le Monde du 23 août :

Les gouvernements des Etats membres se sont réservés le soin de fixer définitivement le siège des institutions des Communautés européennes. Dans l'optique actuelle, Strasbourg doit rester l'un des trois sièges provisoires — dénommés lieux de travail — où le Parlement européen exerce ses activités. Les deux autres villes concernées sont Luxembourg et Bruxelles.

En l'état actuel des choses, il n'est pas envisagé de décision définitive dans un avenir rapproché à propos du siège des institutions des Communautés européennes. Il est, en outre, difficile d'imaginer quelles solutions

proposera à cette question le Parlement européen qui sera élu au suffrage universel direct en juin 1979.

L'ambassadeur de la desserte aérienne internationale de Strasbourg vise tout au plus à améliorer les chances de Strasbourg mais ne préjuge en rien de la décision finale.

Reprise des vols d'Air Canada. — Air Canada, qui était paralysée depuis le 25 août par la grève de ses techniciens, a repris le lundi 4 septembre ses vols intérieurs et internationaux. Une entente de principe est intervenue dans la journée entre la direction de la société d'Etat et les grévistes. Ces derniers ont obtenu une hausse de salaires de 6 % et le renouvellement de leur contrat de travail. — (A.F.P.)

ENVIRONNEMENT

APRÈS CINQ MOIS D'INCERTITUDES

La nouvelle organisation du ministère est mise en place

Après cinq mois de préparatifs houleux et incédés, le décret organisant l'administration du nouveau ministère de l'environnement et du cadre de vie confié à M. Michel d'Ornano devait être soumis au conseil des ministres de ce mercredi 6 septembre. Le texte correspond à ce qui avait été esquissé au début.

En premier lieu, le délégué à l'architecture est « responsable des mesures d'incitation à la création et à la recherche architecturales » et agit les travaux des missions interministérielles pour la qualité des constructions publiques et au logement. Il a autorité sur deux services :

Le directeur de l'architecture élabore et met en œuvre la politique de qualité architecturale. Elle est « responsable de l'aide architecturale et de la sensibilisation du public » ; elle applique la législation sur les secteurs sauvegardés (loi du 4 août 1963) ; elle « veille à la prise en compte des préoccupations de qualité architecturales lors de l'établissement des documents d'urbanisme et de l'inscription des autorisations de construire ». L'organisation de la profession d'architecte et l'ensem-

blément (unités pédagogiques) dépendent de cette direction.

La direction de l'habitat (anciennement direction de la construction) réglemente le financement de la construction et gère les crédits d'aide à la construction et les procédures d'aide personnalisées au logement. Elle est responsable de la politique technique de l'habitat, de l'amélioration de l'habitat existant, des économies d'énergie.

D'autres part, une importante direction de l'urbanisme et des paysages a pour mission de « protéger, de mettre en valeur et d'améliorer l'espace urbain, ainsi que les sites et les paysages naturels et urbains ». Cette direction hérite des attributions de l'ex-Direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme (DAFU) comme les règles d'occupation des sols (schémas d'aménagement, documents d'urbanisme), les actions d'aménagement foncier et d'urbanisme opérationnel, ainsi que l'appropriation et l'aménagement des espaces publics (zones piétonnes, espaces verts, plans de circulation). Mais elle est aussi chargée d'appliquer la législation sur les sites naturels et urbains (loi de 1930) et de procéder au classement et à l'inscription des monuments historiques, ainsi qu'à la protection de leurs abords (loi de 1913), et de réglementer l'affichage et la publicité extérieure.

Ces dernières attributions étaient jusqu'à présent du ressort de la direction de l'architecture. Le classement et l'inscription des monuments historiques peuvent toutefois être décidés aussi par le ministre de la culture, qui agit par ailleurs les crédits d'entretien des monuments et à conserver les services administratifs correspondants dans la nouvelle direction du patrimoine (*le Monde* du 9 août).

Enfin, les services de l'environnement restent à peu près en l'état, si ce n'est quelques amputations.

Le délégué à la qualité de la vie institué en mars dernier anime notamment « les actions d'innovation d'expérimentation ou d'expertise se rapportant à l'environnement ou au cadre de vie » et exerce une sorte d'inspection des services. La délégation doit définir le contenu des études d'impact. Elle assure le secrétariat du haut comité de l'environnement.

Elle n'est plus chargée ni de la protection des sites naturels, ni de la création d'espaces verts, ni des parcs naturels régionaux. La direction de la protection de la nature (faune et flore, parcs nationaux et régionaux, réserves naturelles, chasse, pêche, hydrobiologie) et la direction de la prévention des pollutions et des nuisances (eau, air, bruit, déchets, installations classées,

contrôle des produits chimiques des déversements en mer, etc.) gardent leurs attributions.

La direction des affaires économiques et internationales suit la conjonction du bâtiment et des travaux publics, réglemente les marchés, favorise l'action des entreprises françaises à l'étranger. Enfin, les services d'intendance sont regroupés : direction du personnel, direction de l'administration générale, mission des études et de la recherche, service de l'information, responsable aussi des relations avec les associations.

Plusieurs nominations devaient être approuvées par le conseil des ministres. M. Jean-Michel Bloch-Lainé, directeur de la construction, a été nommé délégué à l'architecture et à la construction et M. Joseph Belmont, architecte des bâtiments civils et palais nationaux, directeur de l'architecture (*le Monde* du 1^{er} septembre). Le directeur de l'habitat serait M. Mercadier, directeur à la société centrale immobilière de la caisse des dépôts (S.C.I.C.), M. Pierre Mayet, occuperait le poste de directeur du personnel, mais son successeur à la direction de l'urbanisme et des paysages n'a pas été désigné. L'ancien directeur de l'architecture, M. Jean-Philippe Esche-nand, vient d'être nommé président de l'Agence foncière et technique de la région parisienne.

Une horlogerie dans les mains de l'arbitre...

L'efficacité de la nouvelle organisation administrative sera jugée à son action quotidienne. La qualité des hommes du terrain, architectes, ingénieurs, administrateurs, leurs relations avec les élus, les groupes de pression, les citoyens, seront déterminantes. Mais rien ne pourra réussir sans la clarté d'intentions et la fermeté politique — ce que des ministres, qui conduisent le navire. Les objectifs généraux tracés par le président de la République sont nets. Il a exprimé sa volonté que l'on se soude, de la pensée des projets, de qualité de l'environnement et de qualité architecturale. Il

souhaité plus de cohérence dans l'action des administrations qui ont une influence sur la construction des villes et l'aménagement des campagnes, du littoral et de la montagne. Il a demandé solennellement aux architectes de contribuer à définir l'« art urbain de la fin du siècle ».

Si le ministre de l'environnement a été « inventé » par son prédécesseur, on peut dire que le président de la République veut attacher son nom à une politique de qualité du cadre de vie et qu'il n'a pas manqué une occasion de le manifester. La création, en avril dernier,

d'un « grand ministère » de l'environnement et du cadre de vie est un de ces signes.

En réunissant des services trop jeunes, ceux de l'environnement ou un peu fragiles, comme la direction de l'architecture, à des « machines » plus rodées et mieux outillées issues de l'ex-ministère de l'équipement, s'est-on réuni une nouvelle alliance prometteuse ou un piège d'écoulement ? Ceux qu'intéressent surtout depuis de longues années — l'aménagement plus harmonieux des villes et des campagnes n'ont pas manqué de s'en inquiéter depuis la formation du gouvernement.

qualité pour leur œuvre collective des trente dernières années ?

A vouloir être à la fois autonome et omniprésente, à refuser d'admettre que la multiplication des architectes dans les services de l'ex-équipement est une bonne chose, la profession semble se résumer sur son Olympe. On a pourtant connu presque cent ans d'architectes bâtisseurs, dessinateurs et métamorphoses de l'ingénieur. Les torts sont partagés. Qui a signé les grands ZUP, suivi ou lancé le mode « autour-hui » décoré de l'urbanisme souterrain ou vertical et ce ne sont des architectes qui étaient, qu'ils en soient en situation de faire entendre leurs voix face aux techniciens et aux financiers ?

Le débat n'est pas entre les architectes et les autres, les bons et les méchants. Le débat philosophique, le choix de société, se place entre la protection des paysages urbains et ruraux, l'aménagement « doux » et les transformations abusives et brutales de l'environnement. C'est dans ce domaine que le nouvel organisme du ministère fait lever des inquiétudes plus sérieuses.

Au nom de la « cohérence » administrative, les fonctionnaires chargés de l'aménagement foncier et urbain et du droit des sols vont être rapprochés de ceux qui appliquent les lois de 1913 sur les monuments historiques et de 1930 sur les sites, au risque d'une « valsa confrontation » ou veut promouvoir un « dialogue construit », éviter les blocages et les complexités inutiles. L'intention est louable et la grille peut réussir à condition que le politique du ministre soit clair et fermement appliqué quotidiennement.

Mais l'expérience récente a montré que les progrès réalisés dans la création d'un cadre de vie harmonieux, les revirements spectaculaires de la politique urbaine avaient un coût souvent pour origine d'arbitrage l'action ingrate, le non « être » fonctionnaires armés des lois de 1913 et de 1930.

La nécessité d'un « dialogue » est d'ailleurs reconnue par M. d'Ornano puisqu'il prévoit de maintenir l'indépendance, dans les départements, des architectes des bâtiments de France vis-à-vis des directeurs de l'équipement. On comprend donc mal que cette dialectique n'existe plus à l'échelon central, d'autant que le ministre souhaite rendre lui-même les inévitables arbitrages et ne pas laisser ce soin à ses directeurs.

La pratique dira qui l'emporte, au coup par coup, mais le débat n'y gagnera pas en clarté. On a trop facilement cru qu'il s'agissait de rivalités de services. Il n'en est rien. Le conflit existe parce que s'affrontent deux logiques différentes. Le souci de qualité est mieux pris en compte par les aménagés si d'autres peuvent faire usage de leur droit de veto.

Tout dépendra finalement de la politique voulue par le ministre et de sa fermeté quotidienne dans les affaires concrètes. Aura-t-il le volonté, par exemple, d'empêcher réellement les constructions en bord de mer ou en haute montagne ? Osera-t-il « casser » des plans d'urbanisme trop généraux pour les bâtisseurs ?

MICHELE CHAMPENOIS.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2171

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Font fur des hôtels indésirables. — II. Ne tardera pas à passer. — III. Peut se rapporter au sujet. — IV. D'un verbe ambigu. — V. Pronom. — Pas nécessairement large. — VI. Traité comme un merlan. — VII. Être à plat. — VIII. De purs vacheries. — IX. Lumière depuis longtemps éteinte. — X. Chef d'Etat. — XI. Souvent frappé d'interdit. — XII. Risque un œil.

VERTICALEMENT

1. Travail demandé à un chinois. — 2. Amant d'une femme. — 3. Diminue de hauteur. — 4. Fit preuve d'attachement. — 5. Parait avoir eu de très vagues notions sur la valeur des denrées alimentaires. — 6. Qui n'a pas pu enfouir. — 7. En falence. — 8. Un endroit idéal pour saucissonner. — 9. Mis en fabrication. — 10. Anneau. — 11. D'une révolution. — 12. Frottement. — 13. Se jette dans la Dordogne. — 14. Ses occupants dans de beaux draps. — 15. Mesurées. — 16. On ne met, en général, aucun empressement à la rendre.

Solution du problème n° 2170

Horizontalement
I. Upperrut. — II. Nult. — An. — III. III. — Ancre. — IV. Jalousie.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 6 septembre 1978 :

- UN DECRET
— Modifiant et complétant le décret n° 69-825 du 28 août 1969 modifié portant déconcentration et limitation des compétences déléguées en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés ainsi que certains articles du code du domaine de l'Etat.
- UN AVIS
— Aux importateurs de certains produits originaires de pays en voie de développement.

Retraites

Les femmes âgées de soixante-trois ans en 1978 et justifiant de trente-cinq années de cotisations peuvent bénéficier d'une retraite calculée sur la base de 50 % de leur salaire de référence, indice de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés. Cet organisme précise que si les demandes sont présentées au titre de l'1^{er} octobre prochain, le rattachement sera payé à dater du 1^{er} janvier 1978. Toutefois, le point de départ de la pension sera le premier jour du mois suivant le soixante-troisième anniversaire.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 SEPT. 78. A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 6 septembre à 4 heures et le jeudi 7 septembre à 24 heures :

Dans la zone dépressionnaire arde de Terre-Neuve au sud de la Baltique, une profonde dépression centrée sur l'Atlantique se développe vers les îles Britanniques et la mer du Nord. La France restera sous l'influence du courant péri-arctique de secteur ouest dirigé par ces basses pressions.

Jusqu'à vendredi, des nuages abondants domineront des pluies ou des averse dans la plupart des régions. Des éclaircies assez belles pourront avoir lieu sur le littoral méditerranéen, où un mistral modéré

PRÉVISIONS POUR LE 07/09/78 DÉBUT DE MATINÉE



établi; ailleurs, elles seront plus rares et généralement de courte durée. Les pluies, parfois abondantes, seront accompagnées d'un renforcement sensible des vents de secteur ouest. Ceux-ci atteindront temporairement la tempête sur la Manche et la gulf de Gascogne, mais de fortes rafales sont également à craindre dans l'intérieur du pays.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Alaccio, 25 et 17 degrés ; Biarritz, 22 et 15 ; Bordeaux, 24 et 15 ; Brét, 18 et 13 ; Caen, 22 et 14 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 22 et 15 ; Dijon, 25 et 15 ;

Grenoble, 20 et 15 ; Lille, 20 et 13 ; Lyon, 24 et 15 ; Marseille, 25 et 17 ; Metz, 20 et 14 ; Nancy, 21 et 13 ; Nice, 20 et 17 ; Paris - Le Bourget, 24 et 15 ; Pau, 23 et 15 ; Perpignan, 24 et 17 ; Rennes, 22 et 13 ; Strasbourg, 21 et 14 ; Toulon, 22 et 14 ; Toulouse, 23 et 15 ; Valenciennes, 21 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 18 degrés ; Amsterdam, 17 et 8 ; Athènes, 29 et 21 ; Berlin, 15 et 9 ; Bonn, 18 et 8 ; Bruxelles, 19 et 11 ; Casablanca, 27 et 22 ; Copenhague, 18 et 7 ; Genève, 22 et 14 ; Lisbonne, 28 et 14 ; Londres, 19 et 14 ; Madrid, 27 et 15 ; Moscou, 14 et 10 ; New-York, 27 et 20 ; Palma-de-Majorque, 31 et 18 ; Rome, 28 et 19 ; Stockholm, 18 et 8.

1978-09-07 12:53

SOCIAL

AU CONSEIL DES MINISTRES

Un programme d'action limité en faveur de l'emploi

Le conseil des ministres devait entériner le mercredi 6 septembre le programme d'action de lutte contre le chômage préparé par M. Boulin, ministre du travail, qui...

La création d'emplois régionaux et d'améliorer le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.I.) : deux rapporteurs devaient être désignés et remettre rapidement leurs suggestions à M. Robert Boulin.

LA FÉDÉRATION DU P.C. PREND ACTE DE LA MISSION DE M. CHADEAU SUR LA SITUATION DANS LA LOIRE

La fédération de la Loire du P.C. a pris acte de la mission d'information sur l'emploi confiée à M. André Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Flotte, petit drapeau...

(Suite de la première page.)

L'excédent a été de 41 milliards de francs (soit une amélioration de 19 milliards de francs par rapport à 1978). Le taux de couverture s'établit à près de 120 % en progression de huit points sur celui de l'année précédente et de dix points sur le taux moyen observé durant la période 1970-1973.

98,6 % en 1976 à 86,5 %. L'année 1978 sera sensiblement meilleure. En juillet, les échanges agro-alimentaires étaient presque équilibrés, ce qui n'était pas le cas en juin.

Autre vedette de l'exportation : le Japon. Son secret ? On a insisté beaucoup sur la force des sociétés de commerce, l'habilitation banques-entreprises, etc. Plus subtilement, Gérard Lafay écrit :

Nos nouveaux clients

Il convient toutefois de tempérer l'optimisme en regardant de plus près les destinataires de ces exportations. Seul pour l'automobile et pour l'aier, c'est surtout vers les pays non industriels que nous avons développé nos ventes de façon spectaculaire.

Si les Néerlandais nous remontent depuis longtemps sur ce chapitre, les Allemands s'y sont mis à leur tour, et leurs ventes vers la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, ont augmenté considérablement en 1977 et en 1978, permettant même l'implantation de firmes dans ces pays.

La France a renforcé ses atouts sur le front extérieur. C'est même le plus beau titre de gloire du gouvernement. Il faudrait que cet exploit se prolonge au-delà des circonstances dont nous avons parlé et de l'existence d'un premier ministre qui a fait de la tenue du franc et de l'équilibre des finances extérieures sa ligne bleue des Vosges.

Reprise des discussions sur l'indemnisation du chômage

Les représentants des organisations syndicales de salariés et du patronat devaient reprendre, mercredi 6 septembre, la négociation sur l'indemnisation complémentaire du chômage gérée par l'Unedic. Les discussions devaient se poursuivre dans le cadre d'un rapport d'une quarantaine de pages qui évalue le coût de ces différentes modifications.

T.C. reviendrait à rendre l'allocation supplémentaire d'attente (90 % du salaire) dégressive (90 % au départ puis 80, 70 et 60 %).

La C.F.D.T. sceptique

De son côté, l'Union départementale C.F.D.T. de la Loire se déclare « surprise de voir aujourd'hui M. Neunhert et Durayon s'exprimer au sujet de l'indemnisation du chômage ».

Les leçons de l'Allemagne et du Japon

La République fédérale est au reste devenue championne toutes catégories de l'exportation, dépassant maintenant les États-Unis et le Japon. On a souligné maintes fois les raisons de ce dynamisme : efficacité des structures commerciales, orientation historique vers les marchés extérieurs, spécialisation (54 % des produits exportés sont des biens d'équipement).

PIERRE DROUIN

(1) Chronique SEDESIS du 1er août 1978, 44, rue François-Ier, Paris-8e. (2) Lire l'article de Jacqueline Grippa dans le Monde de l'économie n° du 22 mai 1978. (3) « Efficacité et rentabilité des systèmes productifs de République fédérale d'Allemagne et de France » (INSEE), cité dans le rapport Bataille du Conseil économique et social, Journal officiel du 19 juillet 1968. (4) Economie et statistique, juillet-août 1978.

La Banque mondiale a annoncé le 5 septembre le lancement d'un emprunt de 250 millions de francs suisses sur le marché suisse des capitaux.

Assuré par un consortium dirigé par la Banque de crédit suisse, l'Union de banque suisse et la Société suisse de banque, l'emprunt porte un intérêt de 4 % et est remboursable en 1988.

CONJONCTURE

La reprise qui va se produire en France risque de tourner court en 1979 estime l'O.C.D.E.

La croissance économique en France devrait être légèrement supérieure à 3 % en 1978, estime l'O.C.D.E. dans son analyse de la conjoncture par pays : c'est un résultat sensiblement équivalent à celui de 1977. Les experts de l'O.C.D.E. prévoient — contrairement à ceux de l'INSEE (1) — une certaine accélération de l'activité au second semestre de cette année, le rythme de croissance — exprimé en terme de produit intérieur brut — devant atteindre 3,7 % durant cette période.

Bienheureux les retardataires.

Advertisement for Ireland featuring the text 'Bienheureux les retardataires. (Ils paieront moins cher leur voyage vers l'Irlande.)' and the Ireland logo.

LINEZ Le Monde des Philatélistes

(1) Le Monde du 22 juillet 1978.

UNE PLAQUETTE SUR « LE MONDE »

« Le Monde » a réalisé pour ses lecteurs une plaquette de trente-deux pages où se trouvent décrits et expliqués le fonctionnement du journal, l'organisation et le travail des différents services de la rédaction, les principaux mécanismes de l'information, ainsi que les caractéristiques économiques de l'entreprise (gestion, fabrication, publicité).

Ce supplément est « Dossiers et documents » est disponible à nos bureaux, service de la vente au numéro, au prix de 3 F l'exemplaire. Des réductions sont consenties pour les achats groupés : 20 % de cinq à dix exemplaires et 25 % au-delà.

Champagnes Bordeaux Bourgoines

Également « CADEAUX ENTREPRISE » et expéditions province
Prix T.T.C., demandez le tarif complet : 277.59.27

CHAMPAGNES (vente par carton de 6 de classes)	1) BRANCA CANTENAC 74 Margaux g. c. d. d. 32,50 F
CHARLES JOUBERT, brut, la bouteille..... 25,00 F	2) CH. LAGRANGE 74 St-James c. d. d. 27,00 F
HEIDECHEK MONDOLÉ, brut, la bouteille..... 32,50 F	3) BEL ORNE THOMAS 71 Médoc c. d. d. 22,50 F
POLIGNY, brut, réserve, la bouteille..... 37,50 F	4) ALAFFI BIANCO 71 c. d. d. 22,50 F
PIERRE HENRI, brut, la bouteille..... 34,00 F	5) BRANCA CANTENAC 74 Margaux g. c. d. d. 32,50 F
MAISON COUDON ROUGE, brut, la bouteille..... 41,20 F	6) MORGON 'CH. PIZAY' 78..... 17,50 F
LAURENT FERRIER, brut, (réserve)..... 45,50 F	7) JUBILÉ 'TRIMETTE' 71 Médoc..... 18,50 F
VINS (à vendre par 12, à 1 par 6, par 24)	8) SAUVIGNY LES BEAUX 1974, la bouteille..... 24,00 F
1) BORDEAUX SUP. 'CH. BOUTIER' 72, la bouteille..... 12,00 F	9) SAUVIGNY CHARENTAIS 'Cuvée' 74..... 22,50 F
2) ST-MEMOIS 'CH. CARONNE' 72, la bouteille..... 12,00 F	10) MOUSSE ROUGE 'Bordeaux' 72..... 22,00 F
3) CARON 73 St-James g. c. d. d. 11,00 F	11) CHAMPAGNE CHARENTAIS 74 Médoc..... 23,00 F
4) CH. BASIL LAURE 74 St-James..... 11,00 F	12) ALICE CORTON 1974..... 22,00 F
5) CH. BRUNO ORMEAU 74 La Réole (Pyrénées)..... 15,00 F	13) SAINT-JEAN 78 'Grand Clos Pommard'..... 24,00 F
6) THIBAUD MONDOT 73 St-James g. c. d. d. 15,00 F	14) CHATELUS 78 17,00 F / SANCERRE 75 18,00 F
7) RAIZAN BASSIS 73 Margaux g. c. d. d. 24,50 F	15) JULIEN MONTAGNET 73 Médoc..... 26,00 F

Attention 1^{er} achat à effectuer en numéraire = carte client s/1 mois.

GESTION DE L'ENTREPRISE

Sous-traitance

M. CAPET et J. HOFACK

- Ch. 1. — Objet.
- Ch. 2. — Vente.
- Ch. 3. — Produits.
- Ch. 4. — Financier.
- Ch. 5. — Orienter l'activité.
- Ch. 6. — Rôle des pouvoirs publics.

ÉDITIONS ECONOMICA

49, rue Héricart - 75015 PARIS
Prix 38 F T.T.C. - Franco 66 F

NOM
RUE N°
LOCALITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

OFFICE NATIONAL DES SUBSTANCES EXPLOSIVES

O. N. E. X.
5, BOULEVARD BEN-BOULAD - ALGER

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

Les soumissionnaires intéressés par l'avis d'appel d'offres international concernant « l'étude, la conception et la réalisation d'une unité de fabrication de cartouche de Scellément » paru dans la presse nationale et internationale sont informés que la date limite de réception des offres, initialement prévue pour le 31 juillet 1978, est reportée au 30 septembre 1978, dans les mêmes conditions.

AÉRONAUTIQUE

Les discussions continuent entre les Britanniques et leurs partenaires européens pour trouver un compromis sur l'avenir du programme Airbus

Londres (A.F.P.). — D'intenses négociations ont lieu actuellement dans les couloirs du Salon aéronautique de Farnborough — qui s'est ouvert le lundi 4 septembre en Grande-Bretagne — pour tenter de faire sortir de l'impasse les projets de coopération entre le Royaume-Uni et ses partenaires européens pour la construction des Airbus.

La situation apparaît complètement bloquée après la double décision britannique annoncée la semaine dernière : d'une part, l'autorisation donnée à British Aerospace d'entrer dans le consortium franco-allemand Airbus Industrie ; et, d'autre part, l'accord donné à British Airways pour l'achat de dix-neuf nouveaux avions Boeing-737 dotés de moteurs Rolls-Royce.

Cette double option a été jugée inacceptable par le gouvernement français qui considère que la Grande-Bretagne essaie de « jouer sur les deux tableaux » : faire des profits en coopérant avec l'Europe et acheter des avions américains. La France considère que l'entrée des Britanniques dans le consortium Airbus Industrie est conditionnée par l'achat de l'Airbus européen par la compagnie aérienne British Airways. En revanche, le gouvernement britannique a déclaré plus favorablement et sans réserves la disposition de la Grande-Bretagne à entrer dans le consortium européen.

Le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Schmidt, estime-t-on dans les milieux informés de Bonn, via problèmes de tenter, lors du sommet franco-allemand, de convaincre les Français de la nécessité d'acquiescer malgré tout à la Grande-Bretagne dans le programme Airbus (à raison de 20 % du coût).

C'est pourquoi, dit-on de bonne source à Londres, les discussions continuent pour aboutir à un compromis qui permettrait de mettre fin à un blocage de la situation. Du reste, le premier ministre britannique, M. James Callaghan, a adressé une lettre au président Giscard d'Estaing pour l'informer de la position britannique. Le contenu de cette lettre n'a pas été divulgué.

Toujours de bonne source, on dit à Paris que la solution pourrait être trouvée dans une formule plus précise des « intentions » de British Airways. Le gouvernement britannique s'est jusqu'à présent borné à indiquer qu'elle estimait que l'Airbus A-310 serait l'avion le plus apte à satisfaire d'éventuels besoins en avions gros porteurs.

British Airways, d'autre part, fait valoir que le Boeing-737 et le A-310 ne sont pas réellement concurrents et peuvent coexister au sein d'une même flotte pour répondre à des utilisations différentes.

Dans cette perspective, on reparle de l'éventualité d'intégrer dans les versions de l'Airbus des réacteurs RB-211 Rolls-Royce — à la place des réacteurs actuels de conception franco-américaine — pour amener la compagnie British Airways à commander des A-310 dans l'avenir. En réalité, cette solution serait onéreuse (environ 210 millions de francs) et modifierait les résentiments RB-211. De surcroît, l'Airbus est adapté à des lignes requérant des gros porteurs pour lesquels la compagnie britannique dispose déjà d'avions. Tristar, dont le remplacement ne paraît pas nécessaire dans l'immédiat.

Reste enfin à savoir si un compromis serait acceptable pour les gouvernements. Mais, affirme-t-on de bonne source, les obstacles politiques sont moins grands qu'il y paraît au premier abord.

AFFAIRES

LES ACTIONNAIRES DÉCIDERONT JEUDI DE L'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ DES EAUX MINÉRALES DE COUZAN

L'assemblée générale extraordinaire qui tiendra, jeudi 7 septembre à Lyon, les actionnaires de la Société générale des eaux minérales de Couzan, décidera de la poursuite ou non de l'activité de l'entreprise qui exploite, à Sall-sous-Couzan (Loire), la source Couzan - Braut. Comme Badot, à Saint-Galmier, dont elle est une filiale, Couzan-Braut est associée à la Société anonyme des eaux minérales d'Evian, qui détient plus de 50 % des actions et en assure la gestion. Or, depuis 1970, les bilans de Couzan-Braut ont été régulièrement déficitaires. La perte atteignait 474 000 F pour l'exercice 1977. L'actif étant tombé en dessous du quart du capital, les actionnaires devront donc, selon la loi, soit procéder à un apport de nouveaux capitaux, soit prononcer la dissolution anticipée de la Société. Celle-ci emploie actuellement 21 personnes. Si la liquidation est décidée et qu'aucun acquéreur ne se manifeste, trois salariés pourront bénéficier de la préretraite et les dix-huit autres mutés à la source Badot de Saint-Galmier ou vident d'être créée une nouvelle ligne d'emballage. — (Corresp.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		SIX MOIS		UN AN	
	Rep. + ou Sep.					
S. E.-U. ...	4,2315	4,2410	- 59	- 19	- 108	- 53
S. can. ...	2,9455	2,9553	- 65	- 49	- 120	- 49
Yen (100) ...	2,2800	2,2876	+ 109	+ 148	+ 130	+ 235
DM ...	2,1385	2,1394	+ 58	+ 90	+ 123	+ 140
Florin ...	2,0170	2,0151	- 33	- 78	- 218	- 106
F. S. (100) ...	13,2850	13,2745	- 140	- 120	- 190	- 130
F. S. (1 000) ...	2,6085	2,6113	+ 149	+ 203	+ 140	+ 260
L. (1 000) ...	2,1239	2,1251	- 270	- 210	- 340	- 130
£ ...	2,4130	2,4230	- 34	- 235	- 650	- 590

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/16	3/8	3/4	3/8	1/4	3/8	3/8	3/16	3/16
S. E.-U. ...	24 9/16	24 15/16	7 15/16	8 15/16	8 15/16	8 15/16	8 15/16	8 15/16	8 15/16
Florin ...	3 1/4	3 1/2	4 3/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
F. S. (100) ...	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
F. S. (1 000) ...	12	12	12 1/4	12 1/4	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
£ ...	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8

Notes de banque et de caisse des cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

Dans le train de relance décidé à Tokyo (13 milliards de dollars), rien n'est prévu pour stimuler la consommation

De notre correspondant

Tokyo. — Le gouvernement japonais vient d'arrêter une série de mesures de stimulation de l'économie d'un montant de 13 milliards de dollars (56 milliards de francs) qui seront présentées le 18 septembre à la session extraordinaire de la Diète (1). Ce nouveau train de mesures vise à faire dépendre la croissance plus de la demande intérieure que des exportations, qui, elles, s'essouffent. Ces mesures confirment, soulignent les autorités, la détermination du gouvernement Fukuda de tenir l'engagement, réaffirmé au sommet de Bonn, de parvenir à un taux de croissance de 7 % au cours de l'année fiscale 1978 (avril 1978 - mars 1979).

Le tiers (4,3 milliards de dollars) des nouvelles dépenses seront consacrés à la construction de routes et au développement des infrastructures portuaires. De plus, 1,3 milliard de dollars servira à la construction d'écoles, d'hôpitaux et de terrains de sport. Selon l'agence de planification, ces dépenses, qui « intéressent de nombreux secteurs industriels », devraient contribuer à augmenter de 1,2 % le produit national brut.

Ces dépenses sont très inférieures à ce qui avait été demandé par les milieux d'affaires et le ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI) — qui réclamaient 4 trillions de yens (environ 20 milliards de dollars). Quel sera leur effet sur les finances ? Comment seront-elles financées ?

C'est en raison d'une vigoureuse opposition du ministère des Finances que le premier ministre n'a pu présenter un programme de dépenses d'un montant supérieur. Le déficit budgétaire japonais est déjà financé à plus de 90 % par l'émission d'obligations, et le gouvernement ne pouvait se permettre de nouveaux emprunts. D'autant moins que le marché financier a déjà saturé et montre des signes évidents de stagnation : en juillet et août, 50 milliards de yens d'obligations d'État (250 millions de dollars) n'ont pas trouvé d'acheteurs.

Aussi les nouvelles dépenses sont-elles financées pour plus de la moitié sur des fonds ne provenant pas du budget. Certains travaux publics seront, par exemple, à la charge des communautés locales, la construction des logements sera en partie financée par des paiements d'impôt, etc. Du côté gouvernemental, des fonds seront pris sur la réserve de 200 milliards de yens (1 milliard de dollars) destinée aux travaux publics. D'autres seront repris sur les fonds de fonctionnement des ministères.

PHILIPPE PONS.

Selon le GATT

LES GRANDS PAYS DOIVENT S'ENGAGER À RÉTABLIR LA STABILITÉ DES PRIX

Genève (A.F.P.). — Les experts du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) soulignent, dans leur étude annuelle, la nécessité de lutter contre l'inflation afin de rétablir le chômage et de résoudre la crise monétaire. Les pays industrialisés ne peuvent, soulignent-ils, se rapprocher de la croissance, d'un meilleur emploi, d'une balance des paiements favorable, ainsi que de taux de change plus stables, qu'en ramenant leurs taux d'inflation aux niveaux d'avant le milieu des années 60. Dans ce but, et tout particulièrement important que les États-Unis prennent la tête du mouvement.

Pour le GATT, la faiblesse et l'absence d'investissements des sociétés « ne peut s'expliquer que par les incertitudes et les distorsions engendrées par l'inflation. Si les gouvernements des grands pays s'engageaient de façon crédible à rétablir la stabilité des prix dans les quelques années à venir, par politiques rigoureuses et coordonnées, il serait difficile que l'incertitude économique ne s'atténue pas, ce qui aurait pour effet d'accroître l'investissement des entreprises ».

Selon l'étude, la production mondiale a augmenté de 4 % en 1977, contre 7 % en 1976. Dans les pays industrialisés, elle n'a augmenté que de 3,5 % contre 7,5 % en 1976. Les échanges internationaux ont, quant à eux, représenté 1 130 milliards de dollars en 1977, soit une hausse de 18 % en valeur, à peu près la même qu'en 1976. En volume, une fois déflatés les hausses des prix, la hausse est estimée à 4 %.

R.F.A. : tassement du chômage et ralentissement de la hausse des prix.

Le nombre de chômeurs complets en Allemagne fédérale a augmenté en août de 0,5 % sur (1 700), se situant à 924 000 personnes. Le taux de chômage par rapport à la population active est pratiquement resté inchangé, à 4,3 %. Au mois d'août 1977, ce taux était de 4,3 %, soit 39 500 chômeurs de plus qu'en août 1976.

Le nombre des chômeurs partiels a baissé pour sa part de 19,5 % (30 100), revenant à 124 600 personnes. Enfin, les offres d'emploi s'élevaient à 269 500 à la fin du mois dernier, en hausse de 1 % (2 700) par rapport à la fin juillet.

Le chômage pourrait redescendre cette année, en moyenne annuelle, en dessous du seuil du million, a estimé le président de l'Office fédéral du travail, M. Josef Strögl. Après la légère augmentation de l'année, le chômage devrait de nouveau baisser en septembre et octobre. Pour les huit premiers mois de cette année, le nombre de chômeurs s'est élevé à 1 032 000 en moyenne, contre 1 058 000 au cours de la même période de 1977.

Cependant, la hausse des prix s'est encore ralentie le mois dernier. Selon l'Office fédéral des statistiques, l'indice du coût de la vie s'est inscrit en août en hausse de 2,4 % seulement par rapport à août 1977. La hausse annuelle des prix a retrouvé le rythme observé en juin. Le plus haut enregistré depuis 1970. En juillet dernier, l'indice avait enregistré une hausse — en taux annuel — de 2,8 %.

IRLANDE

L'Irlande pourrait décider d'ici la fin de 1978 de détacher sa monnaie de la livre sterling afin de participer à part entière au nouveau système monétaire européen envisagé au sommet de Brème. « Je crois que les Irlandais participent au nouveau système et il est probable qu'ils le feront même sans la Grande-Bretagne », a déclaré, le 4 septembre, lors d'une visite officielle en République d'Irlande, M. Roy Jenkins, président de la Commission européenne. Toutefois les autorités de Dublin espèrent que Londres acceptera de participer ce qui leur permettrait d'éviter de prendre la décision politique délicate de détacher leur monnaie du sterling. — (A.F.P.)

LE SEUL PARIS-TÉHÉРАН TOUS LES JOURS SANS ESCALE.

C'est le Paris-Téhéran sans perdre une minute : départ d'Orly-Sud tous les jours à 16 h 15 sauf le mardi à 10 h 15. Vol sans escale en 707 ou 747. C'est bon à savoir.



IRAN AIR

NOUS PROGRESSONS PLUS VITE QUE LES AUTRES.

Réservez auprès de votre agence de voyages ou chez Iran Air au 225.99.06 +

Horaires valables jusqu'au 31 octobre. Départ 1 heure plus tôt à partir du 1^{er} octobre.

L'industrie livrée au pillage ...

UN PREDATEUR: LE HOLDING CGE

Un livre de RENÉ LECLÈRE

184 pages, 15 x 22, 48 francs, part gratuite en France métropolitaine

JGPE 71, rue V.-Hugo, 45400 Fleury-les-Aubrais et toutes librairies

صحة في الامم

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 5 SEPTEMBRE

La baisse se ralentit

Assez sévère en début de semaine, la baisse des cours s'est très sensiblement ralentie...

LONDRES

Le marché s'est montré très régulier à l'ouverture, après son vif redressement de la veille...

NEW-YORK

Une nouvelle hausse a été enregistrée mardi à Wall Street, après le chômage de Labor Day...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NORSE HYDRO. - Le schéma d'affaires prévoyant de l'exercice 1977-1978, calculé brut, traite des transports et des assurances...

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns for indices: DAX, CAC 40, etc. showing daily fluctuations.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing exchange rates for the Dollar in Tokyo.

DROITS DE SOUSCRIPTION

Table listing subscription rights for various companies.

BOURSE DE PARIS - 5 Septembre - COMPTANT

Main table for Paris stock market, listing various stocks and their prices.

Large table of international stock market values, including sections for Valeurs, Cours, and various international indices.

MARCHÉ A TERME

Table for the term market, detailing forward contracts and their prices.

COTE DES CHANGES

Table showing exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table for the free gold market, listing gold prices and related instruments.

Accidè à Toky... n'est prè... n'assomation

UNION FONDS

DOIVENT... PRIX

NO COE

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES
 - EUROPE : « Sans défaire la France », par Nicole de Biègères ; « Une évolution inéluctable », par Michel Comitat ; « Une génération commentaire », par Xavier Alloué.
- 3. ETRANGER
 - L'ouverture des entrées de Camp David.
 - L'opération en Iran.
- 4. ASIE
 - Le voyage de M. de Gaulle en Asie du Sud-Est.
- 4. EUROPE
 - GRANDE-BRETAGNE : le congrès des trade-unions.
- 5. EUROPE
- 6. AFRIQUE
- 6-7. AMERIQUES
 - URUGUAY : une interview de M. Wilson Ferreira Aldunate, dirigeant conservateur.
- 8. POLITIQUE
 - Déjeuner d'écritains à l'Élysée : « Terreur dans les écritures », par Maurice Clavel.
- 9. SOCIÉTÉ JUSTICE
- 10. MÉDECINE
- RELIGION
- 12. EDUCATION
- SPORTS
 - Le Racing Club de Strasbourg en tête de championnat.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 13 A 19

- CINÉMA : Ces mythes qui nous viennent d'Hollywood (« Federa », « Greece »), par Louis Marconnet et Jacques Siclier.
- CULTURE : Les nouvelles dimensions du patrimoine français, par André Chastel ; L'héritage du prince Rostko, par Jean-Marie Guillaume et Jacques Miché.

26. ÉQUIPEMENT

27-28. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (28)
 Annonces classées (21 à 27) ;
 Aujourd'hui (20) ; Carnet (11) ;
 « Journal officiel » (28) ; Méteo-
 rologie (26) ; Mots croisés (26) ;
 Bourso (29).

Le numéro du « Monde »
 daté 6 septembre 1978 a été
 tiré à 562 149.

INSTITUTS BONAPARTE SPINOZA

o Rue Spinoza 75011 Paris 337.64.79 337.79.06

Excellents résultats au bac 78

de la 6^e aux terminales A.B.C.D.

Etablissements privés laïques

17, avenue Franklin-Roosevelt

LASSERRE EST OUVERT

ÉLY. 53-43 - 67-45

Publicité

APRÈS RÉNOVATION Réouverture du restaurant **JOSEPH**

56, rue Pierre-Charron, Paris-8^e Tél. : 359-63-25

A B C D E F G

La préparation du conseil européen de Luxembourg

Paris veut un accord monétaire à Neuf aussi « hardi » que possible

Contrairement à l'habitude, M. Clappier accompagnera la semaine prochaine M. Valéry Giscard d'Estaing dans son voyage à Aix-la-Chapelle, où il doit rencontrer, les 14 et 15 de ce mois, le chancelier Schmidt (dans le cadre des consultations franco-allemandes régulières). D'ici-là, le gouverneur de la Banque de France aura participé à la réunion du comité des gouverneurs des pays de la C.E.E., qui se tiendra le mardi 12 à Bâle. À la suite de ces entretiens d'ordre politique et technique, aux côtés à Luxembourg le premier conseil de la rentrée des ministres de l'économie et des finances des Neuf. Le premier ministre, M. Raymond Barre, suit de près cette affaire qu'il considère, lui aussi, de première importance.

Lequel des pays du « serpent » réagit à très court terme, leurs opérations de crédit. Par ce biais, on ne craint pas d'en réserver un supplémentaire. Les vingt-cinq milliards de dollars dont on a parlé au moment de la conférence de Bâle représenteraient en fait un contrepartie des dépôts effectués en monnaie nationale (le maximum réel serait tout au plus de la moitié puisqu'il est exclu que tout le monde soit simultanément débiteur). On insistait à Paris pour que les conditions d'accroissement soient « strictes » (le franc se porte bien actuellement...).

Une banque centrale des banques centrales

Mais le président de la République française et son premier ministre ne veulent pas en rester là. Ils veulent aller au-delà d'une simple coopération étroite sur le mode de celle qui existe déjà dans le cadre de la C.E.E. (aide à court et à moyen terme). On insiste à Paris pour que le premier ministre s'entende avec le président de la République sur le rôle de ce Fonds monétaire européen et sur la manière dont il sera financé. On voudrait cependant à Paris que les décisions d'ordre politique concernant l'organisation et le rôle de ce Fonds soient prises avant l'ouverture de la période transitoire de négociation. Car on redoute que les Britanniques utilisent, sans jamais aller jusqu'à opposer leur veto, tous les arguments de procédure possibles pour retarder la négociation et réduire la portée en revanche, on pense que l'Italie, si le programme à long terme du nouveau Fonds monétaire européen peut rapidement adhérent.

On a tenu de l'« ancre » du communiqué de Bâle, les pays membres devraient déposer 20 % de leurs réserves d'or et de devises auprès du Fonds et recevoir en contrepartie (tant équivalent) l'E.C.U. (European Account Unit), monnaie de compte qui sera égale à l'accompte et monnaie de compte européenne à calculer par référence aux neuf monnaies (le DM étant affecté d'un coefficient de 27,3 %, le Franc français de 19,5 %, la livre sterling de 17,5 %, etc.). À la date du mardi 5 septembre, l'unité de compte européenne valait 5,61788 francs. Les juges qu'il s'agit de la souveraineté dans cette hypothèse avancée, c'est l'occasion d'une aliénation du patrimoine, mais remarquons qu'il s'agit d'une opération comptable qui peut être faite dans le cadre de la création de l'actuel F.E.C.O.M. (à travers

Pas de changement institutionnel dans l'immédiat

C'est pourquoi on veut créer un processus évolutif, ce qui est la fois complexe et simplifie les choses. Dans ces conditions, il est probable que c'est plutôt le conseil européen du mois de décembre qui tranchera sur les principales questions techniques que les rapports d'experts se contenteront de présenter (avec un éventail de solutions possibles). Ne faut-il pas attendre le premier semestre de 1979 (pendant lequel la France présidera le conseil des ministres européens) la décision finale ? Dans cette hypothèse avancée, avec plus ou moins de malice par certains, le nouveau système monétaire européen (S.M.E.) verrait le jour à la veille des premières élections européennes au suffrage universel.

NOUVELLES BRÈVES

- M. Jacques Deha-Bridel, ancien sénateur, président d'honneur de l'Union des gaullistes de France, a précisé mardi 6 septembre, qu'il n'avait pas été informé de la réunion d'un conseil national du mouvement (de France du 3 septembre). Il a déclaré qu'il n'avait aucune idée de rapprochement avec les dirigeants de l'R.F.R. auxquels, après leur attitude lors du vote sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, il est impossible de faire confiance pour la défense de l'indépendance nationale.
- M. Leclercq envisage de passer un contrat avec une compagnie pétrolière hollandaise. Après avoir tiré à deux reprises le 4 septembre, à Brest, son intention de « vendre l'essence le moins cher possible en s'approvisionnant dans les cours du carburant sont les plus intéressants ». Il envisage de passer un contrat avec une compagnie hollandaise pour louer deux ou trois pétroliers afin de faire face aux besoins d'approvisionnement et acheter l'essence à un prix plus bas que celui des autres compagnies pétrolières. Selon M. Leclercq, les occupants libres peuvent adhérer, s'ils le désirent, aux centres Leclercq à condition qu'ils acceptent « le contrat moral et les pratiques » (limites des marges bénéficiaires notamment).
- De son côté, M. Bernasconi, président de la C.N.S.C.R.A. (Chambre nationale des constructeurs et réparateurs automobiles) a déclaré, au cours d'une conférence de presse, le 5 septembre, que la limite supportable des rebais pouvait se situer entre 6 et 6 centimes pour l'essence ordinaire et entre 7 et 8 centimes pour la super (nos dernières éditions du 6 septembre).
- La Légion en Corse : un démenti des autorités militaires. — Le général Bernard Philpout, commandant la 65^e division militaire territoriale, vient de réfuter les récentes déclarations d'un mouvement autonomiste corse selon lesquelles il y avait actuellement une dizaine de soldats déserteurs dans l'île. Le général Philpout a précisé que « les quatre légionnaires déserteurs cités par le communiqué des autonomistes ont été démasqués il y a plus de deux mois à partir de départements du continent et de la Corse ». Il a ajouté que « plus de la moitié des déserteurs ont été retrouvés et ont été démasqués à partir de départements du continent ».
- M. Raymond Leroy, le président de Florange (Moselle) qui avait le 26 août vers 23 heures, mortellement blessé un jeune cambrioleur (le Monde du 26 août), a été remis en liberté sur décision de Mlle Michèle Laga, juge d'instruction à Thionville. Après avoir tiré à deux reprises sur les jeunes cambrioleurs, il avait été le 26 août inculpé de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de « donner » (le Monde des 27-28 août), et écroué à la prison de Metz.
- M. Christiane Gilette, ancien avocat de Jacques Mésrine, a été entendu mardi matin 5 septembre par les policiers de la brigade de répression du banditisme. M. Gilette a confirmé qu'elle avait rencontré Jacques Mésrine quelques temps après son éviction de la Santé (le Monde du 5 septembre). « Jacques Mésrine m'a envoyé mot au palais de justice à la fin du mois de mai », a déclaré M. Gilette. « Mon client m'a été rendu-ous dans la salle de ses parents de la gare Saint-Lazare. Cet entretien n'a duré que dix minutes. Mésrine s'est excusé de n'avoir causé aucun « ennui » lors de son « éviction ». M. Gilette qui vient d'abandonner la profession d'avocat a pu quitter le Quai des Orfèvres une fois sa déposition terminée.

M. Edmond Maire répond à M. Ségué sur son appel à l'unité

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., devait répondre mercredi après-midi 6 septembre à M. Georges Ségué dans son discours de rentrée sociale à la Mutualité, à Paris. Sans refuser une rencontre avec les cégétistes, le leader de la C.F.D.T. devait publiquement s'interroger une nouvelle fois sur le degré d'autonomie de la C.G.T. et sur ses conceptions de l'action. Tout en soulignant que la C.G.T. adoptait certains thèmes revendicatifs chers à son organisation, M. Edmond Maire devait à la fois insister sur le caractère indispensable de l'unité d'action et sur la nécessité de la définir à égalité en collant aux réalités.

Après s'être longuement expliqué sur la politique de « recentrage » de la C.F.D.T. et avoir dressé un bilan en demi-teinte des négociations engagées, M. Maire devait vivement critiquer la politique libérale du gouvernement, sans épargner une gauche qui s'enlise, selon lui, dans les querelles. Il devait enfin rappeler les revendications de son organisation, notamment sur le SMIC à 2 400 F, les conditions de travail et la retraite à soixante ans.

La veille, M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., avait prononcé lui aussi, son discours de rentrée devant douze mille militants rassemblés au Pavillon de Paris, à La Villette. Les gradins étaient comblés avant que les travées. Au parterre une foule barloche, on dominait la hâte jeannette, à même le sol. Beaucoup de cheveux longs, quelques barbes incultes ; la C.G.T. rajoutait avec un peu de retard, elle avait même tendance à se mettre à la mode de mai 68.

Limétre crue des projecteurs. À la tribune, pleine à craquer, elle aussi, une brigade de syndicalistes sérieux, quelques autres plus nombreuses qu'autrefois. Quant à M. Ségué — en costume d'été, chemise pétrole, le teint fleurissant — il avait commencé par l'Atlantique. — Il a l'air d'une vedette du « show-biz » entre une floraison de micros et les diffuseurs de la « sono ». Pour parfaire l'impression, les cartes publicitaires de Coca-Cola alternaient sur les flancs de l'imposante salle avec les calicots des unités occupées. « Timons français pour travailler ».

Pour le reste, un public parfaitement calme, qui applaudit toutefois chaleureusement et tape du pied de temps en temps. M. Ségué a enfin un peu la voix publique, aussi, qui tira bien fort lorsque le secrétaire général de la C.G.T. dénonça en suppliant ses mots « premiers le plus raffinés » ou l'opération Robert Fobbe.

Cette intervention de M. Ségué aura été dominée, surtout, par ses prises de position assez sévères à l'égard de l'Union soviétique à l'occasion du dixième anniversaire des événements de Tchétché-

coslovaquie, et par un appel à l'unité d'action avec la C.F.D.T. M. Georges Ségué avait notamment déclaré qu'à l'heure du chômage, du chômage du pouvoir d'achat, « les regards des travailleurs se tournent naturellement vers les deux organisations syndicales les plus représentatives ». Il avait poursuivi : « Nous avons le devoir de ne pas les décevoir et de ruer dans le camp gouvernemental tout espoir de tirer avantage de situations conjuguées, au moment où tout nous commande l'unité d'action ».

Il avait précisé : « Si, comme nous le souhaitons, l'esprit de responsabilité est le fondement de l'action syndicale, elle ne peut être efficace que si elle est appuyée sur des considérations particulières des plus représentatives ». Il avait poursuivi : « Nous avons le devoir de discuter sans animosité — la C.G.T. et la C.F.D.T. pourront se rencontrer très prochainement pour discuter d'une initiative d'action ». M. Maire a contre le chômage et pour examiner comment, au niveau des branches professionnelles et des entreprises, leurs organisations respectives conjuguent leurs efforts vers la revendication d'objectifs revendicatifs communs ».

Quels sont ces objectifs ? M. Ségué cite les salaires — à commencer par les plus bas, les conditions de travail et les droits syndicaux.

Enfin, à propos du renforcement du rôle de la C.G.T. M. Ségué ne dissimule pas le fait que les effectifs de la centrale « n'ont pas progressé à la mesure des objectifs que nous nous étions fixés ». Il évoque ce sujet « la complexité de la situation que nous avons traversée depuis septembre 1977 et la répression qui s'est abattue sur nos militants ».

RAFFERMISSEMENT DU DOLLAR

Le dollar s'est raffermi sur les places européennes le mercredi 6 septembre, s'établissant à Francofort à 1,8899 DM contre 1,87 DM contre 1,86 DM lundi. À Paris, il a repassé le seuil de 1,90 F., remontant en deux jours de 1,58 F.S. à 1,63 F.S. Aucune raison particulière n'a été avancée pour expliquer ce renforcement du dollar, mais une réaction technique après la récente baisse.

À Paris, le dollar valait 1,6466 F contre 1,6193 F. Un léger affaiblissement a été observé dans les heures fortes de la « bourse », notamment contre le DM, qui a valu un moment jusqu'à 1,150 F pour revenir un peu plus bas.

LE BARON EMPAIN EXPOSERA JEUDI SES PROJETS

Le baron Edouard-Jean Empain, qui avait quitté la France il y a cinq mois, après avoir abandonné la présidence du groupe industriel et financier à l'un de ses plus proches collaborateurs, M. René Fages, est arrivé à Paris le mardi 5 septembre, dans la soirée. Il devait tenir un meeting de presse le mercredi 7 septembre, et à cette occasion faire connaître ses projets concernant le retour de la C.G.T. (le Monde du 6 septembre).

Dans une interview à paraître dans l'hebdomadaire « V.S.D. », le baron Empain déclare à propos de son retour : « Que cela plaise ou non, le fait est que je suis de retour à Paris. Et je suis sûr que mon retour ne fera pas que des heureux ».

RECAPITULATIF. — Dans l'article consacré au retour du baron Empain (le Monde du 6 septembre), nous avons indiqué par erreur que ce dernier était vice-président du C.N.P.F. Le baron est simplement président de ce conseil d'administration patronal.

Le rachat du groupe Terrin par M. Fournier

Le rachat du groupe Terrin par M. Fournier

DERNIER VOTE DU PERSONNEL : 1 161 NON, 34 OUI

(De notre correspondant.)

Marseille. — Le personnel des quatre sociétés du groupe Terrin, concernées par un éventuel rachat par l'industriel havrais, M. Gilbert Fournier, s'est prononcé, le mercredi matin 6 septembre, à bulletin secret, à une très forte majorité, contre les propositions de celui-ci : 1 161 non contre 34 oui.

On ne voit pas à la veille du détail de grâce de huit jours accordé le 31 août par les syndicats du règlement judiciaire quel élément nouveau pourrait empêcher la liquidation du groupe Terrin. L'entourage de M. Gilbert Fournier, P.-D. G. des Ateliers et Chaudières du Havre, avait laissé entendre mardi que la situation était sans issue, sauf si les ententes qui devaient avoir, mercredi matin à Paris, M. Fournier avec certains hauts fonctionnaires du ministère de l'Économie et des finances ainsi qu'avec les financiers qui lui avaient promis leur concours approuvaient une solution in extremis. — J. C.

MORT DE L'ACTRICE GABY BRUYÈRE

Gaby Bruyère est morte à Cannes le jeudi 1^{er} août, à la suite d'une longue maladie. Elle était âgée de cinquante-quatre ans. La nouvelle de son décès n'a été rendue publique que le 5 septembre.

(Née en 1924, Gaby Bruyère débuta au théâtre à Marseille, sous le nom de Gaby Brucy, et fut ensuite engagée au théâtre de la Comédie-Française. Elle avait joué dans une dizaine de pièces, parmi lesquelles *Les Femmes de bonne humeur*, *Liberty* et *Le Dernier des Français*. Elle était mariée à l'acteur Jean-Louis Bally, et avait deux enfants.)

Nomination à Télédiffusion de France

M. GOULEY REPREND LA RESPONSABILITÉ DES RELATIONS EXTÉRIURES

M. Bernard Gouley, qui a quitté son poste de directeur général de T.D.F. (Télédiffusion de France) pour occuper les fonctions de directeur des affaires extérieures de la fin du mois d'octobre 1977. Bien que la note de service précisant sa nouvelle nomination et les fonctions exactes qu'il remplira ne soit pas encore parue, M. Bernard Gouley reprend déjà pour T.D.F. la responsabilité des relations extérieures et il assistera M. Jean Antin, président de cette société, dans la charge qui lui a été confiée de présider l'U.E.R. (Union européenne de radiodiffusion).

LES HOLD-UP AU CLUB MÉDITERRANÉE

L'auteur du hold-up commis le 1^{er} septembre au centre du Club Méditerranée des Bouches-du-Rhône, à la Martinique (le Monde des 2-4 septembre), a été arrêté mardi 5 septembre. Il s'agit d'un jeune Parisien, arrivé depuis peu dans l'île. David Fiorini, qui avait été arrêté le 1^{er} septembre, avait été libéré. Le montant du hold-up s'élevait à 37 600 F.

D'autre part, Alain Engel, l'un des trois auteurs présumés du hold-up commis au Club Méditerranée de Corfou, le 15 juillet 1977, qui a été arrêté à la Martinique, à Paolbono, employé, doit être jugé dans les jours à venir en Grèce. Arrêté en Espagne, il vient d'être extradé. — (A.F.F.)

PHOTOS COULEUR 48 HEURES

Camera 7

7, RUE LA FAYETTE (9^e)

du jeudi 7 au lundi 18 septembre 1978 inclus

le foire européenne de strasbourg

سورق الامام